

MÉMOIRE

Présenté par BEAUBERT Noémie

Dans le cadre de la **dominante d'approfondissement : IEVU (Ingénierie des espaces végétalisés urbains)**

Inscription des jardins collectifs et partagés dans le paysage alimentaire bondinois : savoirs, représentations, pratiques culturelles et fonction des jardins

Pour l'obtention du :

DIPLÔME D'INGÉNIEUR D'AGROPARISTECH



Stage effectué du : 08/03/2021 au 08/09/2021

Au LAB3S : 32 Henri Varagnat, 93140 Bondy

Enseignante référente : Christine AUBRY – INRAE AgroParisTech, UMR SADAPT

Maître de stage : Pauline SY – LAB3S

**Comité de pilotage : Mina KLEICHE-DRAY – Cepad, Université de Paris – IRD ;
Irène DOS SANTOS – CNRS, UMR UMRIS ; Pierre MORAND – IRD, UMI
Résiliances**

Soutenu le : 15/09/2021

Engagement de non plagiat

① Principes

- Le plagiat se définit comme l'action d'un individu qui présente comme sien ce qu'il a pris à autrui.
- Le plagiat de tout ou parties de documents existants constitue une violation des droits d'auteur ainsi qu'une fraude caractérisée
- Le plagiat concerne entre autres : des phrases, une partie d'un document, des données, des tableaux, des graphiques, des images et illustrations.
- Le plagiat se situe plus particulièrement à deux niveaux : Ne pas citer la provenance du texte que l'on utilise, ce qui revient à le faire passer pour sien de manière passive. Recopier quasi intégralement un texte ou une partie de texte, sans véritable contribution personnelle, même si la source est citée.

② Consignes

- Il est rappelé que la rédaction fait partie du travail de création d'un rapport ou d'un mémoire, en conséquence lorsque l'auteur s'appuie sur un document existant, il ne doit pas recopier les parties l'intéressant mais il doit les synthétiser, les rédiger à sa façon dans son propre texte.
- Vous devez systématiquement et correctement citer les sources des textes, parties de textes, images et autres informations reprises sur d'autres documents, trouvés sur quelque support que ce soit, papier ou numérique en particulier sur internet.
- Vous êtes autorisés à reprendre d'un autre document de très courts passages in extenso, mais à la stricte condition de les faire figurer entièrement entre guillemets et bien sûr d'en citer la source.

③ Sanction : En cas de manquement à ces consignes, le département SIAFEE se réserve le droit d'exiger la réécriture du document, dans ce cas la validation de l'Unité d'Enseignement ou du diplôme de fin d'études sera suspendue.

④ Engagement :

Je soussignée Noémie Beaubert
Reconnait avoir lu et m'engage à respecter les consignes de non plagiat

A Paris le 06/06/2021
Signature :



Remerciements

Tout d'abord, j'adresse mes remerciements à Pauline Sy, ma maîtresse de stage, pour son accueil au sein du LAB3S et son encadrement quotidien hors pair à la fois sur le plan humain et intellectuel. Pauline a su faire vivre le projet et créer une ambiance de travail optimale au sein de l'équipe. C'est également grâce à elle que j'ai pu rencontrer les acteur.ices du territoire et mener à bien cette étude.

Je remercie ensuite tout particulièrement Christine Aubry pour son encadrement enthousiaste et précieux ainsi que toute l'équipe scientifique : Mina Kleiche-Dray, Irène Dos Santos et Pierre Morand pour suivi bienveillant et tous les échanges riches que nous avons pu avoir autour des questions relatives au projet.

Je souhaite ensuite remercier le LAB3S et l'IRD pour leur accueil au sein du centre de Bondy, en particulier Yann Chapin, directeur du LAB3S.

Merci encore au reste de l'équipe de stagiaires et services civiques du LAB3S et de l'IRD pour leur bonne humeur, nos échanges stimulants et l'entraide jour après jour : Elodie, Amandine, Eloïse, Elsa, Virginie, Jean-Silouane, Guillian.

Je tiens naturellement à remercier toutes les personnes rencontrées à Bondy qui m'ont permis de découvrir le territoire et d'aller à la rencontre des habitant.es. Merci beaucoup à toutes les personnes ayant accepté de se prêter au jeu des entretiens et des questionnaires sans qui cette étude n'existerait pas.

Enfin, je remercie ma famille et mes proches de m'avoir soutenu et aidé, notamment lors de l'écriture de ce mémoire.

Liste des acronymes utilisés

CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique

EPST : Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique

FL : Fruits et Légumes

FNJFC : Fédération Nationale des Jardins Familiaux et Collectifs

HBM : Habitation Bon Marché

IRD : Institut de Recherche pour le Développement

JCP : Jardins Collectifs et Partagés

LAB3S : Laboratoire Sols Savoirs Saveurs

LFCTF : Ligue Française du Coin de Terre et du Foyer

MSV : Maraîchage Sol Vivant

OPHMB : Office Public d'Habitations à Bon Marché

PAC : Politique Agricole Commune

QPV : Quartier Prioritaire de la Ville

TS : Travail du Sol

SEL : Système d'Echanges Local

SSD : Seine Saint-Denis

UMR : Unité Mixte de Recherche

UMI : Unité Mixte de recherches Internationales

Table des matières

Table des matières	5
Sommaire des figures	7
Sommaire des tableaux.....	7
Table des annexes.....	7
1. Introduction	8
1.1. Un projet de recherche mixte et pluridisciplinaire	8
1.2. Contexte du terrain d'étude	9
1.2.1. Géographique et démographique.....	10
1.2.2. Socio-économique	10
1.2.3. Le contexte migratoire.....	11
1.2.4. Espaces verts et agriculture urbaine	12
2. Fondements théoriques de l'étude	13
2.1. Insécurité, précarité et justice alimentaire	13
2.1.1. Définitions et choix des termes employés	13
2.1.2. Justice alimentaire à Bondy.....	15
2.1.3. Fruits et légumes dans le cadre de la justice alimentaire.....	16
2.2. Les jardins collectifs et partagés.....	16
2.2.1. Jardins familiaux, partagés et de pied d'immeuble : quelle histoire et quelles caractéristiques ?	16
2.2.2. La multifonctionnalité des jardins collectifs et partagés	18
2.2.3. La production alimentaire et les pratiques culturelles en jardins collectifs et partagés..	19
2.2.4. Le rôle social des jardins collectifs et partagés : interactions, cohésion, mixité, rapport à l'espace	21
2.3. Valeurs, savoirs et représentations au sein des jardins collectifs et partagés	23
2.3.1. Valeurs et représentations : la nature en ville.....	23
2.3.2. Savoirs et apprentissage au jardin	24
2.3.3. Les dynamiques liées au genre	24
3. Méthodologie d'enquête.....	25
3.1. Orientation de l'étude.....	26
3.1.1. Problématique et objectifs	26
3.1.2. Hypothèses	27
3.2. La collecte de données.....	27
3.2.1. Ma position sur le terrain.....	27
3.2.2. Les personnes à interroger.....	28
3.2.3. Interventions sur le terrain.....	28
4. Résultats et analyse	33
4.1. Description des résultats.....	33

4.1.1.	Les personnes interrogées.....	33
4.1.2.	Les jardins collectifs et partagés de Bondy	34
4.2.	Les pratiques culturelles des jardinier.es	35
4.2.1.	Des pratiques culturelles soumises à certaines contraintes physiques.....	35
4.2.2.	Des pratiques culturelles déterminées par les savoirs et représentations liés aux jardins, à la ville et à la nature	38
4.3.	Fonctions des jardins et motivations des jardinier.es	43
4.3.1.	Les liens entre fonctions perçues des jardins, motivations à jardiner et pratiques culturelles	43
4.3.2.	Différentes visions des objectifs des jardins.....	49
4.3.3.	Les freins à jardiner	51
4.4.	L’inscription des jardins dans le paysage alimentaire bondynois	54
4.4.1.	Une contribution symbolique à l’alimentation des Bondynois.es	54
4.4.2.	Les JCP s’inscrivent dans un projet de territoire plus large	60
5.	Discussion	61
5.1.	Représentativité de l’échantillon	61
5.2.	Des thèmes à approfondir	61
6.	Conclusion.....	62
6.1.	Retour sur les hypothèses et réponse à la question de recherche	62
6.2.	Préconisations pour les futures actions.....	63
7.	Bibliographie	64
8.	Annexes	69

Sommaire des figures

Figure 1 - Situation géographique de Bondy	10
Figure 2 - Quartiers de Bondy	11
Figure 3 - Hypothèses b et c	27
Figure 4 - Personnes à interroger lors de l'enquête.....	28
Figure 5 - Origine des connaissances en jardinage pour les 31 personnes ayant des connaissances	39
Figure 6 – Compétence (sur 4) estimée en jardinage selon le genre	42
Figure 7- Trois premières motivations des jardinier.es	45
Figure 8 - Trois premières motivations des non-jardinier.es.....	45
Figure 9 -Raisons de non fréquentation des JCP pour les non-jardinier.es intéressé.es.....	51
Figure 10 - Définition des FL par les personnes interrogées.....	55
Figure 11 - Valeurs et consommation de FL pour les jardinier.es	56
Figure 12 - Valeurs et consommation de FL pour les non-jardinier.es	56
Figure 13 - Fréquence de consommation de FL par les jardinier.es et non jardinier.es	57

Sommaire des tableaux

Tableau 1 - Entrées sur le terrain pour rencontrer des habitant.es	31
Tableau 2 - Récapitulatif des principales caractéristiques sociologiques des personnes interrogé.es...	33
Tableau 3- Récapitulatif des jardins recensés de Bondy	34
Tableau 4 - Devenir des FL cultivés par jardin	58

Table des annexes

Annexe 1 - Tableau récapitulatif des espaces verts disponibles de Bondy	69
Annexe 2- Cartes des espaces verts disponibles de Bondy	70
Annexe 3 - Fiches récapitulant les principales caractéristiques des JCP de la ville	70
Annexe 4- Grille d'entretien pour les jardinier.es.....	78
Annexe 5 - Grille d'entretien pour les responsables de jardins.....	82
Annexe 6 - Grille d'entretien pour les bailleurs sociaux.....	84
Annexe 7 - Grille d'entretien pour les élu.es	85
Annexe 8 - Questionnaire distribué aux personnes ne fréquentant pas les JCP	86
Annexe 9 - Tableau récapitulatif des jardinier.es interrogé.es	91
Annexe 10 - Tableau récapitulatif pour les personnes ne fréquentant pas les JCP interrogé.es.....	92

1. Introduction

L'expulsion toute récente de la JAD, pour « jardins à défendre », d'Aubervilliers, après plus d'un an de lutte pour préserver les jardins ouvriers face aux projets de construction prévus pour les jeux olympiques de 2024, vient mettre en lumière l'attachement profond des jardinier.es mais aussi d'une partie de la population aux espaces de jardinage urbains. Parmi les arguments visant à protéger ces jardins, au-delà de leur historicité (la culture potagère a cours au Fort des Vertus depuis le début du XXe siècle), ces jardins apportent biodiversité en ville, espace de respiration, mais ont aussi un rôle alimentaire pour les personnes y jardinant. Les mouvements de résistance se revendiquent de l'écologie populaire, en opposition à « l'écologie des pots de fleurs » et « la société du pognon ». Cette écologie populaire s'inscrit dans une lutte contre l'injustice climatique, comme une forme de « résistance contre toutes les oppressions, contre le juridique, pour la sécurité alimentaire ». Les militant.es qualifient cette pensée comme « une écologie dans la survie, comme c'est le cas dans les jardins populaires ». ¹ Selon Lina Bouifrou et Léa Billen, l'écologie se vit dans les quartiers populaires de manière habituellement invisible, notamment pour tout ce qui concerne les pratiques de savoir-vivre et de solidarités. ² Les jardins ouvriers d'Aubervilliers sont ainsi le moyen de faire exister sur la place publique cette écologie populaire, de revendiquer une place dans ce combat écologique. A ce sujet, elles précisent également que les populations primo-arrivantes ou enfants d'immigré.es héritent bien souvent de savoirs et de pratiques d'agriculture urbaine, savoirs et pratiques invisibilisés. Au-delà de l'engouement médiatique et politique dans une certaine mesure pour ces thématiques d'agriculture urbaines, on constate avec cet exemple l'importance de l'existence de tels espaces de jardins, première forme d'agriculture urbaine par le nombre d'urbain.es concerné.es.

Par ailleurs, la crise sanitaire traversée depuis Mars 2020 a montré les faiblesses d'un système alimentaire agro-industriel, notamment dans l'alimentation des ménages les plus précaires, les demandes d'aide alimentaire ayant augmenté très rapidement et certains systèmes d'approvisionnement n'ayant pas pu s'adapter (Paturel, 2020). Dans un tel contexte, l'intérêt porté aux jardins urbains est tout justifié, d'un point de vue alimentaire notamment pour les personnes les plus précaires mais aussi d'un point de vue des relations à la ville.

L'année dernière, une enquête a été menée à Bondy par Léo Truglia afin d'appréhender la diversité des pratiques et savoirs culinaires de Bondy, les stratégies d'approvisionnement en fruits et légumes (FL), en particulier pour les personnes ayant connu une expérience migratoire ou issues de l'immigration qui ont donc des habitudes culinaires différentes. Le but de cette étude était d'évaluer la pertinence d'envisager la mise en place de filières de production de FL, notamment certains FL spécifiques, liés à certaines cultures culinaires et au jardin. Le résultat est qu'il existe une très grande diversité de savoirs et pratiques culinaires, les stratégies d'approvisionnement révèlent par ailleurs une carence de l'offre en FL spécifiques. Il est en effet pertinent d'envisager la mise en place de filières locales, et c'est ce sur quoi l'étude va se centrer. Pour se faire, je m'intéresserai aux jardins collectifs et partagés (JCP) de la ville et à leur inscription au sein du territoire de la ville, afin de comprendre quels rôles ils remplissent. Ces JCP serviront de base à ma réflexion, afin de comprendre plus précisément les problématiques du territoire de Bondy, notamment en termes d'alimentation et de précarité.

1.1. Un projet de recherche mixte et pluridisciplinaire

Le projet de recherche dans lequel s'inscrit mon stage est pensé et coordonné par des acteurs du monde associatif et universitaire. La structure m'accueillant en stage est le LAB3S (Laboratoire Sols

¹ <https://www.bondyblog.fr/reportages/les-pelleteuses-enterrent-les-jardins-ouvriers-daubervilliers/>

² <https://www.mediapart.fr/journal/france/220221/comment-l-ecologie-se-vit-dans-les-quartiers-populaires>

Savoirs Saveurs) association créée en 2018 qui fédère chercheurs, collectivités territoriales, Est Ensemble en particulier, et acteurs de l'économie sociale et solidaire de l'Est parisien. AgroParisTech et l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement) font notamment partie de cette association au titre de partenaires scientifiques. Dans ce cadre, le LAB3S développe des programmes de recherche-action sur des thématiques liées aux sols urbains, à la pollinisation en ville et à l'accès à une alimentation durable dans les quartiers. Ce dernier programme donne lieu à différents stages de recherche, comme celui mené l'année dernière par Léo Truglia³. Le LAB3S aménage également un jardin pédagogique sur le campus de l'IRD. Ces différents programmes sont encadrés par Pauline Sy, qui m'a accompagnée tout au long de mon stage, à la fois d'un point de vue de la construction et la mise en place du protocole de recherche mais aussi sur le terrain, pour m'introduire auprès des différents acteurs du territoire avec lesquels le LAB3S travaille, et qu'il met en réseau.

D'un point de vue de l'encadrement scientifique, le projet de recherche s'est mis en place avec le concours d'AgroParisTech, de l'IRD et du CNRS. AgroParisTech, institut d'enseignement supérieur et de recherche en agronomie, et plus précisément la chaire « agricultures urbaines, services écosystémiques et alimentation des villes », qui finance mon stage, apportent un encadrement agronomique au projet de recherche, grâce à Christine Aubry, impliquée notamment dans le développement d'expérimentation sur les cultures maraîchères dites « exotiques » cultivées sur le toit d'AgroParisTech ainsi qu'à l'IRD. L'IRD est un EPST (Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique) menant des partenariats scientifiques équitables avec les pays méditerranéens et intertropicaux afin de contribuer aux Objectifs de Développement Durable. Implanté à Bondy, l'IRD héberge plusieurs associations dont le LAB3S. Pierre Morand, biostatisticien au sein de l'UMI Résiliences, prend part à ce projet depuis l'année dernière ; ainsi que Mina Kleiche-Dray, socio-historienne au sein de l'UMR CEPED qui a rejoint le projet cette année. Enfin, le CNRS est impliqué dans le projet, en tant que co-porteur du projet de recherche « Exorigins », qui propose une réflexion sur les phénomènes migratoires et les changements sociaux qu'ils induisent (hybridation, métissage, diversité) en prenant comme point de départ la circulation des végétaux. C'est Irène Dos Santos, chercheuse de l'UMR URMIS, qui s'implique dans le programme actuel du LAB3S et dans lequel s'inscrit le stage. Toute cette équipe permet un encadrement de deux stages concomitants, le mien en agronomie, et celui d'Elodie Barbe en socio-anthropologie⁴, avec des apports de disciplines et d'expériences variées.

1.2. Contexte du terrain d'étude

L'étude s'ancre donc sur le territoire de Bondy, ville d'implantation de l'IRD et du LAB3S. Je présenterai dans cette partie le contexte géographique, socio-économique et migratoire de la ville avant de faire un état des lieux des espaces verts et de l'agriculture urbaine sur le territoire.

3 Voir Truglia (2020) – Etude des savoirs et pratiques culinaires des habitants de Bondy et évaluation de la pertinence à mettre en place une filière de production de fruits et légumes notamment « exotiques » dans et pour la ville

4 Voir Barbe (2021) – Diversité des pratiques et des savoirs culinaires des habitants de Bondy dans un contexte migratoire et de disparités socio-économiques

1.2.1. Géographique et démographique

Le terrain d'étude est la ville de Bondy, commune située au Nord-Est de l'Île-de-France, dans le département de la Seine Saint-Denis (SSD). Elle appartient à la communauté d'agglomération Est Ensemble. Symbolisée par le curseur orange sur la carte ci-contre, elle est située à 8 km de la porte de Pantin. En 2017, elle comptait 53 353 habitant.es selon l'INSEE.

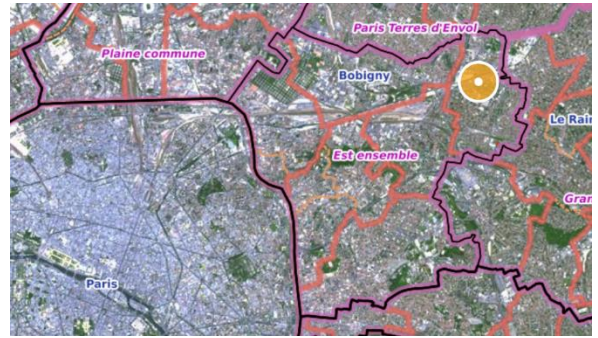


Figure 1 - Situation géographique de Bondy (source : Géoportail)

La SSD est l'un des départements les plus cosmopolites de France. Selon l'INSEE, les habitant.es sont originaires de plus de 130 pays. Parmi ces dernier.es, 30% sont immigré.es⁵ et 23,2% étranger.es⁶. A titre de comparaison, à l'échelle de la France, 7,4% de la population est étrangère et 9,9% est immigrée. C'est également le département le plus pauvre de métropole : le taux de pauvreté est le plus élevé, presque deux fois supérieur à la moyenne nationale (27,9% contre 14,1% en 2017), d'après le rapport de l'INSEE.

1.2.2. Socio-économique

La ville de Bondy souffre comme la SSD de faiblesses socio-économiques. La population y est jeune, peu diplômée et souffre du chômage. D'après l'INSEE, la population bondynoise est en moyenne plus jeune que celle d'Est Ensemble ou de l'Île de France : 30% de la population a moins de 20 ans contre 27,6% pour Est Ensemble et 26% pour l'Île de France. Le taux de population de 15 ans ou plus non scolarisée ou sans diplôme qualifiant à Bondy est de 42% soit 17% supérieur à celui de la région. Le taux de chômage à Bondy est passé de 8,9% en 2015 à 7,2% aujourd'hui, ce qui le rend identique à celui de l'Île de France et bien inférieur à celui de la Seine-Saint-Denis (11% en au 3ème trimestre 2019). Néanmoins, il y a 3 fois plus de bénéficiaires du RSA à Bondy qu'en Île de France (dont 1/3 a moins de 25 ans), ce qui traduit la précarité des travailleur.ses (travail informel) et un fort taux de chômage chez les jeunes. La part importante de travailleur.ses non déclaré.es à Bondy est importante, cela rend par exemple la population vulnérable au contexte de crise sanitaire (absence de chômage partiel et de primes exceptionnelles). La ville concentre un faible taux d'emplois (nombre d'emplois disponibles/nombre d'habitant.es), et en cela on peut la qualifier de ville résidentielle.

On peut donc qualifier à la fois la ville et le département dans lequel elle est située de pauvre. C'est l'occasion de rappeler que la pauvreté n'est pas qu'une question de revenu, mais qu'il existe bien un caractère multidimensionnel du phénomène de pauvreté. Selon le Conseil européen de décembre 1984, sont considérées comme pauvres les personnes dont les ressources (matérielles, culturelles et sociales) sont si faibles qu'elles sont exclues des modes de vie minimaux acceptables dans la société. La pauvreté, « C'est aussi être exclu des grandes décisions qui touchent à sa propre vie et ne plus être représenté auprès des instances politiques locales ou nationales » (Sen et Marnat, 2012).⁷

⁵ « Un immigré est une personne née de nationalité étrangère à l'étranger, venue habiter en France. », Insee

⁶ « Un étranger est une personne qui réside en France mais ne possède pas la nationalité française. », Insee

⁷ La notion de pauvreté se distingue d'ailleurs de la notion de précarité, qui se réfère à des facteurs ou des processus pouvant conduire à la pauvreté et à l'exclusion, celle-ci "peut se définir comme l'absence d'une ou plusieurs des sécurités permettant aux personnes et familles d'assumer leurs responsabilités élémentaires et de jouir de leurs droits fondamentaux. Les situations de précarité économique et sociale sont diverses et souvent cumulatives" (Loisy, 2000)

La ville est structurée en cinq quartiers principaux que l'on peut observer sur la carte ci-contre. Bondy abrite plusieurs zones classées comme « quartiers prioritaires de la ville » (QPV), (figure 2). Les QPV sont des quartiers dont les habitants rencontrent de grandes difficultés économiques et sociales et où la ville (et l'État) a choisi de concentrer ses moyens d'intervention (renouvellement urbain, aides sociales, etc...). Trois QPV existent à Bondy : au nord de la ville, quartier Noue Caillet, noté « QPV du quartier Nord ». Au centre de la ville on trouve le « QPV Blanqui » et au sud de la ville celui de « la Sablière », qui n'est pas indiqué sur la carte mais qui se situe au Sud de la voie ferrée. Ces QPV, qu'on choisira de nommer quartiers populaires, terme moins institutionnel qui renvoie plutôt à la richesse culturelle qu'aux aides de l'Etat, comptent un nombre conséquent de grands ensembles d'habitat social. Il existe au sein de la ville deux fractures géographiques : l'axe constitué du canal de l'Ourcq et de la N3, séparant « Bondy Nord » de « Bondy Sud » et celui formé par la voie de chemin de fer, qui vient isoler le quartier de la Mare à Veule et en particulier la Sablière du reste de Bondy.

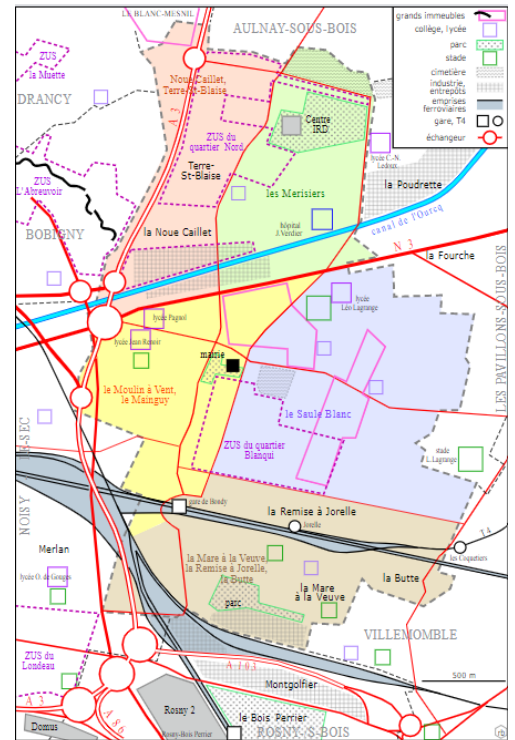


Figure 2 - Quartiers de Bondy (source : tresorddesregions.fr)

La surface concernée par les QPV représente 20% territoire communal (la superficie de Bondy est de 547 ha) mais 40% des bondynois vivent en QPV⁸. Les quartiers populaires ont donc une forte densité démographique. L'analyse menée par Léo Truglia montre à ce propos qu'il existe de véritables disparités entre les habitats pavillonnaires et de grands ensembles en termes de densité. De plus, ces deux modes d'habitation se joutent géographiquement mais les habitant.es de l'un et de l'autre n'interagissent et n'échangent que très peu, puisque ces dernier.es sont séparé.es par les grands axes, le premier séparant « Bondy Nord », constitué d'une majorité de grands ensembles et « Bondy Sud », constitué d'une majorité d'habitats pavillonnaires. (Truglia, 2020).

1.2.3. Le contexte migratoire

Gilles Forlot définit la migration par « le déplacement d'un être humain ou d'une population d'un lieu (pays, région) à un autre, éventuellement pour s'y établir ». On a vu que la SSD était un territoire particulièrement cosmopolite. Bondy s'inscrit tout à fait dans ce contexte. L'histoire migratoire commence à la fin du XXème siècle, avec des parisiens s'installant en périphérie de la capitale. Après une première vague d'immigration européenne (belges, italiens et suisses), c'est dans les années 1930 avec la création sur le territoire communal des Fonderies Modernes que l'immigration extra-européenne démarre. Ces fonderies se spécialisent dans l'automobile et emploient jusqu'en 1984 près de 400 personnes. C'est d'abord l'Ouest algérien et le Sud marocain qui fournissent à Bondy une vague d'immigration de travailleur.ses. A partir des années 1950, bien que les usines emploient de moins en moins, l'immigration se poursuit avec d'abord une immigration marocaine et algérienne plus familiale. La communauté séraphade s'installe ensuite, dans les années 1980 dans la partie Nord de Bondy. Enfin, les populations allogènes les plus récentes sont africaines et tamouls, et s'installent dans le quartier de la Remise à Jorelle, centre historique de l'immigration bondynoise qui abritait les anciennes fonderies (Hocini, 2006).

Cette histoire résulte en une richesse culturelle et une forte part d'habitants immigrés : Bondy fait partie des communes dans lesquelles, selon les chiffres du recensement de 2015, la part des immigrés

⁸ Populations communales en quartiers prioritaires. 2013 — Système d'information géographique de la politique de la ville [consulté en août 2020]. Disponible à : sig.ville.gouv.fr/Territoire/93010

dans la population est la plus élevée (égale ou supérieure à 30%) dont le pourcentage est de 30,9%, la moyenne étant de 9,3 % en France métropolitaine et de 19 % en région Île-de-France en 2015.

1.2.4. Espaces verts et agriculture urbaine

D'un point de vue de l'agriculture urbaine, la SSD est un territoire très riche. Comme le souligne Kaduna-Eve Demailly, le quart Nord-Est francilien est marqué par une surreprésentation de jardins partagés. En 2015, la SSD comptait 33 jardins partagés, c'est-à-dire le plus grand nombre de jardins partagés pour un département parisien, nombre qui a augmenté depuis 2015. Ces jardins se sont diffusés progressivement du centre vers la périphérie (Demailly, 2015). Du côté des jardins familiaux, dont l'histoire (on le verra dans la suite de l'étude) est plus ancienne commencent à se développer au début du XXe siècle au sein du département. A la fin des années 1920, près de 5 000 jardins familiaux existent en SSD. Un inventaire réalisé en 2016 recense 71 sites de jardins partagés répartis sur 21 villes (département de la Seine Saint Denis, 2016). Bondy ne fait pas partie de ces villes, mais s'inscrit dans un territoire au sein duquel le développement de l'agriculture urbaine a été particulièrement fort.

Cependant, la SSD et plus particulièrement Bondy souffrent d'une carence en espaces verts. En 2001, à Bondy, chaque habitant.es disposait d'1 à 2,5 m² (Demailly, 2015). En faisant une rapide analyse des photos aériennes de Bondy, on réalise que les espaces verts publics sont encore plus rares : ce sont principalement le Bois de Bondy, situé tout au Nord et le parc de la mare à la Veule, tout au Sud. Pour avoir une idée plus précise, j'ai réalisé un inventaire des espaces ouverts, disponibles pour l'agriculture. Pour cela, je me suis basée sur les photos aériennes de la base de données Géoportail afin de calculer les surfaces disponibles grâce à l'outil polygon. Le tableau détaillé se trouve en annexe 1. On constate qu'en termes d'espace total, les espaces publics sont les plus vastes, cependant leur répartition en deux pôles rend leur accessibilité difficile. Les espaces de pied d'immeuble, du fait de leur répartition dans toute la ville sont très intéressants. De plus, ces derniers sont souvent inexploités, tondu simplement en pelouse et peu aménagés. De ce fait, ils représentent une grande potentialité pour le développement de jardins collectifs et partagés (JCP) dans la ville, d'autant qu'ils se situent logiquement dans des zones géographiques confrontées à des problématiques de pauvreté. Il faut néanmoins souligner le fait que ces espaces sont soumis à diverses contraintes d'un point de vue notamment de l'ombre, causées par les différents grands ensembles dans ces quartiers populaires.

En termes de dynamiques sur le territoire, il existe plusieurs JCP à Bondy, recensés sur la carte ci-contre. Nous reviendrons plus en détail sur la présentation de ces jardins dans la partie 4.1.2 et les fiches en annexe 3 présentent les principaux jardins, leur histoire, leur modèle et les enjeux auxquels ils sont confrontés. Un jardin n'apparaît pas sur la figure 3 car il est encore en stade projet. Il est situé avenue Léon Blum, au sein du quartier de la Noue Caillet. Outre la présence de 9 JCP sur toute la ville, dont 3 sont constitués sous forme associatives et un projet porté par une association, le territoire de Bondy est aussi dynamique d'un point de vue de la vie associative, avec près de 144 associations recensées sur la ville.⁹ Nous approfondirons également ce point au



Figure 3 - Carte des différents jardins de la ville

⁹ <https://www.ville-bondy.fr/vivre-a-bondy/vie-associative/annuaire-des-association/page/12/> [consulté le 06/09/2021]

moment de présenter les acteur.ices impliqués dans la vie locale.

2. Fondements théoriques de l'étude

Le projet de recherche se construisant sur différentes disciplines, je poserai dans cette partie le cadre conceptuel de l'étude. Les deux objets d'étude majeurs sont la consommation de fruits et légumes et les jardins collectifs et partagés. Ils seront traités sous trois prismes disciplinaires : l'agronomie, la socio-anthropologie et la géographie critique.

2.1. Insécurité, précarité et justice alimentaire

2.1.1. Définitions et choix des termes employés

Nous avons vu dans la partie 1.2 le contexte socio-économique du terrain d'étude. En se penchant sur la thématique de l'alimentation, plusieurs termes apparaissent pour désigner les difficultés d'accès à une alimentation de qualité. On parle d'insécurité, de précarité, de justice alimentaire, et les utilisations diffèrent en fonction du contexte. **L'insécurité alimentaire** est une notion définie institutionnellement comme l'inverse de la sécurité alimentaire, elle-même définie par la FAO ainsi : « quand tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » (FAO, 1996). On peut également entendre l'expression « **précarité alimentaire** », qui, elle, n'a ni de définition institutionnelle ni académique. Sa signification se rapproche de celle de l'insécurité alimentaire. L'utilisation du mot « précarité » relève souvent plus d'un choix politique, on parle de « lutte contre la précarité alimentaire », cette lutte reposant sur des **systèmes d'aide alimentaire**, comme en atteste la page du site du ministère de la santé et des solidarités dédiée à ce sujet : « La lutte contre la précarité alimentaire vise à favoriser l'accès à une alimentation sûre, diversifiée, de bonne qualité et en quantité suffisante aux personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale. »¹⁰. On parle ici de précarité, qui désigne un "ensemble de facteurs de risques et d'incertitude sur l'emploi et les ressources qui conduirait à la pauvreté" (Loisy, 2020). La précarité, comme la vulnérabilité, sont des processus à envisager dans le temps et l'espace, qui sont voués à évoluer. Certains auteur.rices préfèrent à ce propos parler de « vulnérabilisation ». D'autre part, la précarité alimentaire est une déclinaison de la précarité. Il serait plus juste de parler de précarités au pluriel, puisqu'il s'agit d'un ensemble de situations cumulatives. Cependant, les systèmes d'aide alimentaire sont confrontés à de nombreuses limites, notamment celles de la dignité des bénéficiaires qui peuvent souffrir de la honte d'avoir recours à de tels systèmes (ATM Quart Monde, 2014). Ces systèmes d'aides alimentaires sont étudiés et la question de la démocratie alimentaire est soulevée par un courant de recherche français (Paturel, 2020). L'aide alimentaire n'étant pas le sujet du mémoire, ces idées ne seront pas développées ici.

Le concept de **justice alimentaire** a été développé aux Etats-Unis et au Canada. Il s'inscrit dans un contexte plus large : la justice environnementale. C'est dans les années 80 que le mouvement est apparu en tant qu'une « initiative organisée et consciente d'elle-même, luttant contre des contaminations locales disproportionnellement des communautés racisées ou défavorisées » (Naoufal, 2016). Les préoccupations de ce mouvement sont à l'origine sociales et sanitaires, ancrées dans la pollution urbaine, tout comme dans les années 1870 les mouvements anti-extractivistes luttent contre les mauvaises conditions sociales et sanitaires des personnes employées dans les mines, au Japon et en Andalousie par exemple. La forte composante sociale de ce courant tend à le différencier des mouvements écologistes centrés sur la protection des espaces naturels. La justice environnementale est définie par Robert D. Bullard en 1990 comme « un traitement juste et une participation significative de toutes les personnes, quels que soient leur race, leur couleur de peau, leur origine nationale et leur revenu à l'égard de

¹⁰ <https://solidarites-sante.gouv.fr/affaires-sociales/lutte-contre-l-exclusion/lutte-contre-la-precarite-alimentaire/> [consulté le 06/08/2021]

l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'application des règlements, des politiques et des lois en matière d'environnement. Un traitement juste signifie qu'aucune communauté, y compris les communautés raciales, ethniques ou socio-économiques, ne subit une exposition disproportionnée aux conséquences environnementales néfastes résultant d'opérations municipales, commerciales et industrielles ou de la mise en œuvre de politiques et programmes locaux, tribaux, étatiques et fédéraux ». Cette définition se place au-delà du cadre d'une justice distributive en intégrant la notion de participation. De même, on note la prégnance des facteurs ethno-raciaux. Le racisme environnemental, en tant que l'impossibilité d'accès à un milieu de vie sain pour des communautés spécifiques, désavantagées en raison de l'un ou plusieurs aspects de leur identité sociale, que ce soit délibéré ou non (Naoufal, 2016) est une forme possible de l'injustice environnementale. Depuis le début des années 2000, la justice environnementale intègre de nouvelles revendications telles que la distribution des droits et des services comme la collecte des déchets, la distribution d'eau ou l'accès à tous.tes aux espaces verts. La **justice alimentaire** naît alors dans ce contexte, comme la revendication à un accès à une alimentation abordable, diversifiée et saine, Flaminia Paddeu parle de la justice alimentaire comme « un rejeton de la justice environnementale » (Paddeu, 2012), les deux s'intéressant aux mêmes populations, souvent des minorités sociales et ethniques, et ayant des préoccupations ancrées dans la vie quotidienne, les conditions de vie et la santé (Gottlieb, 2009). On peut caractériser simplement cette justice alimentaire « en veillant à ce que les avantages et les risques de production, transport et distribution, accès et consommation soient partagés équitablement » (Gottlieb et Joshi, 2010). La justice alimentaire, tout comme la justice environnementale, n'est pas seulement distributive, et c'est en cela qu'elle n'est pas seulement un problème d'accessibilité ni d'insécurité alimentaire (Hochedez et Le Gall, 2016), elle intègre également la notion de **souveraineté alimentaire**, c'est-à-dire les « capacités des populations à définir et à contrôler leur système alimentaire » (Keske et al., 2016). La question de l'*empowerment*, c'est-à-dire le renforcement du pouvoir d'agir (Boulianne, 2001), est donc au cœur de cette notion « puisque la prise de pouvoir et le contrôle de toutes les étapes du système alimentaire à l'échelle locale sont aussi une manière de lutter contre les « géométries de pouvoir » (Slocum et al., 2011) inégalitaires du système alimentaire mondial. » (Hochedez et Le Gall, 2016). C'est pourquoi les initiatives de justice alimentaire prennent plutôt la forme de jardins communautaires aux Etats-Unis et au Canada, contrairement à la lutte contre la précarité alimentaire qui en France se centre sur l'aide alimentaire. En ce sens, on peut citer Flaminia Paddeu : « Les fermes urbaines d'autoproduction alimentaire, visent à réhabiliter la dignité humaine par la forme-même des dispositifs mis en œuvre : le fait d'être impliqué dans la production ou la collecte des aliments change le statut des membres, qui de bénéficiaires deviennent acteurs, les responsabilise et annihile le sentiment de honte qu'ils peuvent parfois ressentir ».

Dès lors, il s'agit d'aborder la notion de justice alimentaire sous l'angle de l'**espace**, la « géométrie du pouvoir » impliquant que « certaines populations et certains endroits exercent un plus grand contrôle sur les flux de personnes, d'argent, de biens et d'idées constitutifs des lieux » (Slocum, 2016). Le concept de **désert alimentaire** par exemple est défini comme « une unité de recensement où le taux de pauvreté dépasse 20% et où au moins 33% de la population réside à plus de 1,6 km d'un supermarché ou d'une grande épicerie » (Paddeu, 2012). Mais au-delà de la présence ou non de lieux de vente et d'accès à des denrées alimentaires, l'espace se vit dans le cadre de la justice alimentaire comme un lieu d'interconnexions, l'accès à des réseaux de proximité étant également fonction des liens sociaux qui se tissent ou non au sein des systèmes alimentaires (Hochedez et Le Gall, 2016). Dans ce sens, on peut parler de **paysage alimentaire**, considéré « non comme l'environnement extérieur aux individus, mais comme un paysage incluant, perçu et modelé socialement par les individus » (Vonthron et al., 2020). La notion de paysage alimentaire inclut à la fois l'approche spatiale, telle que la présence ou non de lieux de vente et leur type sur un territoire, mais également les approches sociales, culturelles, incluant les pratiques sociales d'achat et de cuisine, comportementales et systémique. Se placer dans un tel cadre permet alors d'expliquer comment les systèmes alimentaires sont perçus différemment en fonction de « notre position historique, linguistique et politique » (*historical, linguistic and political situatedness*) (Vonthron et al., 2020). Le cadre de la justice alimentaire et des paysages alimentaire nous donne ainsi

une approche systémique de l'alimentation et des jardins urbains, on peut citer à ce titre Nathan McClintock, qui déclare en 2018 au cours d'un entretien pour la revue *urbanités* : « Je conçois l'agriculture urbaine et la justice alimentaire comme une entrée vers d'autres questions de justice, problèmes sociaux et réalités vécues. On ne peut pas extraire l'alimentation de ce système, car il y a une intersectionnalité entre le travail, la nourriture, le transport, le logement et le foncier ».

On choisit alors de se placer dans le cadre de la justice alimentaire, plus adapté que le cadre de l'accès à une alimentation durable pour travailler sur les jardins collectifs et partagés, c'est-à-dire dans « un cadre théorique qui permet d'observer les inégalités au niveau de la production, la transformation, la distribution, l'accès et la consommation, soit à chaque étape du système alimentaire. Il invite à focaliser sur les injustices et les inégalités socio-économiques, mais aussi sur les différences de race, d'ethnicité et de genre, afin de comprendre comment ces différences créent des iniquités d'accès et de participation aux différentes dimensions du système alimentaire » (McClintock, 2018). On parle ainsi d'alimentation juste, plutôt que d'alimentation durable. On note dans ces différentes notions l'importance des **critères ethno-raciaux**, notamment avec le racisme environnemental. Les termes « ethnicité » et « race » ayant des sens proches, « l'ethnicité » étant parfois associée à des différenciations d'origine, d'ascendance ou de culture ; tandis que la « race » ferait référence à des différences phénotypiques (Krieg-Planque in Mestdagh, 2015). J'utiliserai ici le terme ethno-racial, en définissant la race comme le produit d'une racialisation, c'est-à-dire « un processus de signification, de production des catégories qui altèrent et minimisent –processus inscrit dans des rapports de pouvoir ». A ce titre, « la race n'a pas de substrat ou de réalité biologique, qu'elle se construit et devient socialement significative au sein des relations sociales, à travers l'organisation du pouvoir, les arrangements institutionnels et les pratiques sociales culturelles, économiques et psychologiques » (Bilge et Forcier, 2016). « L'ethnicité » comme la « race » relèvent donc de « construits sociaux visant à mettre les perçus comme « autres » à distance » (Mestdagh, 2015). Dans le cadre de cette étude, nous nous concentrerons sur le rapport à la migration. Nous verrons par la suite que les critères de **genre** sont également importants à étudier.

2.1.2. Justice alimentaire à Bondy

La justice alimentaire se place dans une tradition d'études locales (McClintock in Paddeu, 2018). Ici, l'étude se centre sur le territoire de Bondy, présenté dans la partie 1.2. Le contexte migratoire de la ville en fait un terrain d'étude soumis à des problématiques ethno-raciales, et justifie le choix de la justice environnementale et alimentaire. Le choix de ce cadre théorique est intéressant sur ce territoire puisqu'on se trouve dans un espace souffrant de problématiques telles que la carence en espaces verts, particulièrement en espaces verts publics. Comme précisé en partie 1.2.2, Bondy est également un territoire fracturé. La fracture, physique et vécue entre « Bondy Nord » et « Bondy Sud » est matérialisée par le canal de l'Ourcq et la N3 (voir figure 2). Les différences architecturales et socio-économiques attestent également de cette démarcation, les grands ensembles d'habitat social se trouvant plutôt au Nord de Bondy, tandis qu'on retrouve dans le centre et le Sud de Bondy des quartiers pavillonnaires. On peut noter que le QPV de la Sablière, au Sud de la voie de chemin de fer représente également un territoire isolé de Bondy, séparé du Nord par la voie de chemin de fer, et si on constate, aux dires d'habitant.es que le réseau de bus est bien développé dans le Nord de Bondy, c'est beaucoup moins le cas pour le quartier de la Sablière.

D'après la définition précédemment citée, on ne peut pas considérer Bondy, ni aucun de ces quartiers comme un désert alimentaire. A noter cependant que la définition donnée par Flaminia Paddeu a été établie dans un contexte américain, qu'il faudrait adapter, notamment en termes de distances à la France et surtout à la banlieue parisienne. De plus, l'accessibilité physique en terme de distance des supermarchés et épiceries ne garantit pas une accessibilité réelle. La définition donne pour seuil 1,6 km de distance au supermarché. Si on considère une partie de la population qui n'est pas motorisée, a un ou plusieurs enfants à charge, et le réseau de transports faible notamment au Sud, la distance de 1,6 km apparaît comme excessive.

2.1.3. Fruits et légumes dans le cadre de la justice alimentaire

Différentes initiatives de jardins communautaires aux Etats-Unis (Paddeu, 2012) ont eu pour objectif de faire advenir une certaine souveraineté alimentaire des populations défavorisées, en se basant sur l'autoproduction de fruits et légumes. Cette autoproduction a un effet d'*empowerment* pour les personnes y participant mais les fruits et légumes (FL) produits sont également l'occasion de faire de différences dans les régimes alimentaires. En effet, on constate de manière générale que l'alimentation est une « variable d'ajustement » dans les budgets (CREDOC, 2016), (ATD Quart Monde, 2016), et que l'alimentation des personnes de position socio-économique défavorisée est moins riche en fruits et légumes notamment (INSERM, 2014). En ce sens, on peut considérer la consommation de fruits et légumes comme un marqueur social.

Il est également intéressant de souligner la dimension de satisfaction non seulement des besoins mais aussi des préférences en termes d'alimentation dans la définition de la sécurité alimentaire. En ce sens, cette définition inclut les facteurs de préférences, qui peuvent être d'ordre culturel. En se replaçant dans un contexte migratoire, Bondy étant un territoire accueillant de nombreuses personnes issues de l'immigration, alors ces préférences culturelles prennent toutes leur importance. Qu'il s'agisse de personnes primo-arrivantes ou de seconde ou troisième génération, les pratiques alimentaires interviennent dans la construction identitaire. Etien et Tibère montrent à travers une étude menée auprès de personnes d'origine marocaine qu'en situation d'immigration ou d'exil, les nourritures servent la construction sociale et l'entretien d'une identité et d'une mémoire, devenant une ressource pour se positionner entre pays d'origine et société d'accueil (Étien & Tibère, 2013). Par ailleurs, la cuisine et l'alimentation liées à un pays d'origine sont le support de transmissions, qu'elle soit familiale, amicale ou à plus large échelle (Barbe, 2021). La préparation de plats traditionnels ou spécifiques d'un pays d'origine nécessite souvent l'achat de produits qui ne sont la plupart du temps pas distribués par les circuits de commercialisation dits « classiques ». L'étude de Léo Truglia a montré qu'il existe une carence de l'offre pour ce type de produits, notamment pour les fruits et légumes. De plus, dans le cas des FL frais, le fait qu'ils nécessitent des circuits logistiques de commercialisation spécifiques, à plus petite échelle, a un impact sur les prix de ces derniers, plus chers que les FL « classiques ». En ce sens, il est intéressant de s'intéresser à ces FL spécifiques. On verra par la suite que l'idée de les cultiver dans des jardins urbains de métropole a été déjà abordée, et qu'elle est rendue possible en partie par les phénomènes d'îlots de chaleur urbains.

2.2. Les jardins collectifs et partagés

On a vu qu'aux Etats-Unis, les jardins communautaires étaient l'une des réponses à la justice alimentaire. En France, le contexte des jardins urbains est différent, ainsi que les appellations des différents types de jardins. Nous rappellerons dans cette partie l'histoire et les caractéristiques des différents jardins avant de justifier l'utilisation de l'expression « jardins collectifs et partagés ». Nous approfondirons ensuite les fonctions de ces jardins urbains pertinentes dans le contexte de Bondy.

2.2.1. Jardins familiaux, partagés et de pied d'immeuble : quelle histoire et quelles caractéristiques ?

En France, les jardins urbains collectifs héritent d'une histoire longue. On différencie les jardins familiaux, partagés, d'insertion, de pied d'immeuble. Nous ne nous intéresserons ici pas au cas spécifique des jardins d'insertion, puisqu'aucun n'est présent sur le terrain de l'étude. On choisit ici de parler « jardins collectifs et partagés » pour faire part de la diversité des structures présentes à Bondy. D'après le code rural, « l'appellation « jardins collectifs » fait référence aux jardins familiaux, aux jardins d'insertion et aux jardins partagés. » L'expression « jardins collectifs et partagés » est donc un pléonisme puisqu'elle inclut deux fois les jardins partagés, selon le code rural. Cependant, c'est cette expression qui a été choisie pour désigner l'ensemble des jardins urbains dans le plan de relance de 2020. Choisir de différencier les jardins partagés, définis par le code rural comme « les jardins créés ou

animés collectivement, ayant pour objet de développer des liens sociaux de proximité par le biais d'activités sociales, culturelles ou éducatives et étant accessibles au public » permet de souligner qu'ils ne sont pas les seuls types de jardins. Il n'existe pas de jardins familiaux sur le territoire même de Bondy, mais ces derniers sont importants à citer car ils ont eu une influence sur le développement des autres types de jardins du fait de leur caractère historique (Mestdagh, 2015). Ces derniers, définis comme « les terrains divisés en parcelles, affectées par les collectivités territoriales ou par les associations de jardins familiaux à des particuliers y pratiquant le jardinage pour leurs propres besoins et ceux de leur famille, à l'exclusion de tout usage commercial » par le code civil sont les héritiers des jardins ouvriers. Dans sa thèse, Léa Mestdagh retrace l'histoire des jardins familiaux ainsi que celle des jardins partagés. Cette histoire est intéressante puisqu'elle permet d'expliquer certaines des différences structurelles entre ces deux types de jardins. En effet, les jardins familiaux, à l'origine ouvriers, ont été créés au XIXe siècle dans une dynamique paternaliste du patronat envers les ouvrier.es, afin de palier à des conditions de vie difficiles, les ouvrier.es arrivé.es en masse au moment de la révolution industrielle se logeant dans les faubourgs, réputés « insalubres et immoraux » (ibid.). C'est ensuite l'abbé Lemire qui, en créant la Ligue Française du Coin de Terre et du Foyer (LCFTF), encadre et promeut la mise en place de ces jardins ouvriers, dans le cadre d'un programme politique. Les objectifs sont les mêmes que ceux poursuivis par les patrons, il s'agit d'encadrer la vie personnelle des ouvrier.es afin de lutter contre l'alcoolisme, perçu comme un véritable fléau. C'est également l'occasion de réaffirmer la famille comme valeur, et par ce biais, de limiter les regroupements extra-familiaux, politiques par exemple, le communisme représentant une menace politique émanant du prolétariat à la fin du XIXe siècle. Les recrutements des jardinier.es dans ces jardins se faisait sur des critères liés à l'épargne, au comportement au travail, aux convictions politiques mais également à la vie familiale. Dans ces jardins, il existe de véritables normes esthétiques dont les jardins familiaux sont les héritiers : la propreté, l'alignement des légumes au cordeau (Weber, 1998).

C'est en 1952, au sortir de la seconde guerre mondiale que ces jardins ouvriers sont rebaptisés jardins familiaux. En effet, au cours du conflit, ces jardins ouvriers avaient connu un fort succès, du fait de la crise économique et alimentaire : ils permettaient une certaine subsistance. C'est pourquoi ces derniers sont délaissés par la suite, la période des Trente Glorieuses étant plutôt prospère, ces « jardins de pauvres » (Mestdagh, 2015) n'avaient plus réellement de rôle économique à jouer, et étaient même regardés avec mépris, également du fait de leur esthétique très hétérogène, liée au savoir-faire ouvrier, notamment de constructions en matériaux de récupération. Cette rupture lexicale vers le jardin familial s'accompagne d'une certaine standardisation dans les équipements de jardins, et vise à recruter de nouvelles personnes. Les critères économiques notamment disparaissent des conditions d'adhésion. C'est dans les années 1970 que ces jardins familiaux connaissent un regain de popularité avec la prise de conscience écologique, ces derniers s'inscrivant dans la thématique de la nature en ville. Au même moment aux Etats-Unis et au Canada, notamment à New-York avec la « guérilla potagère » et la création de « People's Park » à Berkeley, naissent les premiers jardins communautaires (« community gardens »). Ils sont importés d'abord dans le Nord de la France, c'est en 1997 que naît le premier « jardin communautaire » français, à Lille (Den Hartigh, 2012). Contrairement aux Etats-Unis, où le mouvement des jardins communautaires part d'une mobilisation citoyenne de revendication et de réappropriation des terrains, qui est ensuite soutenue par les pouvoirs publics, en France ces jardins sont le fruit d'une collaboration entre habitant.es, monde associatif et institutionnels (Mestdagh, 2015). Ils sont néanmoins associés à un activisme urbain dont les actions se font localement, descendants de la guérilla potagère, dont l'idée est de se réapproprier la ville.

D'un point de vue de leur organisation, les jardins familiaux et partagés diffèrent. Les jardins familiaux sont divisés en parcelles, dont la taille est variable. En Seine-Saint-Denis par exemple, la taille des parcelles varie de 30 à 300 m² (département de la Seine Saint Denis, 2016). Bien qu'ils aient connu une certaine diversification de leurs usages, leur vocation première reste le jardinage de loisir et pour l'autoconsommation, du fait de leur histoire. D'un point de vue du genre, on constate qu'à Aubervilliers, Villejuif, Saint-Denis, ce que Léa Mestdagh nomme les « banlieues les plus ouvrières » (Mestdagh,

2015), ces jardins sont majoritairement investis par les hommes : 80% des jardinier.es sont des hommes. Cette différence peut s'expliquer par le temps consacré au jardinage par les hommes fréquentant les jardins familiaux : 45 minutes par semaine pour les hommes contre 8 pour les femmes (ibid.). On a vu qu'il n'existe pas de jardin familial sur le territoire même de Bondy, cependant il me semblait important de rappeler les caractéristiques et l'histoire de ces jardins, puisque les modèles de jardinage urbain s'hybrident (Lelievre et al., 2018), et que la longue histoire de ces jardins urbains influence les représentations du jardinage urbain. Les jardins partagés quant à eux se caractérisent par une surface plus faible, et, pour la plupart, l'absence de parcelles individuelles. On remarque que les « liens sociaux de proximité » sont au cœur de la définition donnée par le code civil de ce type de jardin. Kaduna-Eve Deamilly donne une autre définition de ces jardins partagés, faisant émerger la notion de multifonctionnalité, et mettant à distance la dimension de production alimentaire du lieu. Elle les définit comme des « lieux d'expérimentation de pratiques collectives qui visent à favoriser une approche respectueuse de l'environnement, le développement de sociabilités et l'implication citoyenne dans les territoires urbains » (Demailly, 2015). Contrairement aux jardins familiaux, gérés par la Fédération Nationale des Jardins Familiaux et Collectifs (FNJFC), les jardins partagés se constituent plus souvent en associations.

Une troisième forme de jardins collectifs urbains sont les jardins de pied d'immeuble. Définis par leur localisation, ces jardins ne sont généralement pas considérés comme un type de jardin à part. Ici j'utiliserai ce terme pour désigner les jardins à l'initiative ou gérés (au moins en partie) par un bailleur. Ce type de jardin se retrouve particulièrement en pied d'immeuble d'habitat social. A Bondy, ces jardins sont exclusivement gérés par des bailleurs sociaux. Il n'existe pas d'étude retraçant l'histoire de ces jardins mais on remarque que l'histoire des jardins ouvriers, à l'origine, est très liée à celle de l'habitat social (Degasne, 2014). La création d'organismes HBM (Habitations Bon Marché) se fait en effet au même moment que la promotion des jardins ouvriers par la LFCTF. En 1912, le lien entre HBM et jardins ouvriers devient officiel puisque les Offices Publics d'Habitations à Bon Marché (OPHBM), établissements publics voient le jour et ont la capacité d'aménager, de construire et de gérer des HBM construits à leur initiative ou à celle des villes mais aussi d'aménager des jardins ouvriers à proximité des habitations (ibid.). On remarque que ces jardins sont cités dans le plan de relance de 2020, au volet « jardins partagés et agriculture urbaine », les bailleurs sociaux pouvant répondre aux différents appels à projet lancés par le gouvernement, en plus des collectivités territoriales et des associations. En outre, on note que « le Gouvernement a décidé de renforcer son soutien aux projets d'agriculture urbaine dans les quartiers en renouvellement urbain, et aux projets qui permettront de donner accès à un plus grand nombre, et en priorité aux plus démunis, à un jardin partagé ou collectif », témoignant du lien historique entre jardins collectifs et partagés et populations précaires.

A Bondy, on trouve des jardins partagés, de pied d'immeuble, et une ferme pédagogique qui ne rentre pas à proprement parler dans les jardins collectifs et partagés mais qui sera tout de même citée à titre d'exemple dans ce travail, puisqu'elle s'inscrit dans le paysage de l'agriculture urbaine à Bondy. C'est au prisme de cette typologie propre au contexte de Bondy que nous étudierons les jardins par la suite : jardins partagés, jardins de pied d'immeuble et jardin pédagogique.

2.2.2. La multifonctionnalité des jardins collectifs et partagés

On a évoqué dans le paragraphe précédent la dimension multifonctionnelle des jardins urbains, qu'ils soient familiaux, partagés ou de pied d'immeuble. La multifonctionnalité est classiquement associée à l'agriculture en milieu rural, s'inscrivant dans des projets de développement rural. C'est notamment ce principe de multifonctionnalité qui fonde le second pilier de la PAC, visant à rémunérer les fonctions non-alimentaires de l'agriculture (Jamet, 2003). La multifonctionnalité de l'agriculture est donc la base de programmes de développement, ruraux dans ce cadre. L'agriculture urbaine est, quant à elle, et lorsqu'elle est intégrée dans les projets de développement urbain, plutôt envisagée comme un

rempart à l'urbanisation, on parle donc plutôt de l'agriculture péri-urbaine. On constate que l'intégration des jardins urbains est peu renseignée dans la littérature scientifique et qu'elle ne s'observe qu'à l'échelle municipale (Mousselin et Scheromm, 2015).

Cependant, d'un point de vue de la recherche, la multifonctionnalité de l'agriculture urbaine est bien étudiée (Duchemin et al., 2008, Aubry et Soulard, 2011, Saint-Gès, 2018). Pour Eric Duchemin, il existe différentes fonctions, s'inscrivant dans le développement économique, social et environnemental des villes : l'éducation (via la sensibilisation ou l'*empowerment*) l'aménagement urbain (avec notamment l'appropriation des espaces ou l'entretien d'espaces verts urbains), le développement économique (la lutte contre la précarité nous intéressera ici particulièrement), les loisirs, la santé, la sécurité alimentaire, l'environnement, et enfin les interactions sociales. Il est intéressant de souligner que cette multifonctionnalité, qu'elle concerne l'agriculture traditionnelle mais aussi l'agriculture urbaine s'inscrit dans un programme politique, lié au développement durable, reprenant ses trois traditionnels piliers.

Je ferai ici le choix de m'intéresser plus particulièrement aux fonctions alimentaires et sociales, mais il est intéressant de souligner que l'ensemble de ces fonctions sont interdépendantes : lutte contre la précarité, alimentation et santé notamment¹¹. Je développerai dans un premier temps la fonction de production alimentaire puisqu'elle vient jouer un rôle tout particulier à Bondy, où le Nord de la ville notamment est peu fourni en points de vente de FL. Dans un second temps, je m'intéresserai aux rôles sociaux que remplissent les jardins collectifs et partagés, cet aspect étant souvent mis en valeur : « les jardins partagés sont promus par des argumentaires convergents qui mettent systématiquement en avant le renforcement de la cohésion sociale comme ambition principale » (André et Rigondaud, 2014).

2.2.3. La production alimentaire et les pratiques culturelles en jardins collectifs et partagés

On a vu à Bondy que des problématiques d'accès à une nourriture saine et de qualité, notamment aux FL se posaient. Une opposition classique entre les pays « du Nord » et ceux « du Sud »¹² permet d'établir *a priori* deux gradients dans l'importance des différentes fonctions : la fonction alimentaire étant la plus importante dans les pays « des Suds », suivie des fonctions économique, puis environnementale, la fonction récréative et pédagogique étant la moins importante, et inversement dans les pays « des Nordes » (Aubry et Pourias, 2013). Cependant, comme l'indiquent les autrices, cette dichotomie est largement remise en question. La place de la **fonction alimentaire** est en effet questionnée par la remise en question des systèmes alimentaires agro-industriels, caractéristiques des pays « des Nordes », qu'il s'agisse du *food movement* aux Etats-Unis ou du mouvement des locavores en Europe. Par ailleurs, les problématiques d'accès à l'alimentation viennent souligner une défaillance de ce système. Dans ce cadre, il est pertinent de se demander si les jardins collectifs et partagés peuvent jouer un rôle alimentaire, et si oui, pour qui et quelle serait la nature de ce rôle. Comme le souligne Jeanne Pourias dans sa thèse de 2014, « la contribution réelle de ces jardins à la sécurité alimentaire des villes, des communautés ou même des ménages rest[ait] inconnue », alors que les dimensions sociales, de santé et de bien-être, et environnementales ont été bien plus étudiées par la littérature (Pourias, 2014). L'étude auprès de 40 jardinier.es fréquentant 8 jardins associatifs à Paris et Montréal menée par Jeanne Pourias montre que la fonction alimentaire des jardins associatifs n'entre pas en contradiction avec les

11 Sur le lien entre précarité, alimentation et santé, voir INSERM. Inégalités sociales de santé en lien avec l'alimentation et l'activité physique, 2014.

12 Je reprends ici les termes des autrices, qui reprennent un clivage traditionnel entre les pays dits « développés » et « en voie de développement ». Différentes critiques sont émises à propos de cette démarcation géographique, notamment l'idée qu'une telle opposition s'appuie sur une certaine vision du développement et qu'elle ne reflète pas la pluralité des situations existantes. Je préférerai ici les expressions « pays des Nordes et des Suds ». Pour une critique de cette notion voir Jacquot, Sébastien. « Pour une définition relationnelle des termes Nord et Sud : Gênes et Valparaiso », *Autrepart*, vol. 41, no. 1, 2007, pp. 181-194.

autres fonctions du jardin, mais occupe une place centrale en tant que soutien des autres fonctions du jardin, les produits du jardin étant aussi vecteurs de lien social, contribuant aux fonctions d'apprentissage et de pédagogie, au maintien de la santé. La conclusion de l'étude est que la place de la fonction alimentaire est variable au sein des autres fonctions attribuées au jardin selon les jardinier.es. Florence Weber, dans son ouvrage de 1998, distinguait deux modèles d'autoconsommation : saisonnière, basée sur des produits frais du jardin et annuelle, s'appuyant sur des techniques de conservation des FL. Jeanne Pourias, constatant qu'il peut aussi exister des méthodes de stockage dans un modèle de production saisonnière distingue quatre modèles d'autoconsommation : saisonnière basée sur des produits frais, saisonnière avec des techniques de stockage, annuelle basée sur des produits frais et annuelle avec des méthodes de stockage. Derrière ces quatre modèles, il existe des stratégies différentes de choix des types de FL cultivés. De manière plus générale, Jeanne Pourias met en évidence le fait que la multifonctionnalité et le poids relatif accordé par les jardinier.es à chaque fonction se traduit dans les pratiques culturelles.

Ici, on utilisera le terme de **pratiques culturelles**, qui désignent « l'ensemble des opérations culturelles (qui renvoient à la notion d'itinéraire cultural) et des décisions d'allocation de ressources, notamment l'organisation spatiale des parcelles » (ibid.). Ainsi, au sein des jardins collectifs et partagés, plusieurs fonctions coexistent et l'importance relative accordée à chacune de ces fonctions varie en fonction des jardinier.es, ce qui détermine des pratiques culturelles variées. On a vu que le choix des espèces cultivées était corrélé au modèle d'autoconsommation, mais d'autres catégories de pratiques culturelles reflètent les motivations de jardinier.es : le travail du sol, les pratiques de désherbage, la lutte contre les ravageurs. L'exemple de la pratique du désherbage illustre le fait que ce n'est pas que la fonction alimentaire qui détermine les pratiques. En effet, l'idée de « se détendre, se défouler » peut également rentrer en compte dans le choix de désherber ou non sa parcelle. On constate ainsi que deux modèles antagonistes semblent apparaître, celui du « potager propre », héritage du jardin ouvrier, reflet de « l'honneur du jardinier » (Weber, 1998) contre celui inspiré par la permaculture, qui s'attache à conserver la biodiversité en place.

D'un point de vue du **volume de FL produits** dans ces jardins associatifs, le travail de Charlotte Beaufils montre qu'à Paris, la contribution théorique à l'alimentation des personnes précarisées des jardins collectifs et partagés est infime. Bien que les rendements soient non négligeables, s'approchant dans certains cas plus de ceux observés en agriculture bio-intensive qu'en maraîchage traditionnel (Pourias, 2014), la répartition des récoltes entre les nombreux.ses jardinier.es fait que la contribution à l'alimentation d'un point de vue quantitatif est faible (Beaufils, 2020). Cependant, **l'apport qualitatif** des jardins collectifs et partagés est aussi à questionner. D'un point de vue des choix des cultures, la production de FL « du pays » pour les personnes issues de l'immigration peut représenter un réel apport, même en faibles quantités. A Bondy, cela a pu être observé par Léo Truglia l'année dernière, avec notamment la culture de FL asiatiques en pied d'immeuble. L'étude conduite en 2018 dans 5 jardins collectifs et partagés de quartiers d'habitat social de Marseille vient montrer que, si la quantité de FL cultivés participe faiblement à l'alimentation du foyer (environ 16% des apports en FL du foyer, pour la moitié des jardinières interrogées, c'est-à-dire celle ayant récolté le mois de récolte des données, avec une forte variabilité de ce chiffre), la qualité des produits est une dimension importante pour les jardinières (Darmon et al., 2018). Ce rôle qualitatif n'est pas seulement lié à l'interdiction de l'utilisation des pesticides dans les jardins urbains, mais aussi aux symboles associés à l'autoproduction : « les produits potagers du jardin sont caractérisés par leur forte valeur culturelle et symbolique, en particulier par la fierté et l'estime de soi générées par le don, le partage et la transformation culinaire de ce que l'on a fait pousser » (ibid.). Tout comme à Bondy, les choix d'espèces se font ici aussi par rapport aux habitudes alimentaires, ici de nombreuses personnes d'origine maghrébine ayant été interrogées, ce sont les légumes typiques de la « diète méditerranéenne » qui sont fortement cultivés, on trouve aussi de la menthe, mais aussi des fèves et des piments. Enfin, cette étude met en évidence que le volume de FL total consommé par les foyers de jardinier.es est significativement plus important que celui des non-jardinier.es. Les jardins collectifs et partagés remplissent donc un rôle alimentaire, non pas d'un point

de vue quantitatif direct, mais d'un point de vue qualitatif, culturel et symbolique. On peut noter à ce titre que le renforcement de l'estime de soi que constitue la fierté de faire pousser et éventuellement de donner des FL, ainsi que l'affirmation de la culture alimentaire sont intéressantes dans un cadre d'accès à une alimentation de qualité. C'est ici le rapport à l'alimentation qui est amélioré : la fierté d'avoir cultivé ses propres légumes, et le fait que cela fasse sens contribuent à améliorer l'alimentation sur le plan symbolique.

2.2.4. Le rôle social des jardins collectifs et partagés : interactions, cohésion, mixité, rapport à l'espace

La fonction sociale des jardins collectifs et partagés est souvent mise en valeur dans les discours institutionnels, politiques et associatifs (André et Rigondaud, 2014, Mestdagh, 2015). On a vu ici que la fonction alimentaire, loin d'être la moins importante au sein des jardins collectifs et partagés était plutôt à voir comme un support des autres fonctions. Dès lors, fonctions alimentaire et sociale rentrent en interaction, on l'a vu avec l'exemple du don. Ici, on s'intéressera aux interactions sociales créées au sein des jardins collectifs et partagés au sens strict, et non aux fonctions sociales dans leur ensemble, qui comprennent l'ensemble des bénéfices sociaux des jardins, comme la santé et l'éducation, bien qu'on verra qu'à nouveau, tous ces bénéfices sont très liés les uns aux autres. Dans l'étude menée en 2014 sur l'impact des jardins partagés sur la « cohésion sociale », les auteur.ices préfèrent ne pas définir la « cohésion sociale » ni le « lien social », en soulignant cependant le fait que ces notions sont différentes ; la question posée est « qu'est-ce que le jardin partagé *fait* au quartier ? » (*ibid.*). Le **concept de lien social** est en effet mobilisé par de nombreux scientifiques, mais aussi dans les discours politiques et médiatiques ; Philippe Genestier montre d'après une analyse des articles scientifiques écrit au début des années 2000 et des discours médiatiques et politiques « l'omniprésence » de cette notion et le glissement de la notion de « solidarité » (notamment développée par Emile Durkheim) à celle de « lien social » (Genestier, 2006). On peut reprendre la définition donnée par Pierre-Yves Cusset : « l'ensemble des relations personnelles, des normes, des valeurs et des règles qui relient les individus » (Cusset, 2006). Léa Mestdagh reprend dans sa thèse les idées de Serge Paugam sur la pluralité des liens sociaux : les liens de filiation, directement liés à la famille, les liens de participation élective, d'amitié par exemple, les liens de participation organique comme ceux créés au travail et les liens de citoyenneté. Ces différents types de liens répondent aux besoins des individus et en reconnaissance, et dans le cadre des jardins collectifs et partagés, il s'agit surtout de liens de participation élective, pouvant pour des personnes isolées ou qui ne travaillent pas venir compenser la faiblesse ou l'absence des liens de filiation et de participation organique. Comme le souligne Philippe Genestier, la question du lien social prolifère dans les discours, scientifiques et médiatiques est associée avec l'idée d'une individualisation croissante propre à notre époque, en rupture avec une société passée. Les jardins collectifs et partagés (et surtout les jardins partagés, comme l'atteste la définition du code rural) sont alors des outils de politiques locales des pouvoirs publics pour « promouvoir une activité ancrée dans un territoire donné, le quartier, et perçue comme créatrice de lien social. Le lien social est alors défini comme la rencontre d'une certaine diversité de voisinage (sociale, générationnelle, culturelle) » (Mestdagh, 2015). Est à souligner la relation étroite entre le « lien social » et le lieu : le jardin, le quartier.

Aux Etats-Unis, on observe que le *food movement* est, du fait de son histoire, un milieu excluant pour les classes sociales les plus défavorisées. Ce mouvement, rejetant le système alimentaire dominant, agro-industriel touche en effet une majorité d'individus blancs de classe moyenne, de par son histoire (Alkon et Agyman, 2011) mais également du fait qu'il établit de nouvelles habitudes alimentaires, en particulier manger bio et local, et condamne les « *industrial eaters* », c'est-à-dire les personnes consommant la nourriture transformée par le système agro-alimentaire (Paddeu, 2012). Ces *industrial eaters* étant plus présent.es au sein des classes sociales les plus pauvres, la condamnation pèse plus sur les individus de cette classe. Dès lors, le *food movement* devient une « monoculture » (Alkon et Agyman, 2011), du fait de sa composition sociologique. En France, une enquête sociologique est lancée depuis

Février 2021 pour identifier les profils des usager.es des AMAP¹³. Si aux Etats-Unis, les jardins communautaires se créent comme des alternatives au système agro-industriel, notamment dans les quartiers les plus défavorisés (Flaminia Paddeu nous expose l'exemple New-Yorkais dans son article de 2012) ; en France, les jardins partagés en particulier peuvent être des lieux où **l'entre soi**, en tant que « regroupement de personnes aux caractéristiques communes », dans un quartier par exemple est prégnant (Mestdagh, 2015). Léa Mestdagh décrit en effet au sein d'un ensemble de jardins partagés parisiens une forte homogénéité socio-professionnelle : du point de vue du niveau d'étude, le niveau d'études des jardinier.es du panel est très élevé, participant à un fort capital culturel ; genrée : les jardins partagés sont majoritairement féminins (en comparaison, les jardins familiaux sont toujours fréquentés par une majorité d'hommes, en tant qu'héritiers des jardins ouvriers) ; générationnelle : on observe une forte concentration de personnes de plus de 50 ans ; et ethno- raciale. Cela fait écho à la majorité de personnes blanches de classe moyenne décrite par Alkon et Agyman. Cette homogénéité s'explique d'après l'auteurice par les logiques de recrutement qui se font à partir de l'interconnaissance et se révèlent très homophiles. Les traits en commun sont souvent spécifiques au haut niveau d'études des jardinier.es et à leurs pratiques socio-culturelles développées (et légitimes) (ibid.). Les jardins partagés n'échappent pas aux écueils rencontrés par les activités associatives : « la participation associative devient le terrain d'une situation de quasi-monopole de la part de certaines fractions de la population, en premier lieu celles qui bénéficient des ressources (sociales, culturelles, symboliques et économiques) les plus importantes : les classes moyennes et supérieures » (ibid.). La structuration associative des jardins partagés rend ainsi leur accès plus difficile pour les personnes n'ayant pas accès à ces ressources. Cet entre soi est visible en termes de structuration de l'espace, puisque dans le cas des jardins partagés, ces derniers se situent la plupart du temps sur du foncier public. On peut alors parler d'une appropriation de l'espace, avec une mise à distance des individus perçus comme « autres » : « C'est ainsi que par l'espace et dans l'espace se jouent des luttes pour lesquelles les groupes en concurrence ne sont pas armés de façon équitable, leurs ressources étant fonction de leur position dans la hiérarchie sociale » (Sechet et Veschambre, 2006). L'étude ACSE de 2014 précise que « la capacité des individus est liée à leur assise sociale et psychologique. Pour assurer un rôle de régulation, il faut une assurance intérieure qui a de multiples déterminants et sources : le statut social conféré par une activité professionnelle stabilisée (y compris passée) par exemple. C'est précisément ce que la précarité économique a dissout depuis 2-3 générations dans les anciens milieux ouvriers des quartiers populaires » (André et Rigondaud, 2014). D'un point de vue des effets symboliques, cette même étude ajoute que *l'empowerment* (précédemment évoqué) et la reconnaissance attendus de telles structures se jouent plutôt à l'échelle individuelle, et non à celle du collectif.¹⁴ L'idée est de donner du sens au lieu d'habitation, via une appropriation de l'espace qui se fait avant tout à l'échelle individuelle (Bally, 2017).

Il est important de souligner qu'ici, il est question des jardins partagés principalement, et non des jardins de pied d'immeuble. On a vu que ces derniers héritaient d'une histoire différente, et se développaient sur un modèle différent également. Les jardins de pied d'immeuble de Bondy en l'occurrence ne se constituent en associations, puisqu'ils sont gérés par des bailleurs sociaux. De plus, dans notre cas d'étude, les jardins de pied d'immeuble sont situés sur le foncier du bailleur et ne sont accessibles qu'aux résident.es des logements sociaux. Peu d'études existent sur le sujet, il s'agira donc de voir en quoi ces critères, de lieu et économiques, viennent influencer les dynamiques de groupe et le

¹³ Et les premiers résultats sont disponibles : http://www.amap-idf.org/question_genre_amap_problemat_nouvelle_mouvem_123-actu_405.php

¹⁴ Il est intéressant de noter que « l'entre soi contemporain se construit souvent à partir du discours officiel de la mixité ou de la diversité » (Tissot, 2014). Les représentations des situations d'entre soi et des espaces d'entre soi sont au cœur de ce phénomène, puisque les politiques urbaines se focalisent en priorité sur les situations d'entre soi perçues comme négatives et visibles, c'est-à-dire, les situations mettant en jeu des populations défavorisées. L'objectif de ces politiques est d'attirer des personnes appartenant aux classes moyennes dans ces espaces, cependant elles peuvent aboutir à la simple éviction des catégories modestes, et ainsi à créer un espace d'entre soi de classes moyennes (Mestdagh, 2015).

« lien social » dans notre cas. De plus, le fait que ce jardin prenne place sur un foncier privé change la donne en termes de réappropriation de l'espace par les locataires.

Par ailleurs, les rôles sociaux ne se limitent pas aux question de liens à l'échelle du quartier ou de la ville, entre groupes d'individus. L'étude exploratoire de l'ACSE définit 5 échelles auxquelles la cohésion sociale peut jouer : l'échelle individuelle, l'échelle du groupe, l'échelle symbolique et institutionnelle, celle du quartier et enfin celle de la ville. A l'échelle de l'individu, les effets constatés sont un effet thérapeutique, réparateur du jardin ; et un effet de (re)socialisation, le jardin étant un lieu d'interactions entre individus nombreuses. A l'échelle du groupe, la coopération et le partage peuvent s'observer au niveau interindividuel mais sont compliqués en collectif. A ce sujet, les moments fédérateurs sont souvent les moments « hors jardinage » (André et Rigondaud, 2014). La solidarité cependant est peu observée, ne dépasse pas les frontières du jardin. Un des risques, associé à l'activité associative, est « l'effet de club », au sein même du jardin. « Des micro-conflits, ponctuels ou larvés » peuvent faire partie de la dynamique de groupe et se traduire notamment par des « jugements essentialisants » et le recours à une certaine « hiérarchie morale », entre les bonnes et les mauvaises jardinier.es (ibid.). D'après les auteurs, cet « effet club » explique également la création de groupes de jardinier.es homogènes, ethno-culturellement. A l'échelle du quartier, si les effets de démonstration presque esthétique et d'ancrage en tant que point de repère du quartier sont forts, l'effet d'apaisement (qui se retrouve dans les discours médiatiques sur la « pacification des quartiers ») est peu constaté. Enfin, il est rare qu'un jardin partagé ait un effet au-delà des frontières du quartier. Il peut exister dans le cas d'échanges avec d'autres jardins, mais reste ponctuel. Ce sont donc bien ces relations et échanges interpersonnels, basés sur la sociabilité et la convivialité (Darmon et al., 2018) qui priment en termes de rôles sociaux des jardins partagés.

2.3. Valeurs, savoirs et représentations au sein des jardins collectifs et partagés

On a vu que les jardins collectifs et partagés pouvaient être les lieux d'un entre soi qui se construit électivement, par des individus porteurs de valeurs communes. Nous verrons dans cette partie comment s'articulent valeurs, représentations et savoirs dans les jardins partagés, et ce que, associés, ils produisent, notamment en termes de motivations pour les jardinier.es.

2.3.1. Valeurs et représentations : la nature en ville

Les dynamiques de repli des jardins partagés sont liées à une idée de protection d'un idéal (Mestdagh, 2015). Ce sont les représentations de l'espace, urbain et rural, mais aussi du temps, notamment d'une époque passée où l'individualisme était moins prégnant, qui sont à l'œuvre dans ces mouvements de protection. Dans les quartiers populaires, se réapproprier l'espace, c'est aussi pouvoir l'embellir, et dans ce cas c'est souvent « cacher les marqueurs d'une urbanisation aujourd'hui décriée » : les grands ensembles (Faure et al., 2018). Sont alors mobilisées des représentations idylliques de l'espace rural naturel. Léa Mestdagh parle de deux représentations majeures des jardins partagés : « le jardin d'Eden » et le « café à l'ancienne » (Mestdagh, 2015). La première représentation se base sur la même opposition ville/campagne, la ville étant perçue comme stressante, trop rapide ; le jardin à l'inverse étant un symbole d'apaisement, presque merveilleux. Cette image de respiration au cœur de la ville est selon Kaduna-Eve Demilly, un héritage de l'hygiénisme des jardins ouvriers (Demilly, 2014). On peut noter que cette représentation implique que le jardin soit à part, hors de la ville. Par ailleurs, la thématique de l'environnement, très présente dans les jardins partagés, souvent traitée via la question de la conservation vient renforcer cette tendance (Mestdagh, 2015). Frédéric Bally souligne que l'intégration de la pratique du jardinage en ville est un moyen « d'habiter la ville », un développement de la nature dans lequel les jardinier.es ajoutent leurs représentations et valeurs (Bally, 2017). Léa Mestdagh relève que, dans son cas d'étude, ces valeurs s'articulent autour d'un certain rejet de la culture productive dans les jardins partagés, du développement d'une esthétique de foisonnante, proche de la

friche¹⁵ et rejetant les codes du potager propre pour adopter ceux de la permaculture, mais aussi autour de l'éducation à l'environnement. La seconde représentation est celle du « café à l'ancienne », le jardin comme porteur de sociabilités simples, intégrée dans un quartier (Mestdagh, 2015).

Ce sont ici les jardins partagés qui ont été étudiés ; le cas des jardins de pied d'immeuble ayant été peu étudié. Il s'agira de déterminer par la suite, d'une part si on retrouve ces valeurs et représentations chez les jardinier.es bondynois.es et si elles diffèrent en fonction du jardin fréquenté.

2.3.2. Savoirs et apprentissage au jardin

Nous avons vu qu'il existe différents savoirs liés à l'alimentation et aux pratiques, notamment des savoirs liés à la préparation de recettes traditionnelles, et que la transmission se fait de différentes manières : au sein de la famille, entre ami.es, via internet (Barbe, 2020). Les jardins collectifs et partagés sont également le lieu d'apprentissages. Nous avons vu que la fonction éducative est partie intégrante des fonctions de ces jardins (Duchemin et al., 2008). Si le rôle d'éducation à l'environnement (voire à la citoyenneté) est largement mis en avant, notamment via les programmes de sciences participatives souvent associés au jardin (de recueil de biodiversité par exemple) et documenté dans la littérature (Corkery, 2004 ; Kransky et Tidball, 2009), l'apprentissage du jardinage en tant que tel et des pratiques culturelles dans ces jardins collectifs et partagés est peu documenté. On remarque par exemple que l'apprentissage du jardinage en tant que tel n'est pas mentionné dans les fonctions des jardins, mais que celui-ci s'inscrit dans une démarche liée à la sensibilisation à l'environnement. Pour autant, ces jardins sont qualifiés de « lieux d'échange et d'apprentissage collectif », d'espaces de transmission (Lardon et al., 2020). Les processus d'apprentissage sont au cœur des relations, via des échanges de savoirs, de savoir-faire et techniques (Darmon et al., 2018). D'après Kaduna-Eve Demailly, la plupart des usager.es des jardins partagés sont néophytes et l'apprentissage est un moteur des dynamiques collectives (Demailly, 2015). On peut ainsi dire que les jardins collectifs et partagés sont des lieux d'apprentissage et de transmission de pratiques culturelles, de savoir-faire, de savoirs liés à l'environnement, mais également de savoir citoyens, notamment le « savoir d'usage », lié à la pratique du territoire (ibid.). Par ailleurs, il n'est pas rare que des jardinier.es réinvestissent dans le jardin des savoirs professionnels ou militants (Mestdagh, 2015), bien que l'engagement politique à proprement parler ait tendance à être exclu du jardin (Montrieu et Parienti-Maire, 2013).

Au cours de ce travail, je m'intéresserai plus particulièrement aux savoirs directement liés au jardinage et aux pratiques culturelles. De plus, on a pu observer un lien entre pratique du jardinage et consommation de FL (Darmon et al., 2018). Dans ce cadre, on peut se demander s'il existe un lien entre les savoirs liés au jardin et ceux liés à l'alimentation.

2.3.3. Les dynamiques liées au genre

Les savoirs sont justement au cœur des problématiques de genre au jardin. Si on a pu voir que les femmes étaient souvent majoritaires au sein des jardins partagés (Mestdagh, 2015, Darmon et al., 2018), ces derniers sont aussi le lieu de l'expression des stéréotypes de genre (Faure et al., 2019). L'étude des jardins de Gennevilliers met en lumière la présence de discours essentialisants sur les femmes et de mise en valeur de la performance individuelle masculine, mais montre aussi que ces jardins sont les lieux de valorisation des savoirs acquis, moteur de l'estime de soi et de la confiance en soi. Plusieurs études soulignent en effet les vertus thérapeutiques, sur la santé mentale particulièrement du jardinage (Personne et Bentze, 2016). Le partage horizontal des savoir-faire fait du jardin un « lieu d'affirmation à être dans l'espace public » (ibid.). Si cette dimension d'*empowerment* n'est pas spécifique aux femmes, ces problématiques sont intéressantes à étudier au prisme du genre puisque l'on sait que l'accès à

15 On parle ici d'une esthétique, le jardin est en réalité aménagé, « mis en scène »

l'espace public se fait plus difficilement pour les femmes¹⁶. A ce propos, Manon Boulianne note que si ce phénomène d'*empowerment* est réel, particulièrement à l'échelle individuelle, le développement de l'agriculture et des jardins collectifs s'accompagne aussi d'une « domestication de l'espace public » (Falquet et Le Doaré in Boulianne, 2001), c'est-à-dire que « l'Etat mise sur le travail social – fourni par les femmes – pour prendre en charge les laissés pour compte », les plus précaires (Boulianne, 2001). Ce parallèle avec le travail domestique est aussi établi par Mary Anne Martin puisqu'il s'agit dans le cas des jardins collectifs et partagés de travail domestique, impliquant notamment du soin (*care*). L'autrice souligne la dimension de reproduction sociale du rôle de « *shock absorbers* », garantes de la résilience du foyer en cas de crise (Martin, 2019). L'éthique du *care*, que l'on retrouve également dans le mouvement français pour la démocratie alimentaire, porté par Dominique Paturel, consiste à reconnaître la vulnérabilité et l'interdépendance des êtres humains et à s'engager à l'égard de personnes singulières et non de principes généraux (Paturel et Ramel, 2017), et s'applique en agriculture urbaine et dans les jardins collectifs dans le fait de s'engager dans une activité de production à petite échelle, à développer des liens sociaux au sein d'une communauté et à nourrir celles. ceux qui les entourent. On remarque à ce titre qu'au Canada, la division sexuelle du travail est particulièrement visible au sein des différentes formes d'agriculture urbaine : les hommes tiennent les exploitations maraîchères génératrices de revenu, tandis que les femmes se retrouvent plutôt dans les lieux visant l'autosuffisance (Horwoka, 1998). Cette différence est d'autant plus importante que les femmes sont les premières victimes de la pauvreté, et que cela s'explique par une segmentation horizontale (par degrés de responsabilité) et verticale de l'emploi (par secteurs) (Rapport Oxfam, 2018).

Le rapport à la connaissance est également à étudier. Mary Anne Martin pose la question suivante : quels savoirs sont importants ? La théorie féministe et l'outil d'intersectionnalité¹⁷ permettent de montrer que certains types de savoirs et certain.es porteur.es de savoir sont exclu.es du fait qu'un savoir est reconnu en se basant sur l'éducation formelle qu'a reçu la personne, son expérience, sa position géographique, ses ressources financières et son capital politique. Elle montre ainsi que certaines sources de savoirs sont peu représentées dans les acteur.ices de l'agriculture urbaine au Canada, comme les voix indigènes ou des plus pauvres (Martin, 2019). S'il n'existe pas d'étude similaire en France, il est intéressant de garder cet outil en tête pour analyser la situation française. On peut d'ores et déjà faire le parallèle avec l'étude de Léa Mestdagh qui montrait que les jardins partagés regroupaient des individus dont le capital culturel est élevé et dont les pratiques culturelles étaient développées et légitimes, et qu'une dimension importante du jardin était la conversation autour de ces pratiques (Mestdagh, 2015). Si les jardins partagés sont majoritairement féminins, cela ne sous-tend pas forcément que les dynamiques de transmission et d'apprentissage sont menées par des femmes. On remarque également qu'il est également important de prendre en compte tous les paramètres socio-économiques mais également le contexte migratoire afin de comprendre les dynamiques liées aux savoirs dans les jardins collectifs et partagés.

3. Méthodologie d'enquête

Dans cette troisième partie, je présenterai le protocole de recherche que j'ai suivi au cours de cette étude. Il s'agit ici, comme pour l'étude de Léo Truglia, d'une étude locale, sur le territoire de Bondy. Comme nous l'avons vu précédemment, cette étude a permis de mettre en évidence la richesse de traditions et pratiques culinaires présente à Bondy, puisque 92 recettes traditionnelles, c'est-à-dire transmises par l'entourage, qui requièrent l'utilisation de produits issus du territoire d'origine (hors France métropolitaine) ont été répertoriées au cours des six mois d'enquête (Truglia, 2020). Ces recettes

16 Sur cette thématique, voir notamment Direnberger, Lucia, et Camille Schmoll, 2014. Ce que le genre fait à l'espace... et inversement. Les cahiers du CEDREF, n° 21 (25 décembre 2014).

<https://doi.org/10.4000/cedref.953>.

17 A ce sujet, voir Bilge Sirma, 2009. Théorisations féministes de l'intersectionnalité. *Diogenes*, 225, 70-88. <https://doi.org/10.3917/dio.225.0070>

traditionnelles nécessitent généralement des FL dits « exotiques »¹⁸, et bien que plusieurs points de vente soient disponibles sur le territoire de Bondy, on constate qu'une partie de la population se déplace parfois jusqu'à Paris pour s'approvisionner, témoignant d'une carence de l'offre. Partant de ce constat et de la possibilité de cultiver des FL dits « exotiques » tels que le gombo en région parisienne (Descout, 2019), il s'agit d'interroger la volonté des habitant.es de s'impliquer dans la production de telles denrées.

Par ailleurs, le stage s'effectuant en parallèle du stage d'Elodie Barbe, en anthropologie, nous avons construit deux projets de recherche complémentaires : les pratiques culinaires et la transmission en contexte migratoire en anthropologie¹⁹, les pratiques culturelles et les jardins en agronomie. J'ai choisi de prendre pour point de départ de mon étude les jardins collectifs et partagés existant à Bondy, que Léo Truglia avait commencé à répertorier, dans le but de comprendre leur participation à la dynamique du territoire, leur rôle pour les habitant.es et les pratiques culturelles des jardinier.es. Je vais donc décentrer l'étude des FL dits « exotiques » pour étudier plus généralement les FL : leur production en jardins collectifs et partagés, leur consommation par les habitant.es.

Je soulignerai ici l'importance du contexte local dans la démarche. Une des simplifications effectuées dans l'analyse du développement est le fait de gommer la diversité des situations locales, notamment en opposant les jardins partagés porteurs de lien social dans les grandes métropoles ou de gentrification dans les quartiers populaires aux jardins nourriciers des banlieues anciennement industrielles Nord-Américaine (Faure et al., 2018). Les autrices font également remarquer l'association entre quartiers périphériques et violences, association qui crée dans l'imaginaire des lieux homogènes. Il s'agira ici de s'inscrire dans une démarche d'étude locale, plutôt qualitative sur la réalité des jardins collectifs et partagés à Bondy.

3.1. Orientation de l'étude

3.1.1. Problématique et objectifs

A partir de la lecture du mémoire de Léo Truglia et de la revue bibliographique, j'ai choisi d'articuler mon mémoire autour des jardins collectifs partagés de Bondy. Ce point de départ m'a ensuite permis de développer autour des problématiques de pratiques culturelles, des fonctions à la fois alimentaires et sociales des jardins, y compris leur insertion au sein du territoire, de Bondy, et enfin des motivations des Bondynois.es à s'impliquer dans de telles structures ; dans l'optique de comprendre si ces jardins collectifs et partagés peuvent ou non participer à améliorer la justice alimentaire sur le territoire. Les questions auxquelles je tenterai de répondre avec ce mémoire sont les suivantes :

- Comment s'organisent les jardins collectifs et partagés de Bondy?
- Quelles sont les pratiques culturelles des jardinier.es?
- Quelles sont les motivations et quels sont les freins à s'impliquer dans ces jardins pour produire des FL?

Les objectifs de cette étude seront donc, premièrement, d'avoir une idée de l'organisation des jardins collectifs et partagés de Bondy, à la fois leur organisation interne mais aussi comment ces derniers s'inscrivent dans le territoire afin de comprendre leur insertion au paysage alimentaire bondynois, leur insertion, directe ou indirecte, dans le système alimentaire. Le deuxième objectif est de recueillir auprès des jardinier.es les pratiques culturelles mais aussi leurs motivations, afin de comprendre si les deux sont reliées. On pourra notamment tenter de vérifier s'il existe un lien entre implication au jardin et consommation de FL. Il s'agira aussi d'interroger différent.es acteur.ices afin d'avoir un aperçu de la

18 Je reprends ici les termes de l'auteur, les FL exotiques étant définis comme des produits importés, peu ou pas cultivés en France. Je discuterai plus tard l'utilisation de ce terme, notamment pour la construction de la grille d'entretien et du questionnaire.

19 Voir Barbe, Elodie. Diversité des pratiques et des savoirs culinaires des habitants de Bondy dans un contexte migratoire et de disparités socio-économiques, 2021.

vision de chacun.e et de déterminer comment ces différentes conceptions du jardin s’articulent. Le troisième objectif est de déterminer les freins rencontrés par les habitant.es à s’impliquer dans de telles structures. De manière pratique, on s’attachera à faire ressortir les potentialités du terrain d’étude, à la fois d’un point de vue géographique mais également du point de vue des attentes des Bondynois.es.

3.1.2. Hypothèses

A partir de la littérature, je poserai les hypothèses suivantes :

- Les jardins collectifs et partagés s’insèrent dans le paysage alimentaire bondynois de manière qualitative et symbolique. Ces derniers ne sont pas accessibles à tous.tes.
- Les objectifs des jardins diffèrent en fonction du type de jardins et ne sont pas les mêmes pour les responsables des jardins, collectivités, bailleurs sociaux et jardinier.es eux-mêmes.
- Les motivations des jardinier.es sont multiples, diffèrent selon des représentations de la ville, du jardin, de l’alimentation. Ces motivations influencent leurs pratiques culturelles.

On peut résumer ces deux dernières hypothèses avec le schéma suivant :

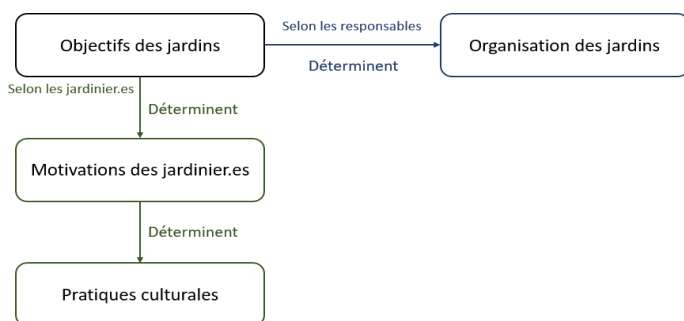


Figure 4 - Hypothèses b et c

3.2. La collecte de données

3.2.1. Ma position sur le terrain

Pour répondre à ces problématiques, j’ai effectué une étude de terrain, en interrogeant les différent.es acteur.ices cité.es. Cette étude s’inscrit dans un programme de recherche-action mené par le LAB3S intitulé « Alimentation dans les quartiers ». La recherche-action peut se définir comme une méthode de recherche dans laquelle « il y a une action délibérée de transformation de la réalité ; recherche ayant un double objectif : transformer la réalité et produire des connaissances concernant ces transformations » (Hugon & Seibel, 1998). Celle-ci porte un double objectif : le changement concret dans le système social et la production de connaissances sur ce dernier. S’il existe différents courants, certains posant le changement social comme premier objectif, la production de connaissances en découlant tandis que d’autres font advenir le changement social en fonction des connaissances produites (Allard-Poesi et Perret in Giordano, 2003), la recherche-action pose la question du positionnement du.de la chercheur.se par rapport à son terrain d’étude. De même, plusieurs positionnements sont possibles vis-à-vis de cette neutralité, interpellationnisme ou constructivisme (Brasseur, 2012), mais dans les deux cas, il s’agit de préciser la position du.de la chercheur.se par rapport à son terrain, dans une démarche « d’auto-réflexivité » (Fawcett et Hearn, 2004). En effet, les interventions sur le terrain étant part intégrante du protocole de recherche, il s’agit de préciser ma posture sur le terrain.

Tout d’abord, j’ai eu tout au long de l’étude une position extérieure au territoire. Je n’avais jamais travaillé, étudié ou habité dans l’Est Parisien, et en particulier à Bondy. Lors de mon enquête, je n’habitais pas à Bondy ni dans une ville limitrophe, ce qui vient renforcer mon rapport extérieur à la

ville. La question étant relative à l'alimentation, je n'ai pas été personnellement impactée par les réalités d'accès à l'alimentation. Ma position sera donc celle d'une découverte du terrain d'étude au cours des cinq mois de travail. Par ailleurs, le contexte de justice alimentaire impliquant de s'intéresser notamment aux questions ethno-raciales, j'étudierais la question en tant que personne blanche, donc en tant « qu'autre » (Fawcett et Hearn, 2002) sur ce point. Ma position sera différente sur les questions de genre puisqu'en tant que personne perçue et socialisée comme femme, ma manière de traiter les informations et les récits des personnes relativement au genre sera nécessairement impactée, que ce soit au moment des entretiens ou du traitement des données.

3.2.2. Les personnes à interroger

Pour répondre aux différentes questions, j'ai choisi d'interroger différentes personnes relatives aux jardins collectifs et partagés à Bondy, pour comprendre à la fois leur organisation et leur insertion dans le territoire de Bondy, d'un point de vue géographique mais aussi depuis du point de vue de la gouvernance : jardinier.es, animateur.ices, responsables de jardins lorsque ces deux dernier.es existent, mais aussi bailleurs sociaux et élu.es de la ville de Bondy. Afin d'identifier les freins, mais aussi pour avoir un meilleur aperçu de l'insertion des jardins collectifs et partagés dans la ville, il est aussi intéressant d'interroger des personnes qui ne jardinent pas, et qui ne prennent pas part à l'organisation des jardins, notamment des personnes prenant part à l'activité associative bondinoise, qui est, comme on l'a vu, plutôt dynamique. La figure suivante résume ainsi les différentes personnes à interroger :

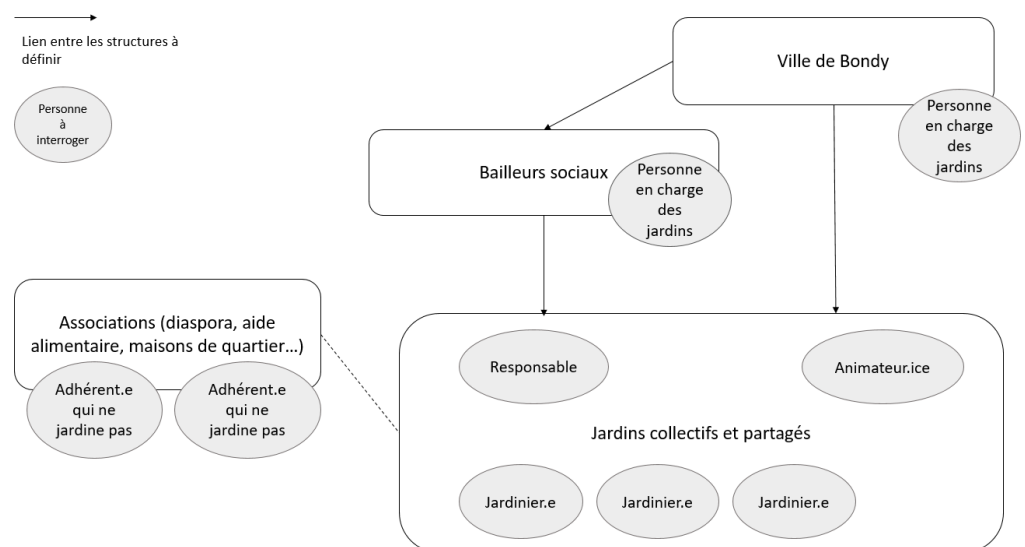


Figure 5 - Personnes à interroger lors de l'enquête

3.2.3. Interventions sur le terrain

Entretiens semi-directifs et grilles d'entretien

Afin d'enquêter auprès des différentes personnes citées, j'ai choisi de réaliser des **entretiens semi-directifs**. L'entretien semi-directif se situe entre l'entretien libre et l'entretien dirigé, c'est-à-dire qu'il permet d'obtenir des informations en suivant une grille de questions plus ou moins souple, dans l'ordre et la formulation de ces dernières, avec une inférence modérée, dans un temps raisonnable (De Ketele et Roegiers, 1996). Il s'agit d'une conversation, généralement entre deux personnes, d'un « moment privilégié d'écoute, d'empathie, de partage » (Azioun et Mehdi, 2018) et prend place dans le cadre d'une relation de confiance. En effet, cette confiance conditionne « la richesse, la densité, l'authenticité et la pertinence » des informations ainsi récoltées (ibid.). J'ai donc établi cinq grilles d'entretiens afin d'interroger les différents acteur.ices : les responsables de jardin, les jardinier.es, les bailleurs sociaux, les élu.es de la ville et les personnes qui ne jardinent pas (voir les annexe 4 à 7, je n'ai pas inclus la grille pour les personnes ne jardinant pas).

Pour les **jardinier.es** tout d'abord, l'entretien était structuré en deux grandes parties : en premier lieu les questions relatives au jardin fréquenté et aux pratiques culturelles ; puis les questions relatives à la consommation de FL. Dans la première partie, la question de l'organisation du jardin est abordée : sa gouvernance, notamment l'attribution des parcelles s'il y a des parcelles ou la répartition des tâches et les prises de décisions pour les jardins entièrement partagés, son histoire, les modalités d'adhésion, les membres du jardin et les dynamiques de groupe. Cette première sous-partie a pour objectif de déterminer la perception du jardin par les jardinier.es. Ensuite, les connaissances et les motivations sont questionnées : comment la personne a-t-elle appris ? Existe-t-il une forme de transmission au sein du jardin et laquelle ? Quelles sont les motivations des jardinier.es, ont-elles évolué et comment, pour quelles raisons ? Les pratiques culturelles sont également le sujet de plusieurs questions, quelles sont-elles concrètement, quelles sont les inspirations ? La production de FL par les jardinier.es pourra en particulier être quantifiée en utilisant la grille d'évaluation développée par Jeanne Pourias (Pourias, 2014). Enfin, le devenir des produits sera interrogé afin de comprendre l'apport, au-delà du quantitatif, des FL cultivés au jardin dans l'alimentation de la personne ou du foyer. La seconde partie est commune à la grille d'entretien destinée aux personnes ne jardinant pas dans les jardins collectifs et partagés de la ville (la catégorie « **non-jardinier.es** », bien que certaines personnes interrogées jardinent chez elles) et s'articule autour des habitudes de consommation et d'achats de FL des personnes interrogées : quantification de la consommation de FL, lieux d'achats, satisfaction. J'ai aussi interrogé les personnes sur la définition de la qualité des FL, afin de déterminer ce qui est important pour les habitant.es, et quel système de valeurs sous-tend leurs choix. Cette partie de la grille reprend notamment les questions posées par Léo l'année dernière et vient compléter les données déjà récoltées à ce sujet, mais permet surtout de comparer les habitudes des personnes jardinant et de celles ne jardinant pas. Pour les jardinier.es comme pour les non-jardinier.es, j'ai également récolté les informations permettant de constituer un profil sociologique : âge, genre, lieu de naissance, profession, revenu, composition du foyer. Enfin, je questionnais l'impact de la crise sanitaire sur leurs envies ou motivations à s'impliquer dans un jardin partagé, et sur l'approvisionnement et la consommation de FL.

Les questions posées aux **responsables de jardins** étaient très similaires aux questions posées aux jardinier.es, puisqu'il s'agissait de parler de l'histoire du jardin, de la gouvernance, des membres du jardin, des objectifs du jardin ainsi que des pratiques culturelles (et les valeurs et représentations associées), du devenir des produits. Les entretiens avec les responsables (officiels ou officieux) ont plusieurs objectifs : d'une part, s'ils sont réalisés en premier, d'avoir une première idée générale du jardin, les responsables étant théoriquement plus impliqués au sein de la structure, ils.elles sont susceptibles d'apporter des réponses détaillées, mais aussi de m'introduire auprès d'autres jardinier.es. D'autre part, il m'intéressera de comparer leur point de vue, par exemple sur les objectifs du jardin avec celui des jardinier.es. De même, j'inclusais des questions sur la crise sanitaire afin d'évaluer l'impact de celle-ci sur le dynamisme des jardins, sur son organisation et ses objectifs. Il est à noter que pour les jardinier.es, comme pour les responsables de jardin (qui peuvent également être jardinier.es elles.eux-mêmes), j'ai essayé le plus possible de réaliser les entretiens au sein-même des jardins. Le support physique du jardin est en effet une base intéressante de discussion et permet pour moi comme pour les personnes enquêtées de rendre la conversation plus concrète.

Les entretiens avec les **bailleurs sociaux** permettent de comprendre comment les jardins de pied d'immeuble s'insèrent dans les actions de ces derniers, de manière concrète : comment ces derniers sont financés, qui s'occupe de l'animation, mais également d'un point de vue des objectifs poursuivis par de tels projets. On a également vu que le plan de relance incluait une partie spécifique aux bailleurs sociaux, je vais donc chercher à comprendre s'il existe ou non un effet d'aubaine dans la mise en place de tels jardins. Les bailleurs sociaux peuvent également *a priori* être de bons interlocuteurs afin de d'estimer si la demande de jardins est effectivement de plus en plus forte, qui elle concerne et si la crise sanitaire a eu un impact sur cette demande.

Enfin, les entretiens avec les **élu.es** sont destinés à comprendre la place de l'agriculture urbaine, et plus particulièrement des jardins collectifs et partagés dans les politiques de la ville, la vision de ces sujets, ainsi que des éventuelles motivations à soutenir les initiatives et jardins en fonctionnement.

Quelles entrées sur le terrain ?

On a vu que la phase de prise de contact était essentielle pour établir une relation de confiance avec les enquêté.es, particulièrement avec les jardinier.es et personnes qui ne jardinent pas, puisque l'entretien implique le partage d'informations mais aussi de valeurs et représentations personnelles. Cette prise de contact a pu s'effectuer grâce aux différents acteur.ices du réseau dans lequel s'inscrit le LAB3S : associations, maisons de quartier, bailleurs sociaux, ville de Bondy. J'ai essayé au cours des cinq mois de terrains de combiner différentes entrées sur le terrain. D'une part, je suis entrée en relation avec les bailleurs sociaux I3F, ICF et Seine-Saint-Denis Habitat via les contacts du LAB3S et ai pu obtenir des entretiens avec les personnes en charge notamment des jardins dans les quartiers de Bondy. La prise de contact avec les élu.es de Bondy a été pour sa part plus difficile puisque je n'ai pu obtenir d'entretien qu'avec deux élu.es, qui n'étaient pas directement en lien avec les mises en place de politiques relatives aux jardins.

Du côté de la prise de contact avec les habitant.es, jardinier.es ou non, l'accès au terrain s'est fait selon plusieurs modalités : visites de jardins, participation aux activités des jardins, organisation d'ateliers au jardin, avec des associations, prise de contact avec les personnes interrogées par Léo Truglia l'année passée. Ces différentes méthodes présentent chacune des avantages et inconvénients, qui sont résumés dans le tableau suivant :

Méthode	Cible(s)	Avantages	Inconvénients
Visites des jardins	Jardinier.es, responsables de jardins	Directement au jardin, support de discussion Rencontres « au hasard » Si c'est le.la responsable du jardin qui m'introduit, la confiance peut s'établir facilement avec les jardinier.es	Aléatoire : je ne peux pas savoir à l'avance s'il y aura du monde au jardin Intrusif, particulièrement si je suis seule et pour les jardins de pied d'immeuble, qui se situent à l'intérieur des résidences
Participations aux activités de jardinage	Jardinier.es au jardin du LAB3S	Relation de confiance Directement au jardin Bonnes conditions matérielles pour l'entretien	Ne concerne que le jardin LAB3S La relation à l'enquêté.e est impactée du fait que je travaille au LAB3S
Participations aux activités des associations (ex : le Café de Rue organisé par le Rocher)	Habitant.es : jardinier.es et non jardinier.es (dans les faits, une majorité de non-jardinier.es)	Relation de confiance du fait que je suis déjà en contact avec l'association Le café de rue permettait de toucher des publics que je n'avais pas l'occasion de rencontrer autrement	
Micro-trottoir	Habitant.es : jardinier.es et non jardinier.es (dans les faits, une majorité de non-jardinier.es)	Rencontre de personnes « au hasard », sans ciblage	Réticences de la part des personnes interrogé.es Informations de faible qualité, très superficiel
Organisation d'ateliers ou d'animations	Habitant.es : jardinier.es et non jardinier.es (dans les faits, une majorité de non-jardinier.es)	Relation de confiance Mise en lien de différentes associations sur le territoire	Chronophage Difficultés à toucher du public dans la journée en semaine Biais d'échantillonnage puisque les animations organisées étaient en lien avec l'alimentation ou le jardinage Difficultés à établir une discussion en parallèle de l'animation de l'atelier
Contact des personnes déjà interrogées par Léo Truglia	Jardinier.es et non jardinier.es	Relation de confiance déjà établie par Léo Truglia A permis une restitution des résultats de l'étude de l'année précédente Le suivi permet d'approfondir certaines questions	Très intrusif car j'avais déjà accès aux informations personnelles des personnes via l'étude de Léo Biais d'enquête puisque j'étais confrontée au regard de Léo avant d'interroger les personnes

Tableau 1 - Entrées sur le terrain pour rencontrer des habitant.es

Il s'est avéré que l'entrée sur le terrain par la visite des jardins fut une des plus simples à mettre en place, le jardin fournissant un cadre et support intéressant. Dans les jardins de pied d'immeuble, notamment le jardin I3F Blanqui, elle fut particulièrement intéressante puisque j'ai pu rencontrer des personnes à chacune de mes visites. La méfiance n'a pas été un obstacle trop important et j'ai pu mener des entretiens complets malgré la position pas forcément confortable « d'étrangère » au jardin. Il est intéressant de noter que les parcelles I3F se situent en retrait, sont visibles depuis la rue mais se situent derrière le bâtiment, en retrait de la cour principale de la résidence. Celui-ci est donc soustrait aux regards des habitant.es, même si les passant.es peuvent voir le jardin. Cette dimension de « protection » du jardin, mise en lien avec les représentations du « jardin hors de la ville, jardin paisible » (Mestdagh, 2015) dont on a vu l'importance dans la partie 2, a peut-être participé au fait que les personnes interrogées se sentaient à l'aise dans cet espace, et de fait pour me présenter le jardin. Par ailleurs, la dimension de fierté à cultiver, et donc à présenter ses propres FL et éventuelles plantes ornementales a participé au fait que les enquêté.es soient plus à même d'accepter une discussion avec moi à ce propos.

Adaptation au contexte local et à la crise sanitaire

Ces différentes méthodes ont été adaptées au fur et à mesure de l'étude. C'est le cas notamment du micro trottoir, que nous avons réalisé quelques fois avec Elodie, avant de se concentrer sur d'autres

actions. Conçu pour permettre de toucher un vaste spectre de personnes, se rapprochant de la méthode de déambulation, ce micro-trottoir était en réalité difficile à mettre en œuvre du fait de la durée de l'étude. Les réticences des habitant.es à répondre aux questions (et encore plus à être enregistré.es) ont en effet été un gros frein à la collecte de données, et il était difficile de prendre les contacts des personnes rencontrées. Nous n'avons donc pas poursuivi cette méthode d'investigation. De manière générale, la prise de contact hors des jardins n'était pas évidente. La crise sanitaire et le troisième confinement ont eu des répercussions notamment sur l'organisation d'ateliers, puisque bien souvent, les associations et maisons de quartier n'avaient pas les moyens d'accueillir du public selon les normes sanitaires. Cela a retardé la prise de contact notamment avec les personnes qui ne jardinent pas. J'ai aussi pu constater qu'il était rarement possible d'obtenir une deuxième entrevue avec la personne, notamment à la suite d'activités, que souvent les personnes n'étaient pas joignables. C'est la raison pour laquelle j'ai choisi de modifier ma méthode de récolte de données en optant pour un questionnaire. Ce questionnaire était un compromis entre qualité de l'information recueillie et facilité à interroger les personnes. Il s'est révélé être un support intéressant pour aborder les personnes et a permis de combiner l'animation d'ateliers et recueil d'informations : les personnes pouvaient le remplir en semi-autonomie, et il était bien plus rapide à remplir qu'un entretien approfondi. Pour réaliser le questionnaire (voir annexe 8), j'ai repris les éléments de la grille d'entretien destinée aux personnes qui ne jardinent pas. La qualité de l'information est évidemment plus faible que lors d'entretiens, puisqu'il s'agit pour la majorité du questionnaire de questions à choix multiples. J'ai cependant tenu à garder un format long de questionnaire (il fallait entre 10 et 30 minutes pour le remplir, voire plus si le questionnaire devenait la base d'une discussion plus ouverte), et à remplir le plus possible le questionnaire avec les personnes afin de comprendre d'éventuelles nuances exprimées ou d'observer certaines réactions aux questions posées. Le fait de remplir le questionnaire avec les personnes permettait aussi d'exposer plus finement certains enjeux et de rendre l'étude plus concrète, afin d'instaurer une relation avec l'enquêté.e.

Sur le terrain, j'ai également été confrontée à la barrière de la langue. Pour beaucoup de personnes issues de l'immigration, le français n'est pas la langue maternelle, et si pour la plupart des personnes enquêtée.es, cela n'a pas posé de problème de compréhension ni d'expression (ce n'est arrivé qu'une fois), il faut garder à l'esprit que, comme le soulignent Salah Azioun et Derguin Said Mehdi, un entretien se fait préférentiellement dans la langue maternelle de l'enquêté.e (Azioun et Mehdi, 2018), l'authenticité des informations pouvant être impactée par le fait de s'exprimer dans une langue qui n'est pas la langue d'origine. J'ai pu avoir un aperçu de cet effet de la langue sur la conduite de l'entretien lorsque des personnes évoquaient des souvenirs se déroulant dans leur pays d'origine, ou des savoirs appris dans leur langue d'origine (savoirs techniques notamment, sur les pratiques culturelles ou liés à la préparation de certains plats) qu'il était difficile de traduire ou d'expliquer en français. Nous verrons à ce propos que la langue a une influence sur la manière dont les savoirs sont perçus et vécus par les personnes.

Enfin, le contexte politique a rendu la prise de contact avec la mairie de Bondy difficile. En effet, le scrutin des élections municipales 2020 ayant été annulé par l'opposition, puis la mairie en poste ayant fait appel pour annuler cette décision, la période de terrain était peu propice à l'obtention d'entretiens avec les élu.es, puisque la situation était instable. Je me suis donc limitée à la rencontre avec deux personnes de la mairie, bien que ce ne soit pas les personnes les plus à même de répondre aux questions relatives aux enjeux d'agriculture urbaine à Bondy.

4. Résultats et analyse

Je présenterai dans cette partie les résultats de l'enquête menée auprès des différent.es acteur.ices présenté.es ci-dessus.

4.1. Description des résultats

4.1.1. Les personnes interrogées

Elues et bailleurs sociaux

Interroger les élu.es de la ville s'est révélé plus difficile que prévu. Les deux personnes interrogées sont donc des élu.es à l'action sociale et aux relations internationales. Ces dernières ont été interrogées d'abord au titre d'adhérente et présidente du jardin pour tous.

D'un point de vue des bailleurs sociaux, trois des huit bailleurs sociaux présents sur la ville ont été interrogés : il s'agit de **Seine Saint Denis Habitat**, **I3F Habitat** et **ICF Habitat**. A chaque fois, j'ai pu interroger une personne en charge de la cohésion sociale ou du développement social dans les quartiers de Bondy concernés. Ces trois bailleurs ont tous des liens aux jardins collectifs et partagés. Pour Seine Saint Denis Habitat, il s'agit d'un projet de jardin en pied d'immeuble dans le quartier de la Noue Caillet, en partenariat avec une association locale : Rayons de Soleil. I3F a aménagé pour sa part deux jardins de pied d'immeuble qui seront présentés dans la partie 4.1.2. Enfin, ICF Habitat a participé à la mise en place du jardin pour tous, et s'implique dans un projet lié à l'alimentation à la Sablière. Ce projet est porté par Brigitte, fondatrice de l'épideBri, épicerie ambulante qui vend des produits bio, locaux, en vrac. Dans le quartier de la Sablière, le projet consistait à proposer à une dizaine d'habitant.es 10€ pour faire des courses à l'épideBri en supplément de 10€ qu'ils.elles paieraient elles.eux-mêmes.

Habitant.es

Au cours de ces cinq mois de terrain, 35 habitant.es de Bondy ont été interrogé.es au titre de « jardinier.es » ou « non jardinier.es », 14 personnes jardinant dans les JCP de la ville, et 21 n'y

jardinant pas. Je n'ai pas mené de double entretiens avec les responsables de jardin ou d'association, qui n'ont été interrogé qu'à ce titre. Les principales caractéristiques des personnes interrogées sont résumées dans les tableaux disponibles en annexes 9 et 10. Par souci éthique, tous les prénoms ont été modifiés. Le tableau ci-contre récapitule les principales informations sur les deux catégories. A noter que la précision des données collectées n'est pas la même pour les personnes qui fréquentent le JCP et celles qui ne les fréquentent pas, puisque les premières ont participé à des entretiens tandis que les secondes ont répondu à un questionnaire.

Tableau 2 - Récapitulatif des principales caractéristiques sociologiques des personnes interrogé.es

Caractéristiques		Jardinier.es	Non-jardinier.es
Âge	Etendue	32 - 71 ans	19 - 75 ans
	Âge moyen	Classe médiane : 60 - 69 ans	48 ans
Genre		6 H et 8 F	5 H et 16 F
Catégories socio-professionnelles	Retraité.es	29%	24%
	Sans activité professionnelle	29%	24%
	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	21%	0
	Professions intermédiaires	7%	24%
	Employé.es	0	5%
	Ouvrier.es	0	5%
	Cadres et professions intellectuelles supérieures	0	14%
	Non renseigné	14%	5%
Expérience migratoire	Première génération	36%	38%
	Deuxième génération	14%	10%
Accès à un jardin		21%	29%

Selon les chiffres de l'Insee, le taux d'activité des 15 à 64 ans à Bondy en 2017 était de 71,3%, au sein duquel 24,6% des individus sont « sans activité professionnelle ». Si nous nous intéressons à la répartition des catégories socio-professionnelle, nous avons 21,8% d'« employés », 17,1% de « retraités », 14,8% d'« ouvriers » et 12,2% pour les « professions intermédiaires ». Les catégories socio-professionnelles les moins représentées sont les « cadres et professions intellectuelles

supérieures » et les « artisans commerçants ou chef d'entreprise » représentant respectivement 6,3% et 3,2% du taux d'activité. Au sein de notre échantillon, la répartition est un peu différente puisqu'il y a une surreprésentation des personnes retraitées et d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise, et une sous-représentation d'ouvrier.es et employé.es. D'un point de vue de l'âge, on peut constater que l'échantillon est assez âgé, surtout pour une ville jeune comme Bondy. La proportion de personnes issues de l'immigration est plutôt cohérente avec les chiffres cités en partie 1.2.3.

Associations

J'ai également pu compléter ma collecte de données en interrogeant quelques associations du territoire. J'ai pu mener un entretien avec les responsables de l'association **Rayons de Soleil**, précédemment citée, à l'origine du projet de jardin en pied d'immeuble dans la résidence Léon Blum, qui par ailleurs organise des activités d'aide aux familles, comme le soutien scolaire ou l'organisation de vacances. J'ai également travaillé avec **le Rocher**, association de solidarité située dans le quartier de la Noue Caillet, afin d'établir un partenariat régulier avec le LAB3S et notamment le jardin en animant un atelier sur la thématique de l'alimentation et une visite du jardin. Si je n'ai pas pu mener d'entretien à proprement parler avec les personnes de l'association, les échanges informels avec ces derniers ont également eu de l'importance dans mon travail. Deux maisons de quartier, la **maison de quartier Balavoine** située à la Noue Caillet et la **maison de quartier Sohane**, située à la Sablière m'ont permis de rencontrer des habitant.es de la ville grâce à l'organisation d'ateliers ou de visite du jardin. Si je n'ai pas eu beaucoup d'échanges avec les responsables de la première, j'ai pu mener un court entretien avec une responsable de la maison de quartier Sohane qui m'a apporté des informations complémentaires et un autre regard sur le fonctionnement du jardin pour tous, et sur la problématique de l'alimentation à Bondy.

4.1.2. Les jardins collectifs et partagés de Bondy

J'ai recensé huit jardins collectifs et partagés et une ferme pédagogique à Bondy. J'ai pu mener enquête dans sept de ces structures. Leurs principales caractéristiques sont résumées dans le tableau suivant :

Nom du jardin	Jardin pédagogique de la Noue Caillet	Jardin pour tous	Jardin de l'ex-gendarmerie	Jardin I3F	Jardin I3F	Jardins ouvriers	Jardins SNCF	?	Ferme Caillard
Quartier	la Noue Caillet	la Sablière	Centre-ville	Terre Saint-Blaise	Blanqui	la Sablière		la Noue Caillet	le Mainguy
Surface	700 m ²	1 040 m ²	40 m ²	120 m ²	120 m ²	?	?	environ 50 m ²	1 430 m ² au total, 500 m ² de surface cultivée ou d'élevage
Date de création	2019	2016	2016	2018	Juin 2020	?	?	?	2018
Modèle	Pédagogique, parcelle collective	Partagé	Partagé	Pied d'immeuble, parcelles individuelles	Pied d'immeuble, parcelles individuelles	Parcelles privées	Parcelles réservées aux agent.es SNCF	Bacs en pied d'immeuble	Pédagogique
Nombre de jardinier.es	une dizaine	2 au quotidien, 5 en tout	4 ou 5	une douzaine	une douzaine	5 ou 6 parcelles	?	?	1
Nombre de jardinier.es interrogé.es	4	3	2 et une ancienne	2	4	0	0	0	1

Tableau 3- Récapitulatif des jardins recensés de Bondy

Les jardins sont présentés plus longuement dans les fiches de présentation en annexe 3. On peut constater de manière générale que les jardins sont très récents à Bondy, puisque les premiers ont été créés en 2016. On note aussi l'absence de jardins familiaux. De plus, qu'il s'agisse de jardins partagés ou de pied d'immeuble, ces derniers sont concentrés dans les QPV de la ville : la Sablière, Terre Saint-Blaise, la Noue Caillet ou encore Blanqui. Seul le jardin de l'ex-gendarmerie et la Ferme Caillard se situent au centre-ville. Nous verrons par la suite que cette disposition est corrélée à une certaine vision de l'agriculture urbaine et aux objectifs des porteurs de projets de ces jardins. Les acteur.ices impliqué.es dans la mise en place et la gestion de ces jardins sont pour la plupart des associations locales, comme le jardin pour tous ou le SEL pour l'ex-gendarmerie. La mairie est impliquée dans la mise en place et la gestion de quelques jardins. Si elle gère entièrement la ferme Caillard, elle est par ailleurs relativement peu investie : les jardins en pied d'immeuble n'ont aucun lien direct à la mairie, elle a aidé à la mise en place du jardin l'ex-gendarmerie et du jardin pour tous mais n'est que peu impliquée dans leur gestion sur le plan institutionnel. Le jardin de l'ex-gendarmerie est en effet dépendante du SEL plus que de la mairie. Le jardin pour tous quant à lui est d'un point de vue des personnes investies, très lié à la mairie puisque la présidente de l'association est également élue ; mais indépendant notamment du point de vue du modèle économique puisque la mairie n'accorde que des subventions pour les investissements et les frais de fonctionnement sont pris en charge directement par l'association. Dans ce paysage, le jardin pédagogique de la Noue Caillet est à part puisqu'il est géré par le LAB3S. Le jardin est en effet moins ancré dans la ville dans le sens où il sert à l'association plus comme support de pédagogie, et qu'il est animé et pensé par des personnes extérieures à Bondy.

On peut également noter que ces jardins touchent un très petit nombre de personnes à Bondy, on parle ici d'une cinquantaine de jardinier.es à Bondy. En termes de surfaces, ces dernières sont très inégales, puisqu'on a de très petits jardins comme les jardins I3F, où chaque parcelle mesure 2 m sur 3,5 m ou le jardin de l'ex-gendarmerie, mais aussi des jardins partagés plus conséquents comme le jardin pour tous ou le jardin pédagogique de la Noue Caillet, ce dernier ayant une surface de 700 m² pour le moment, mais pouvant s'étendre sur la superficie du parc de l'IRD. La surface moyenne des jardins collectifs en Seine Saint Denis est de 4 526 m² (de Biasi, 2018) ; en comparaison les jardins bondynois.es sont très petits, cependant ce chiffre inclut les jardins familiaux et d'insertion qu'on ne retrouve pas à Bondy.

Les jardins SNCF et les bacs en pied d'immeuble n'ont pas pu du tout être enquêtés, ils n'apparaîtront donc pas dans la suite du travail. Quant aux jardins ouvriers, je n'ai pas pu rencontrer de jardinier.es, il en sera seulement fait mention dans la partie sur les pratiques culturelles puisque j'ai pu les observer depuis l'extérieur.

4.2. Les pratiques culturelles des jardinier.es

Dans cette partie, nous décrirons les pratiques culturelles observées dans les différents jardins et nous verrons que ces dernières sont déterminées par une combinaison de facteurs : les contraintes physiques, les représentations liées aux jardins et à la nature en ville, mais également les fonctions remplies par les jardins selon les jardinier.es. En partant de ce qui est observable : les pratiques culturelles, j'essaierai de mettre en évidence les différents liens entre représentations, fonctions accordées au jardin et savoirs. Je verrai ensuite en quoi ces JCP s'inscrivent dans le territoire, et plus spécifiquement dans le paysage alimentaire bondynois.

4.2.1. Des pratiques culturelles soumises à certaines contraintes physiques

On a vu que les jardins collectifs et partagés de Bondy avaient des tailles très faibles. C'est notamment le cas des parcelles en pied d'immeuble. Lors de l'entretien avec le bailleur social I3F, différentes contraintes physiques ont été évoquées pour la mise en place des jardins, liées au sol, à l'eau et à la proximité des résidences. I3F a choisi d'installer des jardins avec des parcelles individuelles, par conséquent, les **surfaces sont très réduites** (2 m sur 3,5 m pour rappel). Tout comme au jardin de l'ex-gendarmerie, au sein duquel 5 jardinier.es se partagent 40 m², les jardinier.es doivent trouver des

solutions pour aménager au mieux l'espace. Au jardin de l'ex-gendarmerie, l'un des plus anciens jardiniers, qualifié de « jardinier à l'ancienne » a créé sous-divisions de la parcelle, qui ressemble aux potagers en carrés, et qui permet gérer aisément les rotations. En effet, malgré les faibles surfaces, tous les jardinier.es affirment effectuer des **rotations** sur les parcelles. On peut également constater la présence de ces délimitations au sein de deux parcelles du jardin I3F à Blanqui, où deux jardiniers ont aménagé leurs parcelles avec de tels carrés de cultures. J'ai pu interroger Jacques, l'un des deux, au moment où il construisait ces carrés. Ce dernier étant menuisier, on peut constater qu'il réinvestissait un savoir-faire professionnel au sein de sa parcelle de jardin. Il utilisait également des matériaux de récupération pour fabriquer ces pseudo-bacs. Si dans son cas, les rotations n'étaient pas son objectif principal, mais plutôt l'amélioration de la qualité du sol, on peut noter que cette fabrication se rapproche du modèle du potager ouvrier « propre », et prend tout son sens dans un contexte de pied d'immeuble où les parcelles sont alignées les unes à côté des autres. Le discours de Jacques sur le jardin était porté sur la comparaison des différentes parcelles, désignant certains jardiniers – comme celui duquel il s'est inspiré pour construire les bacs – de « très très bons jardiniers », de « pro » et montrant du doigt les parcelles ayant été moins entretenues. Cependant, bien que tous.tes effectuent des rotations, on peut se poser la question de la fertilité des sols à long terme, et de la pérennité de tels jardins. Si le jardin de l'ex-gendarmerie semble être plutôt organisé sur ce point, il est trop tôt pour apercevoir les conséquences sur les jardins I3F. Cette problématique est d'autant plus prégnante que le choix des espèces cultivées se porte souvent, comme nous le verrons, sur des légumes fruits et notamment les légumes ratatouille, particulièrement les tomates, très demandeuses d'azote. La question de la fertilisation et des rotations sont alors importantes à garder en tête. Du fait de la faible taille des parcelles, il est également interdit de cultiver des aromatiques en pleine terre dans ses jardins, car ces derniers peuvent devenir envahissants, comme la menthe par exemple. On constate que cette règle, quand elle est connue, n'est pas forcément appliquée. Certaines personnes s'adaptent effectivement en cultivant en pots, même si ces derniers restent généralement sur la parcelle, mais une partie l'ignore aussi. En effet, on verra que les aromatiques sont des espèces très appréciées, pour leur apport de fraîcheur et de qualité entre autres à l'alimentation.

Cette question est en lien avec celle de la **qualité des sols**. En contexte urbain, la pollution des sols peut être une véritable problématique et amener à une adaptation des pratiques culturales, comme par exemple la culture en bacs. En interrogeant les gérant.es des différents jardins, j'ai pu noter qu'il existe plusieurs cas. Pour le jardin de l'ex-gendarmerie, des analyses ont été effectuées et les sols ne sont pas pollués. En revanche, au jardin pour tous, aucune analyse n'a été effectuée – nous verrons dans la partie suivante que les représentations de l'agriculture, de la nature et de la ville des jardinier.es jouent un rôle majeur dans la conduite des jardins et les pratiques culturales. Dans le cas des jardins en pied d'immeuble, la question de la **pollution des sols** est résolue au moment de l'aménagement du jardin puisque dans un cas, le jardin est pensé sous forme de bacs ou bien, pour les jardins I3F, avec un apport de terre végétale au moment de la mise en place du jardin. Cependant, la qualité des sols est évoquée comme une contrainte par les jardinier.es, notamment du jardin I3F Blanqui, où tous.tes les jardinier.es que j'ai interrogé parlent de la nécessité d'ajouter du terreau la première année afin de rendre la terre plus fertile. Les installations de Jacques sont également une manière de s'adapter à cette contrainte, afin d'empêcher « *la mauvaise terre de remonter* », et de garder le bon terreau en surface. Vanessa, qui cultive sa parcelle depuis l'année dernière, évoque le même problème : la terre est peu fertile et les légumes n'ont pas poussé. Il est intéressant de noter que Sylvie, qui a une parcelle depuis 2018 dans le jardin I3F de Terre Saint-Blaise est au contraire satisfaite de la qualité de la terre, et n'utilise que peu de terreau en comparaison des jardinier.es à Blanqui : « *mais la terre est assez bonne, elle a été mise spécialement au départ* ». Finalement, c'est plus la question de la **fertilité** des sols qui pose problème que celle de la pollution. A ce sujet, on note que l'ensemble des jardinier.es utilise soit du terreau soit du compost pour fertiliser la terre, au moment de préparer la terre avant de planter. Seule une personne interrogée, Noah, a une méthode différente : le compostage de surface. Le choix d'utiliser terreau ou compost dépend de la disponibilité de compost au jardin. Si tous les jardins sont équipés d'un

composteur, tous les composts ne fonctionnent pas aussi bien. En pied d'immeuble notamment, la mise en place de ces derniers est très difficile puisque ces derniers sont accessibles à tous.tes les résident.es, qui ne sont pas forcément formé.es à de telles pratiques. La gestion du compost devient donc une tâche très lourde pour les jardinier.es, qui doivent trier le contenu du bac à compost si ces dernier.es veulent obtenir un compost utilisable. Si des référent.es jardin existent théoriquement dans les deux jardins I3F, ces dernier.es sont difficilement identifiables. A Terre Saint-Blaise, c'est Sylvie qui est référente du jardin, chargée de faire remonter les informations au bailleur social, et de gérer les problématiques collectives au sein du jardin, telles que les réparations ou l'équipement. Cependant, elle souligne les difficultés à réunir les personnes sur les différentes thématiques relatives au jardin, y compris celle du compost. En définitive, se dégage du discours un abandon face à l'entretien du compost : « *Oui bah vous savez je peux pas m'occuper de grand-chose je les vois pas les gens. En plus je suis pas sûre que ce soit forcément les gens. Parce que les composts ils sont pas à l'intérieur de l'enceinte des jardins, ils sont à l'extérieur. Parce qu'au départ c'était fait pour que les habitants de la cité pensent à aller mettre leurs légumes, enfin leurs épluchures et tout ça, dans les composts. Donc tout le monde y a accès. En fait, c'est pas respecté quoi.* ». Au jardin I3F Blanqui, bien que j'ai interrogé un plus grand nombre de personnes, je n'ai pas pu identifier de référent.e, et j'ai pu constater les mêmes problématiques liées à l'entretien du compost. C'est seulement lorsque le compost n'est pas en libre accès qu'il est possible pour les jardinier.es de l'utiliser : au jardin de l'ex-gendarmerie, au jardin pour tous, au jardin pédagogique de la Noue Caillet, à la ferme Caillard. On peut constater que c'est dans ces jardins que les personnes s'investissent le plus en termes de temps : Jean et Henri au jardin pour tous, Stéphane à l'ex-gendarmerie, et les animateurs au jardin de la Noue Caillet et à la ferme Caillard. Toutes ces personnes sont présentes quotidiennement au jardin, ce qui permet un contrôle et une gestion précise du compost.

Par ailleurs, le contexte, particulièrement du pied d'immeuble pose la contrainte de l'**ombre**. Evoquée par trois des quatre jardinier.es rencontrés à Blanqui, l'ombre est la principale contrainte, et combinée aux aléas climatiques comme la pluie de la fin de l'été 2020, ou de cet été, rend la culture de certaines espèces plus difficile. C'est notamment le cas des tomates qui « ont pourri sur place » l'année dernière et dont la récolte a été très mauvaise en 2020. Cette contrainte est à garder en tête puisqu'on a vu en inventoriant les espaces ouverts de Bondy qu'une grande partie de ces espaces se situent en pied d'immeuble, donc sont plus susceptibles d'être à l'ombre. Je n'ai pas pu noter d'adaptations particulières des pratiques culturelles par rapport à l'ombre, les choix des espèces cultivées notamment se faisant sur d'autres critères, comme nous le verrons par la suite. Seul Noah, au jardin Blanqui évoque son envie de cultiver de la pastèque qu'il ne peut pas réaliser car la parcelle ne reçoit pas assez de soleil.

D'après les dires des jardinier.es, les **ravageurs** ne posent pas de problème majeur : les seuls cités sont les gastéropodes, les oiseaux et les pucerons. Les jardins étant très récents, les produits phytosanitaires n'y ont jamais été utilisés. Pour tous, cela fait partie de la charte du jardin et n'a jamais posé problème, ces jardins s'inscrivant dans un projet écologique. Bien que la loi Labbé s'appliquant aux particuliers n'arrive qu'en 2019, ces jardins n'ont pas connu de changement majeur. La gestion de ces ravageurs n'est donc pas un enjeu, en particulier dans les jardins de petite taille, et dans les moins productifs. Nous verrons que cette gestion est en lien à la fois avec les objectifs des jardins, en particulier l'alimentation et la biodiversité ; mais aussi avec les représentations de ces jardins. Le jardin dans lequel ces ravageurs sont le plus présent est le jardin pour tous, et c'est le seul dans lequel des techniques de lutte existent, comme le bâchage des cultures de salade et la mise en place d'éléments visant à effrayer les oiseaux des arbres fruitiers. En comparaison, au jardin de l'ex-gendarmerie, seule un abri à limaces a été construit, afin d'éloigner les gastéropodes des cultures. Marguerite, une ancienne jardinière de ce jardin évoque également une invasion de pucerons il y a plusieurs années, qui a été résolue lorsque les jardinier.es ont remarqué que les pucerons étaient plus attirés par les fèves.

La production de plants est, pour sa part, conditionnée par l'équipement du jardin, et plus particulièrement la présence d'une serre, ce qui peut être relié à la taille du jardin. Bien que dans les plus petits jardins, des stratagèmes puissent être trouvés individuellement pour produire des plants, la

majorité des jardinier.es interrogé.es achètent leurs plants. Kenza du jardin de l'ex-gendarmerie ou Myriam du jardin I3F Blanqui produisent des plants chez elles avant de les amener au jardin pour les planter. La production de plants est cependant une véritable problématique, notamment pour les personnes jardinant en pied d'immeuble puisque leurs logements ne sont pas d'une taille suffisante pour de telles activités (Myriam par exemple produit des plants sur son balcon). Au cours des visites organisées au jardin de la Noue Caillet, de nombreuses personnes étaient intéressées pour récupérer voire acheter des plants produits sous la serre, d'aromatiques mais aussi de légumes.

4.2.2. Des pratiques culturelles déterminées par les savoirs et représentations liés aux jardins, à la ville et à la nature

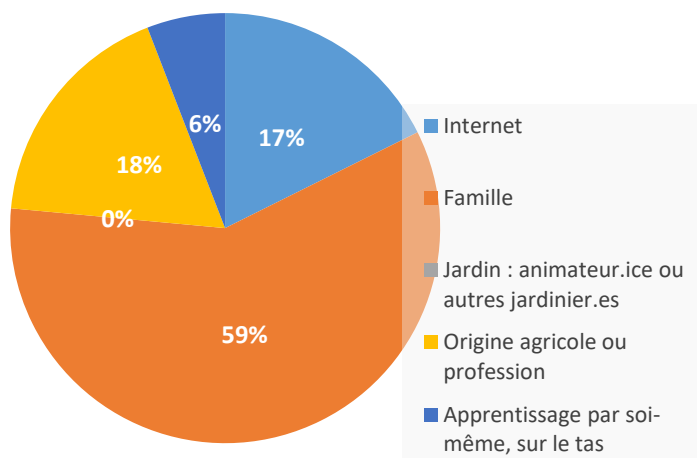
Si on a vu que les JCP bondynois étaient plutôt récents et éloignés de l'histoire des jardins familiaux décrite dans la partie 2, les jardinier.es héritent de certaines représentations et images des jardins urbains. On a vu avec l'exemple des cultures en carrés potagers, mis en place par un jardinier qualifié de « *jardinier à l'ancienne* » par les autres membres du jardin de l'ex-gendarmerie, que certaines pratiques évoquaient les jardins ouvriers, et le « potager propre » et rentraient en opposition avec des pratiques perçues comme plus modernes, qui s'inscrivent dans des courants écologistes, tels que la **permaculture**, voire le maraîchage sol vivant (MSV). C'est au jardin de l'ex-gendarmerie que cette opposition est la plus visible. Ce jardin est en effet très représentatif des jardins partagés associatifs, très inspirés par la permaculture. Ce jardin a été d'abord impulsé et, de manière officieuse animé par une ingénieure agronome dont les intérêts et les connaissances se portaient vers ces thématiques. Par la suite, l'arrivée de Stéphane n'a pas profondément bouleversé l'organisation et les objectifs de ce jardin puisque Stéphane porte à la fois les mêmes valeurs et objectifs écologiques et possède, du fait de son parcours personnel et professionnel des connaissances similaires. Au jardin, le travail du sol (TS) est donc minimal, ainsi que le désherbage qui se fait toujours à la main, les plantes arrachées étant ensuite utilisées comme paillage, et le sol est en permanence couvert. Marguerite, une ancienne jardinière évoque la création du jardin avec Florence et les oppositions avec des modèles plus « traditionnels », portés entre autre par un autre jardinier ainsi : « *elle avait des savoirs, elle aimait ça et c'était une opportunité pour elle au sel de pouvoir développer ses savoirs autour de l'agriculture, on voulait que ce soit le style permaculture, on voulait absolument pas retourner, faire le jardin traditionnel. On avait un jardinier qui était un peu traditionnel, mais lui il s'est complètement plié à ce qu'on lui a demandé, parce qu'il ne voyait que par Florence, il était épaté de voir son savoir, de voir ses désirs aussi, et l'idéal pour elle, c'était transmettre à ceux qui ne savaient pas et voir comment avec ce petit bout de jardin, on allait faire qqch d'intéressant, et chacun allait y trouver qqch d'intéressant, un peu de bien être, un savoir aussi et puis, des légumes à partager, tout autour de la botanique* ».

Contrastant avec les pratiques plus « traditionnelles » des « jardiniers à l'ancienne », l'opposition est également visible entre les jardins de la ville. On peut prendre en comparaison les deux jardins de la Sablière. Les jardins privés n'ont pas été enquêtés mais étant visibles de la rue, j'ai pu y remarquer la présence de sol à nu, de rangées ordonnées de légumes, bien désherbées. De même, au jardin pour tous, le sol est retourné à la bêche, à la fourche voire à l'aide du motoculteur avant de planter, et les rangs sont désherbés. La présidente a exprimé son désir d'incorporer des espaces de permaculture, où on ne désherberait pas ; cependant les deux jardiniers principaux, Jean et Henri se sont opposés à cette idée, l'idée étant que le jardin devait rester propre. Les deux jardins étant des jardins partagés, cette différence ne peut pas s'imputer au modèle de jardin mais plutôt aux savoir, savoir-faire et représentations des personnes présentes au jardin. On verra également que les fonctions données aux jardins ont une influence sur l'importance du TS et du désherbage. Au-delà de cette opposition, on remarque que les pratiques culturelles s'hybrident, comme au sein du jardin de l'ex-gendarmerie ou dans les jardins de pied d'immeuble. Les jardins I3F sont en effet des lieux d'échanges de conseils, de techniques. Si je n'ai pas pu réaliser un véritable suivi dans le temps, j'ai pu assister à l'une de ses discussions entre jardiniers. L'agencement du jardin, sous forme de petites parcelles adjacentes est peut-être l'un des facteurs favorisant cette hybridation, du fait qu'il favorise les comparaisons entre manières de conduire

les parcelles, entre techniques (et résultats). Cette hybridation des pratiques culturelles est donc le reflet de la transmission des connaissances qui a lieu au sein du jardin.

Au sein des jardins partagés, les pratiques culturelles sont donc en fort lien avec **les histoires, les représentations, les savoirs** portés par les jardinier.es, et tout particulièrement par les jardinier.es porteur.ses du jardin : Stéphane, Florence, Jean, Henri dont j'ai déjà parlé, ou Maxime à la ferme Caillard. Plusieurs jardinier.es ont en effet un **passé agricole ou horticole**, dans le cadre familial ou professionnel. C'est le cas de Stéphane, Florence, mais aussi de Marguerite – faisant du jardin de l'ex-gendarmerie un jardin où les savoirs professionnels sont particulièrement forts – Maxime, le responsable de la ferme Caillard, qui travaillait d'abord aux espaces verts de la ville avant de devenir gérant de cette ferme pédagogique. Du côté des personnes ne jardinant pas au sein des jardins collectifs et partagés, trois personnes ont également une origine agricole, ou bien travaillé au sein d'exploitations agricoles ou en tant que jardinier.es. Pour une partie des personnes, la distinction entre pratiques culturelles et passé agricole et horticole est nette, comme par exemple pour Jean : « *Hm non, les connaissances que j'avais c'était au pays là-bas, enfin, c'est vieux c'est vieux, c'était dans ma jeunesse. Attend il faut que ma mémoire revienne* », qui ne réinvestit pas directement ses connaissances dans le jardin. Pour Stéphane, c'est le fait de s'être intéressé au jardinage, et dans son cas à la permaculture qui lui a fait entamer une reconversion professionnelle vers le maraîchage bio. Il dit avoir appris une partie du jardinage au moment de « *l'explosion des tutos et de YouTube* ». Il raconte qu'au final, son expérience professionnelle en maraîchage ne lui a pas tant plu puisque certaines pratiques culturelles qu'il devait appliquer en tant qu'ouvrier agricole ne correspondaient pas à ses valeurs, il parle notamment des bâches plastiques utilisées pour éviter de désherber, fabriquées à partir de ressources pétrolières, non renouvelables, et incompatibles avec ses valeurs écologistes. D'un point de vue des savoirs, l'exemple de Stéphane illustre l'importance d'**internet** et des différentes plateformes d'un point de vue de la transmission des savoirs. Tout comme Elodie Barbe a pu le mettre en évidence pour les savoirs culinaires (Barbe, 2021), les connaissances liées au jardinage se transmettent et partagent sur internet, et c'est pour beaucoup des personnes interrogées une manière de débiter et de s'informer sur les pratiques culturelles à mettre en œuvre. Sur les 31 personnes interrogées ayant des connaissances en jardinage, 7 personnes déclarent s'informer sur internet, et pour 5 d'entre elles, c'est leur principale source d'information. Les différentes sources de connaissances sur le jardinage se répartissent de la manière suivante pour ces 31 personnes :

Origine des connaissances en jardinage pour les non-jardinier.es



Origine des connaissances en jardinage pour les jardinier.es

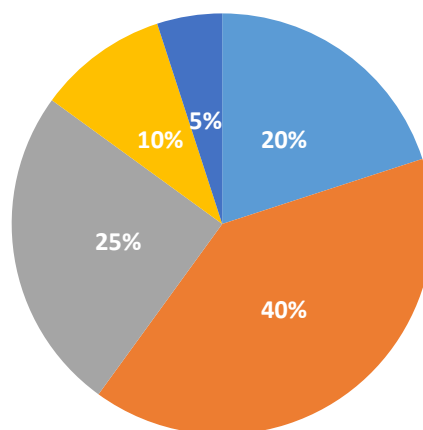


Figure 6 - Origine des connaissances en jardinage pour les 31 personnes ayant des connaissances

On constate ainsi que si internet prend une part importante dans la constitution de savoirs pour les habitant.es, qu'ils.elles jardinent dans des JCP ou non, la part de la **transmission familiale** est plus grande encore. Pour les personnes qui ne jardinent pas dans les JCP de Bondy, près de 60% ont appris avec leur famille. Cette transmission familiale est également souvent associée à l'endroit dans lesquelles les personnes ont grandi, cette transmission familiale est associée à l'enfance ou la jeunesse. Les souvenirs associés peuvent ainsi conditionner les pratiques culturelles des jardinier.es, c'est le cas de Kenza, née à Cologne, qui a grandi en Tunisie. De ses souvenirs et de cette triple identité (franco-germano-tunisienne) découlent certaines pratiques culturelles. Par exemple, à propos du choix des cultures, elle dit en entretien : « *Alors, ce que j'adore dans le jardin c'est les framboises. Parce que c'est des souvenirs d'enfance quand j'étais petite, on allait voir ma grand-mère allemande et elle avait des framboisiers, pour nous, petites tunisiennes, c'était waou, parce qu'il y en a pas en Tunisie, là où je suis, il faut trop d'eau pour les framboises, elles crameraient* ». Kenza évoque à ce sujet le changement entre les pratiques culturelles qu'elle a connu en Tunisie et celles qu'elles apprend et applique au jardin de l'ex-gendarmerie, toujours en se concentrant sur le TS et le désherbage : « *par exemple en Tunisie quand on veut préparer un terrain ou une planche pour j'en sais rien, du persil, et bien on va délimiter un carré ou un rectangle, on va bêcher, on va complètement retourner la terre, on prépare la terre en la retournant, et là pour ce que je fais au jardin, c'est sacrilège, on retourne pas la terre. C'est des choses comme ça, de vérifier, de pas arracher les mauvaises herbes mais de mettre les cartons pour les empêcher de pousser, de protéger le sol, des choses comme ça, toutes ces techniques là on les utilise pas en Tunisie, nous par exemple on enlevait toutes les mauvaises herbes, et après le sol il se dessèche beaucoup quand il fait chaud, nous les mois de chaleur ça commence à partir de la mi fin-Mai, alors on arrose à mort. Donc tout ça, le paillage, toutes ces choses-là, c'est des choses que j'ai apprises ici* ». Au sein de l'échantillon de personnes que j'ai interrogées, 8 sont dans le cas de Kenza, c'est-à-dire qu'elles ont appris à jardiner dans leur pays d'origine. Pour 5 d'entre elles, cet apprentissage s'est fait en famille, 2 ont appris seules et l'une a appris sur son lieu de travail. On peut ainsi constater que l'expérience migratoire a un effet sur les pratiques culturelles des personnes, ou du moins sur la vision du jardinage que ces personnes se font. S'il est rare que la pratique du jardinage soit continue tout au long de la vie des personnes – c'est le cas de Solène et de Kenza, qui explique que : « *J'ai grandi en Tunisie, j'ai grandi à la campagne, donc j'ai grandi... la maison de mes parents elle est au milieu de deux hectares de vignes, on a toujours eu un potager, on a toujours eu un jardin d'agrément, un jardin avec des fleurs, etc etc. Donc mettre les mains dans la terre, c'est qqch qui quand même est important pour moi. [...] J'ai toujours trouvé le moyen d'y retourner* », notamment en jardinant chez ses proches – le jardin est également associé à l'avenir, et, pour des personnes ayant connu une expérience migratoire ou même issues de la deuxième génération, au retour au pays. C'est le cas de Kenza qui aspire à retourner en Tunisie et y cultiver en adaptant toutes les connaissances qu'elle a acquis au jardin mais également de Jean, qui possède un terrain en Guadeloupe, mais aussi de Jacques, dont les parents sont originaires des Antilles. Pour Jacques, la dimension de retour au pays s'accompagne d'une certaine vision du monde, dont il a déjà été question, qui oppose ville et campagne. Dans le cas de Jacques, c'est la perception de la qualité du sol qui est en jeu, puisque celui-ci constitue une réserve de « bonnes graines », c'est-à-dire des semences paysanne bio de type kokopelli pour le futur : « *Je me fais un stock de graines et je me dis le jour où je vais aux Antilles, ça sera mieux, même les graines elles me le redonneront mieux* », car ici la terre est trop mauvaise pour lui. Si on a vu que la question de la fertilité du sol se posait pour plusieurs jardinier.es au jardin I3F Blanqui, Jacques accorde une importance toute particulière à la qualité du sol puisqu'elle est pour lui reliée à plusieurs croyances, issues de ce qu'il nomme « ses recherches d'études ancestrales et d'alchimie ». Pour lui, le sol urbain est pollué, la terre ne peut être de bonne qualité qu'à la campagne : « *il faut aller en province, je pense qu'il y a qu'en province qu'on peut estimer avoir une petite terre un peu potable* », ou même à l'étranger : « *La qualité pour moi dans les grandes lignes c'est l'Afrique* ». La notion de qualité de la terre est associée à l'ailleurs, la province, la campagne, loin des pollutions, notamment de l'air. Les pratiques de jardinage s'inscrivent donc dans un temps long, entre l'enfance et la famille pour les personnes qui ont pu apprendre dans ce contexte, et un futur imaginé, loin de la ville lui aussi. Le jardinage urbain est donc

une étape au cours de la vie. Dès lors, il importe peu que le jardinage se fasse en groupe ou seul, c'est d'ailleurs ce que l'on remarque pour Jacques, Jean et Kenza, qui n'importent pas d'importance au fait que le jardinage soit collectif ou non ; on verra à ce sujet que l'idée de faire un projet en collectif n'est pas toujours le cœur des motivations des jardinier.es ou des personnes intéressées par le jardinage dans la partie 4.3.1, surtout lorsqu'il s'agit de penser et d'imaginer un futur. D'un point de vue des pratiques culturelles à proprement parler, on peut observer, notamment pour ces trois personnes que celles-ci sont influencées à la fois par **l'histoire et les projets**, sur le choix des cultures, sur la manière de travailler le sol et sur le choix des variétés cultivées. Dans le cas de Jacques, il parle lui-même de « se préparer », et « se tester », pour des projets personnels futurs (notamment d'autosuffisance, dans son cas). Si le passé à la campagne ou au pays parfois vu de manière très positive, il est également intéressant de souligner le fait que ces représentations peuvent être variées. Dans le cas de Myriam, qui a grandi dans le Nord de la France, après avoir quitté le Maroc avec ses parents, et dont les parents avaient un grand jardin potager, « de la taille de la résidence », les souvenirs de jardinage sont plutôt associés à une activité pénible, notamment du point de vue du rapport à la terre et aux insectes s'y trouvant. Elle explique ainsi ses réticences à s'occuper d'une parcelle de jardin : *« Au début, c'est vrai au début, je me dis, je la prends, je la prends pas, j'étais pas trop... je sais pas, vous voyez au début j'étais pas trop... Parce que j'ai eu une mauvaise... vous voyez quand j'étais jeune jardiner je l'ai tellement fait à contre cœur, que de faire du jardin, ça m'a un peu refroidie. Parce que c'est vrai, avec mon père, c'était chacun à son tour il doit aller faire quelque chose dans le jardin, même si on est nombreux, et puis y a des petites bêtes y a tout ça, j'ai horreur de ça, ça m'a un peu traumatisé. Mais là, non ça va, ça me fait plus... ça me fait plus, je sais pas, j'essaie d'oublier mon stress des petites bêtes. »*. Les expériences sont donc variées, et il peut arriver que le passé à la campagne ne soit pas perçu de manière presque idéalisée, mais plutôt de manière négative, et que le « retour à la terre » via le jardin, en particulier au jardin I3F, où les parcelles sont particulièrement petites, soit une manière d'apaiser un rapport à la « nature », ici au sol.

Il est néanmoins important de soulever le fait que tous les savoirs associés au jardin, dans le cas des personnes ayant connu une expérience migratoire ont été acquis dans une langue différente du français. On a vu l'importance de mener les entretiens dans la langue maternelle des personnes interrogées en partie 3.2.3, ce qui n'a pas été le cas au cours de cette enquête. Pour poursuivre avec l'exemple de Myriam, bien qu'elle ne se considère pas comme une bonne jardinière : *« je veux dire moi et le jardin ça fait deux, mais ça va, petit à petit, je me dis faut que je fasse ci, faut que je fasse ça, mais je suis pas encore vraiment... vous voyez... »*, elle a des pratiques culturelles complexes. Par exemple, elle réalise l'intégralité de ses plants, elle a également plusieurs méthodes de fertilisation dont l'une consistant à enterrer cheveux, ongles et épluchures dans la terre au moment où le sol est retourné. Si on a pu constater que le compostage de surface était réalisé dans le même jardin, cette méthode est différente et inclut des cheveux et des ongles²⁰, bien moins souvent utilisés dans les méthodes de fertilisation amatrices. Cette incohérence entre le discours dévalorisant et les pratiques culturelles observée est peut-être à mettre en lien avec le fait que ces savoirs sont difficiles à dire au cours de l'entretien, et donc de manière plus générale au jardin. Lorsque je demande à Myriam comment elle prépare la terre avant de planter, celle-ci me répond : *« Bah déjà je retourne un peu la terre, je sais pas les termes des, vous savez, je peux vous le dire en arabe, je peux vous le dire en berbère mais pas en français, vous voyez, le terme, pour tourner la terre, après casser tout qu'est-ce qui... »*. L'effet de la langue a également pu être observée lors d'organisation d'ateliers au jardin, notamment lors d'une visite au cours de laquelle les participantes ne connaissaient pas les noms de certaines herbes aromatiques en français, mais connaissaient leurs effets thérapeutiques. Il est intéressant de noter que, dans le cas de cette visite, c'est le fait d'être réunies entre personnes qui parlent arabe qui a permis aux participantes d'exprimer leurs connaissances, et ainsi, de les faire exister. De manière plus générale, les savoirs

20 On peut noter que l'enterrement des cheveux et des ongles est également une tradition musulmane. Cependant, je n'ai pas du tout abordé les questions religieuses au cours de l'entretien, je me contenterai donc d'analyser cette méthode comme une méthode de fertilisation, tout comme Myriam me l'a décrite.

jardiniers se situent à la **frontière entre le domaine de l’amateur et du professionnel**. La porosité entre ces domaines existe puisqu’on constate que, comme Stéphane, Jacques ou Marc, certaines personnes réinvestissent certaines connaissances professionnelles au jardin – menuiserie ou MSV. La question de la perception, y compris par soi-même, et de la valorisation de ces savoirs se pose alors, et avec elle celle de l’influence du **genre** ou des facteurs ethno-raciaux. Encore une fois, il est difficile d’avoir des données chiffrées. Les personnes jardinant dans les JPC ayant été enquêtées grâce à des entretiens, je n’ai pas posé la question de l’estimation des connaissances et compétences en jardinage, cependant, plusieurs jardinières ont évoqué leur manque de connaissance. C’est le cas de Myriam, mais aussi de Michèle, jardinière au jardin pédagogique de la Noue Caillet, qui insiste sur le fait qu’elle y vient principalement pour apprendre, qu’elle essaie de retenir ce qu’elle y fait et fait part de ses difficultés à retenir. Nathalie, nouvelle adhérente au jardin pour tous adopte cette même posture de débutante au jardin. Enfin, Laurie, jardinière régulière à la Noue Caillet explique qu’elle « *n’a pas la main verte* ». On verra par la suite que ce rapport au jardin et aux pratiques culturelles détermine les motivations des participantes, et leur vision du rôle du jardin. On ne retrouve cette posture chez aucun des jardiniers interrogés, si ce n’est Youssef, dont l’idée est d’apprendre en fréquentant le jardin de la Noue Caillet. Du côté des personnes ne fréquentant pas les JCP, les résultats sont difficiles à analyser puisque la grande majorité des personnes interrogée est féminine (16 femmes sur 21 personnes interrogées). La répartition est la suivante :

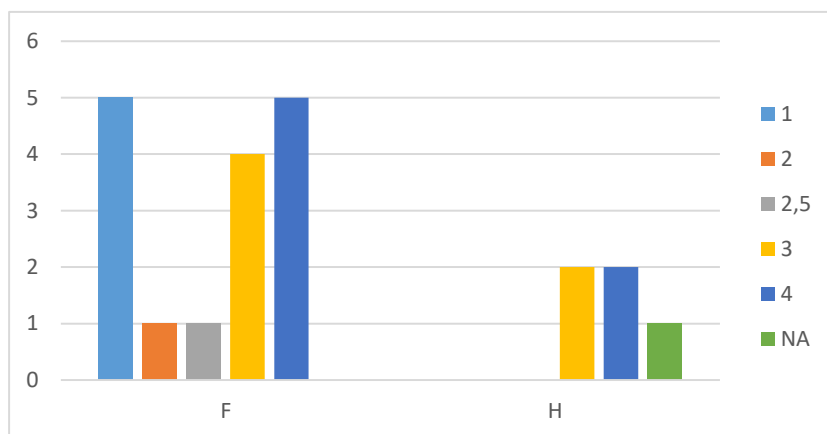


Figure 7 – Compétence (sur 4) estimée en jardinage selon le genre

On peut donc conclure qu’aucun jardinier, à part Youssef, se place en position de débutant, et parle du fait qu’il est peu compétent en jardinage. En définitive, le positionnement face aux savoirs est donc différent en fonction du genre au sein du groupe de personnes observé ; cependant cela ne dit rien sur les pratiques culturelles des personnes, aucune corrélation entre pratiques culturelles n’ayant pu être observée.

D’un point de vue de la qualité des sols, on a vu que les sols étaient confrontés à deux problématiques majeures : la qualité et la pollution. Si on a vu que les seuls jardins pour lesquels la pollution représentait un enjeu étaient le jardin pédagogique de la Noue Caillet et le jardin pour tous, puisque ces derniers ne connaissent pas les éventuelles pollution du sol. Le positionnement sur ce sujet est également très variable en fonction des représentations. On peut à nouveau citer l’exemple de Jacques, pour qui la terre est polluée parce qu’elle est urbaine. S’oppose à cette vision des représentations ancrées dans l’histoire de la ville. En effet, Bondy appartenait à la ceinture maraîchère parisienne, il y avait notamment au Sud de Bondy des terres maraîchères exploitées par les Caillard. Cette histoire est convoquée par Valérie, présidente du jardin pour tous, à qui la potentialité de pollutions ne pose pas de problème. Elle ancre aussi son discours dans le pragmatisme : « *on a jamais eu d’analyse du terrain. Bon on est pas mort, nous on mange depuis 6 ans [...]. C’était des terres maraîchères quand même, le quartier, donc y a pas trop de danger. Avant qu’on construise, je sais pas quand d’ailleurs. Mon voisin, qui a mon âge, la maison où je suis, c’était des terres maraîchères. C’est dommage d’avoir*

construit des maisons dessus. Tout notre lotissement, tout le quartier qu'on habite avec Laurent, c'était des terres maraîchères, et ça nourrissait tout Paris. ». Cette question de la pollution des sols est donc perçue de manière très variable en fonction des personnes, on note cependant que le fait de connaître l'histoire agricole de la ville (c'est aussi le cas de Marguerite, au jardin de l'ex-gendarmerie, qui s'appuie sur le fait qu'il y avait auparavant un potager entretenu par les gendarmes) permet de justifier une absence de danger des FL cultivés.

On a vu que l'ensemble des jardinier.es effectuaient de rotations. Les **associations de cultures** sont, elles, bien moins nombreuses. Trois jardinier.es disent associer tomates et œillets d'inde, avec pour l'un d'entre eux également du basilic. Au jardin pédagogique de la Noue Caillet, l'association courges-haricots-maïs, appelée la milpa, est mise en place pour la première fois cette année. Si ces associations de cultures sont peu réalisées, alors qu'elles permettent de cultiver plus de légumes sur des petites surfaces, c'est que ces dernières demandent beaucoup de connaissances et d'organisation, en termes de réflexion au « plan de culture ». Lorsque j'évoque la question en entretien, la plupart des jardinier.es interrogé.es répondent qu'ils.elles devraient essayer mais qu'ils.elles n'ont jamais encore essayé.

4.3. Fonctions des jardins et motivations des jardinier.es

4.3.1. Les liens entre fonctions perçues des jardins, motivations à jardiner et pratiques culturelles

Lorsque Jean s'oppose à la présidente du jardin pour tous sur le sujet de la permaculture, ce dernier met également en avant le fait que le jardin doit rester propre puisque ce dernier est situé au milieu de la ville, visible des passants. Plus encore, il est au milieu d'une cité constituée de grands ensembles, marqueurs d'une urbanisation décriée aujourd'hui, notamment critiquée pour sa dégradation du paysage. Ce jardin remplit donc une fonction également esthétique, comme cœur de nature au milieu du béton. C'est d'ailleurs l'objectif premier qui a été confié à ce jardin au moment de sa création. La présidente, Valérie, résume ainsi l'histoire de la création du jardin : *« Avant y avait la crèche, l'emplacement, les 1000 m² qu'on nous a prêté, c'était l'emplacement d'une crèche. Y a eu une période de sécheresse, la crèche s'est fendillée et pas eu d'autorisation de reconstruire dessus. Donc le terrain est resté en friche, ça devait être un parking pour les professeurs du collège Curie, donc on a râlé parce qu'ils ont des parkings déjà au niveau de l'école, donc faut pas pousser non plus, ou alors ils ont qu'à venir à vélo. Et puis du coup c'est resté en friche un certain temps. Ça devait être parking, puis après une piste de skateboard, c'était encore du béton donc on avait râlé aussi, du béton ras le bol, laissez-nous le terrain on va en faire un jardin. ».* Ici est exprimée une certaine vision de la ville, trop bétonnée, mais aussi une certaine vision du jardin, qui vient démontrer qu'autre chose est possible. On peut parler ici d'une forme de réappropriation du lieu par les jardinier.es, bien que ces dernier.es n'habitent pas directement la Sablière. Dans cette optique, le jardin pour tous a également un rôle démonstratif, dans le sens de montrer à la ville qu'autre chose est possible. Pour résumer, on peut citer Valérie : *« Par contre ce qu'on a pas fait sur notre jardin, c'est les cultures par couche, le jardin tout fouillis là, la permaculture. Je me suis fait expliquer la permaculture, j'en ai même discuté avec le maître composteur mais j'ai jamais réussi à le faire mettre chez les gars, parce qu'ils me disent, c'est tout pourri ton truc. Permaculture tu sais ton jardin il fait fouillis, parce que tu mets de la paille et puis tu remets des couches de terre. Mais ça pousse vachement bien, moi j'ai vu les légumes qu'ils font pousser là-bas à la sauge. Mais ton jardin il fait moche. Alors nous on est quand même en centre-ville quasiment, si on fait un jardin en permaculture les gens vont se dire mais qu'est-ce que c'est que cette friche. C'est pour ça qu'on l'a pas fait. Donc j'avais proposé de le faire dans un petit coin, Béranger il devait me le faire mais finalement on l'a jamais fait, parce que ça fait trop fouillis et les gens en ville ils aiment pas trop ils préfèrent les jardins de curé quoi, bien aligné, désherbé ; alors qu'on a plus de boulot en culture tradi comme celle-là qu'en permaculture. Permaculture c'est dur à mettre en place mais une fois que c'est mis, ça fait fouillis mais tu doubles tes poids de légumes. C'est in-croyable ».* Outre l'opposition aux méthodes de permaculture, c'est également le jardin au sein duquel les cultures ornementales prennent le plus d'importance, que ce soit dans la surface accordée à ces dernières mais aussi à leur mise en valeur dans

les discours. Alors que dans les autres jardins, les cultures ornementales de type fleurs sont principalement valorisées pour leurs fonctions d'auxiliaires de culture, attirant les pollinisateurs, protégeant les cultures, favorisant la biodiversité ; au sein du jardin pour tous ces cultures ornementales sont valorisées pour leur aspect esthétique. Le centre du jardin, autour de l'olivier est dédié à ces cultures ornementales, et notamment aux rosiers. Valérie évoque également les chrysanthèmes et autres fleurs récupérées auprès des espaces verts de ville qui permettent d'embellir le jardin.

Le rôle alimentaire rempli par les jardins est également un facteur déterminant les pratiques culturelles. J'ai dit plus haut que les cultures favorites étaient souvent des légumes fruits, ce qui rendait les rotations d'autant plus importantes puisque ces cultures sont demandeuses d'azote. En effet, les espèces les plus cultivées par les jardinier.es (on les retrouve dans tous les jardins partagés et dans les jardins ouvriers, et trois jardinier.es sur six des jardins en pied d'immeuble en cultivent) sont les tomates et les pommes de terre, des solanacées. On retrouve ensuite les salades, les fraisiers et les courgettes. Sont également beaucoup cités les poivrons, les courges et les choux. La salade mise à part, toutes ces cultures sont exigeantes d'un point de vue de l'azote, et nécessitent une bonne gestion des rotations et de la fertilité du sol. Les tomates en particulier sont citées de manière quasi-systématique comme des essentiels au jardin. C'est ici le fait de produire des FL qui se distinguent de ceux que l'on peut trouver dans le commerce qui prime, bien que ce soit principalement des cultures très classiques. Le jardin vient apporter un petit plus, avec des FL qui sortent du lot par leur fraîcheur et leur goût. C'est également le cas pour les salades. On peut également noter que les cultures d'été sont prégnantes, en lien avec le fait que le jardin a avant tout une fonction récréative pour les jardinier.es, et que le jardin est un moyen de profiter de l'extérieur. On verra par la suite que le rôle nourricier des jardins est quantitativement assez faible, mais que la production de FL de qualité est un réel enjeu pour les jardinier.es. D'un point de vue de la production de FL difficiles à trouver dans le commerce, parfois qualifiés « d'exotiques », je n'ai pu observer qu'une fois la situation, au sein du jardin I3F à Terre Saint-Blaise, où Solène et ses voisines cultivent des FL et herbes aromatiques vietnamiennes : coriandre longue, dap ca, citronnelle, persicaria odorata (coriandre vietnamienne), mais aussi du liseron d'eau et du concombre amer. Le goût personnel des personnes est aussi un critère déterminant dans le choix des cultures, et ce en lien avec certaines recettes, parfois traditionnelles, préparées par les jardinier.es ou leurs familles. Noah, par exemple, cultive des fèves car ce légume rentre dans la préparation d'un des plats préférés de sa conjointe et lui. Il raconte : « *Alors nous on les mange de manière particulière. Alors il faut savoir que nous on est d'origine algérienne, kabyle principalement. En fait les fèves on les écosse pas, on les fait cuire à la vapeur et ensuite on mange le couscous, sans sauce sans rien, juste la semoule avec le l'huile d'olive. [...] Oui ma femme et moi on adore ce plat là, on en raffole, donc on s'est dit on va essayer* ». Les fèves sont souvent citées, la pastèque revient également parfois, mais ne peut pas être cultivée du fait de contraintes d'ensoleillement et d'eau.

Si on a vu que les savoirs et pratiques culturelles se situaient entre l'amateurisme et le professionnalisme, la question non pas de la production alimentaire en termes de volume mais de la rentabilité est posée dans plusieurs cas. On peut constater qu'une grande partie du public touché par cette étude est en situation de difficulté financière, voire de précarité. Bien qu'il soit difficile à partir du faible échantillon interrogé d'établir des corrélations chiffrées, d'autant que la question des revenus du foyer est toujours délicate à aborder, et qu'un certain nombre de personnes choisissent de ne pas y répondre ; on peut tout de même observer de manière qualitative l'existence de liens entre facteurs économiques et pratiques culturelles. On peut comparer la situation de Cyprien, qui ne jardine pas au sein d'un jardin collectif mais sur son balcon et dont la situation économique est aisée, les revenus du foyer étant supérieurs à 2000€ par personne et par mois et celle de Jacques. Alors que Cyprien reconnaît que ses cultures en pot lui coûtent bien plus qu'elles ne lui rapportent, en termes de FL et herbes aromatiques récoltées, Jacques, qui par ailleurs fait part de ses difficultés financières notamment lorsqu'il évoque ses pratiques de consommation de FL, cherche à ce que « la terre lui rende l'argent qu'il y investit ». Il parle ici du terreau qu'il a acheté et dont il espère qu'il permettra une meilleure récolte que l'an passé. L'exemple de Solène est également explicite puisqu'elle déclare vouloir faire des

économies en cultivant les herbes aromatiques vietnamiennes telles que la coriandre longue, le cap da ou la citronnelle fraîche, qui coûtent cher en épicerie spécialisée et dont les quantités ne sont pas adaptées à une personne seule.

D'un point de vue quantitatif, les motivations des jardinier.es interrogé.es peuvent être représentées sous la forme suivante :

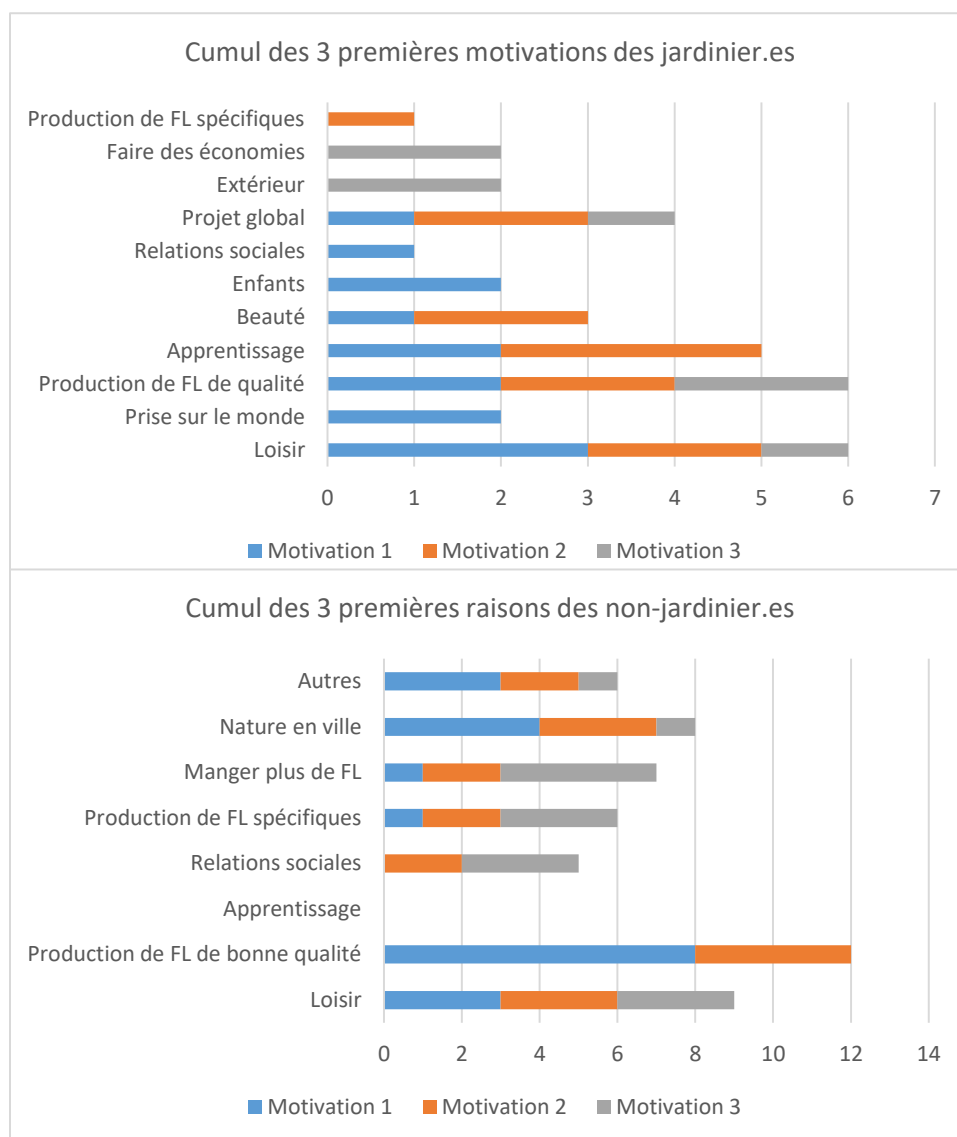


Figure 9 - Trois premières motivations des non-jardinier.es

Bien que l'échantillon de personnes interrogées soit faible, on peut énoncer plusieurs constats. Le premier est l'importance, pour les personnes fréquentant les JCP et les autres, de la dimension de loisir. Bien qu'on s'intéresse ici à l'alimentation, il est important de souligner que la pratique du jardinage est pour les personnes interrogées avant tout un loisir. Le second constat concerne la part des motivations liées à la production de FL, soulignant le fait que les habitant.es accordent une grande place aux fonctions alimentaires. Au sein de ces fonctions alimentaires, la dimension qualitative prime, encore plus chez les personnes ne fréquentant pas de JCP, puisque c'est la première motivation citée par plus d'un tiers des personnes interrogées. On pourrait supposer que la différence entre personnes fréquentant les JCP et personnes ne jardinant pas au sein de ces structures s'explique par le fait qu'une partie non négligeable des personnes ne fréquentant pas les JCP possède un jardin ou un balcon sur lequel cultiver

des FL. On constate cependant que, bien que les personnes interrogées possédant de l'espace pour cultiver l'utilisent effectivement pour y faire pousser des FL : c'est le cas de Cyprien, Julien, Emma et Gabrielle. Cependant, pour Julien et Cyprien, c'est avant tout le loisir qui prime sur les autres motivations, quant à Emma, c'est d'abord le contact avec la terre. Finalement, ce sont les personnes ne jardinant pas du tout qui ont les plus fortes attentes vis-à-vis de la production de FL de qualité. De manière générale, toutes les fonctions ayant directement trait à l'alimentation : production de FL de manière à compléter l'apport dans l'alimentation, production de FL de qualité ou spécifiques, sous-entendu qu'il est difficile de se procurer dans les commerces, sont plus importantes chez les personnes ne jardinant pas que chez les personnes jardinant (chez soi ou dans un JCP). Gabrielle est la seule personne qui jardine qui déclare que son potager lui permet de manger plus de légumes. Si la rentabilité a été évoquée plus haut, c'est plus en termes d'argent investi que de volume de production. On constate en effet que pour tous les jardinier.es, l'apport du jardin est soit totalement négligeable en termes quantitatifs, comme par exemple au jardin de l'ex-gendarmerie, où les productions, les tomates cerises en particulier, ont plus vocation à être consommées sur place ; soit elles complètent le régime alimentaire de manière occasionnelle, avec quelques légumes de temps en temps et des aromates. D'un point de vue de la production de FL spécifiques, on constate qu'elle très présente chez les non-jardinier.es, ce qui appuie la carence de l'offre dont on a déjà parlé, et les problèmes d'accessibilité à certains FL. On constate que cette production se fait de manière plutôt individuelle : Solène au jardin I3F de Terre Saint-Blaise, Emma dans son jardin privé. Cette production est effectuée par deux personnes ayant vécu une expérience migratoire et ayant appris à jardiner dans leur pays d'origine. Pour Solène comme pour Emma, le rapport à la terre, au fait de toucher et voir grandir est très important. Si pour Solène, le choix des variétés se fait avant tout par rapport à sa consommation alimentaire, avec la culture de plusieurs herbes aromatiques dans le but de cuisiner certains plats, pour Emma il s'agit aussi d'adapter des pratiques culturelles traditionnelles. Elle parle en effet de culture de tomates, courgettes, mais aussi de gombos, patates douces, et même de pois chiches du Mali. On détaillera cet aspect de production alimentaire, quantitative, qualitative et symbolique dans la partie 4.4.1. Pour les personnes jardinant, la production alimentaire en tant que telle est rarement la première motivation. C'est le cas pour Jean, l'un des deux jardiniers principaux du jardin pour tous, pour qui la production de FL de qualité pour le quartier est une grande motivation. C'est aussi le cas de Marc, jardinier régulier du jardin pédagogique de la Noue Caillet, très investi dans le projet. Pour les deux, le jardin s'inscrit dans un projet plus vaste, à l'échelle de la ville, de solidarité dans le cas de Jean ou plus politique de transformation du système alimentaire pour Marc. Lorsque je demande à Jean ce qui lui plaît le plus au jardin, ce dernier répond : *« moi, toujours, pas maintenant, c'est ce qu'on récolte. On plante, le travail qu'on fait et ce qu'on récolte par rapport à ça. Et les adhérents quand ils viennent, on voit qu'ils sont heureux, ils apprécient ce qu'on a fait, la récolte. Ils nous disent de choses, c'est bien ce que vous faites, c'est bon, on reviendra. Les gens ils nous sollicitent, ils nous disent ce qu'ils ressentent par rapport à ça, et nous ça nous motive à faire, tout le temps quoi, pour ces gens-là, il faut faire des choses. »*. On peut noter que Marc comme Jean ont tous deux accès à de grands terrains, le jardin pour tous et le jardin de la Noue Caillet étant les plus importants. Pour Jean, qui jardine quotidiennement dans 1 040 m², avec Henri seulement la majorité du temps, les récoltes sont en effet plus importantes, et bien qu'elles ne lui profitent pas directement pour l'ensemble puisqu'elles sont vendues sous forme de paniers aux adhérent.es du quartier, la production est palpable. C'est aussi le cas de Marc qui participe très régulièrement aux ateliers du jardin pour tous, et qui a un fort esprit d'initiative par rapport à ce qui est fait au jardin. Les personnes citant l'alimentation comme motivation secondaire jardinent pour la plupart (quatre personnes sur six) au sein des jardins I3F. Cette forte envie de jardiner afin de produire des FL pour les personnes ne fréquentant pas les JCP peut s'expliquer par une demande de FL de qualité, bio notamment, souvent trop chers pour les personnes interrogées. La différence avec les motivations des personnes qui jardinent effectivement dans ces JCP peut s'expliquer par la confrontation à la réalité : s'il est possible de produire des FL, le travail à fournir est important, et souvent l'espace – notamment sur les parcelles I3F – et le temps manquent.

Par ailleurs, on constate que les personnes fréquentant le jardin pédagogique de la Noue Caillet affichent des motivations différentes, axées sur l'apprentissage et la pédagogie. Si Marc cherche à se former afin de se reconvertir comme maraîcher, on a vu que Michèle par exemple s'appliquait à essayer de retenir. Pour Youssef, « : *Le plus c'est surtout l'accompagnement de venir verdi, c'est un plus quoi, c'est eux qui nous montrent le chemin à suivre, qui nous montrent comment planter, comment retourner les sols.* ». Pour sa compagne Laurie, c'est le côté pédagogique pour les enfants qui est primordial, c'est d'ailleurs la seule raison pour laquelle elle se rend au jardin. Laurie évoque par ailleurs le fait que lorsqu'elle parle à ses proches de ce jardin, ces dernier.es se révèlent être intéressé.es uniquement pas la dimension de production alimentaire, lui demandent notamment quand sont les récoltes, ce qu'elle estime ne pas être l'état d'esprit du jardin : « *C'est-à-dire que je pense que les gens s'ils ont leur propre parcelle, ils vont bosser parce que voilà, je travaille, je jardine, j'ai le fruit de mon travail et je repars avec ok, mais venir entre guillemets gratuitement aider sans avoir la garantie de repartir avec quelque chose, honnêtement je ne connais personne. C'est triste, mais voilà, c'est comme ça* ». Ce jardin est donc un peu à part en termes de fonctions perçues par les jardinier.es et de motivations de ces dernier.es, c'est en cela qu'il remplit son rôle de jardin « pédagogique ». On constate que cette dimension de pédagogie est également présente notamment au jardin de l'ex-gendarmerie, pour Kenza dont nous avons déjà parlé, mais sur un mode plus horizontal, et dans les jardins de pied d'immeuble via la transmission entre jardinier.es. Bien que les jardinier.es du jardin I3F évoque les ateliers avec l'animatrice professionnelle, ces dernier.es ont principalement acquis leurs connaissances par leurs propres moyens, via internet ou en remobilisant des savoirs plus traditionnels, ou en échangeant entre eux. Myriam est la seule à parler de la formatrice comme un moteur de son apprentissage au jardin. Il est intéressant de noter que l'apprentissage ne fait pas du tout partie des motivations ne fréquentant pas de JCP, ni la dimension pédagogique pour les enfants. A ce propos, la moyenne de la compétence auto-attribuée en jardinage est de 2,7/4, ce qui est plutôt élevé et s'explique par le fait que la grande majorité a déjà jardiné (81%). On peut cependant nuancer ce propos avec l'enquête menée par l'association Rayons de Soleil auprès d'habitant.es de la résidence Léon Blum dans le cadre du projet de jardin : sur les 13 personnes interrogées intéressées par un jardin partagé, 11 se déclarent débutantes. Cette différence s'explique par la méthode d'enquête via l'organisation d'ateliers au jardin qui présélectionne des personnes déjà intéressées.

On constate que les relations sociales ont une part très faible dans les motivations énoncées des jardinier.es tout comme des non-jardinier.es. Cela confirme bien le fait que l'aspect collectif du jardin n'est pas une motivation directe. Sur ce point, on peut cependant constater que « *l'esprit de groupe* » dont parle Laurie est présent chez de nombreux.ses jardinier.es, notamment dans les jardins partagés. Kenza déclare en effet qu'il lui est égal de jardiner seule ou en groupe, mais s'exprime plus tard dans l'entretien sur l'aspect convivial du jardin : « *Moi ce qui me plaît au jardin c'est aussi le côté très convivial et le côté très « bon allez, on va faire quoi ? » et puis de faire un petit planning ensemble, d'avancer doucement ensemble dans quelque chose, ça ça me plaît.* ». Les jardinier.es du jardin de la Noue Caillet parlent également de « *leur petit groupe* ». Dans ce jardin en particulier, le modèle étant les ateliers hebdomadaires sur inscription, on constate que deux groupes se forment « le groupe du jeudi » et « le groupe du vendredi ». C'est dans ce jardin que la cohésion entre les membres est la plus forte. La présence d'un animateur.ice se révèle donc un catalyseur pour la cohésion du groupe, bien plus que pour la pédagogie. On observe en effet les mêmes dynamiques au jardin de l'ex-gendarmerie et au jardin pour tous : depuis le départ des fondateur.ices originaux, la dynamique de groupe est essoufflée. Au jardin de l'ex-gendarmerie c'est l'ingénieure agronome, Florence, qui avait fondé le projet qui coordonnait le groupe ; tandis qu'au jardin pour tous c'est l'ancien président Maxence qui créait une dynamique au sein du groupe grâce à divers projets en lien avec le voisinage. Dans les deux cas, à chaque discussion avec les membres du jardin, leur départ a été évoqué comme une véritable rupture. Dans le cas du jardin pour tous, en particulier, la mort de Maxence est racontée par tous.tes, dans ses détails, avec la date exacte, après laquelle le jardin a été totalement différent. Pour les jardins de pied d'immeuble il est intéressant de noter que dix séances avec une animatrice ont eu lieu à la création des

jardins, dans l'optique de justement créer une dynamique de groupe. Le jardin s'organise sous formes de parcelles individuelles, accessibles à tout moment par les jardinier.es, la dynamique de groupe est donc nécessairement différente de celle des jardins partagés. On constate cependant, comme on l'a vu avec la transmission des savoirs, que les échanges sont fréquents, sur le mode des relations interpersonnelles. Myriam parle de ces relations avec ses voisines : « *Je sais pas si les gens pensent comme moi ou pas, mais moi franchement ça me fait du bien de papoter avec mes copines en faisant le jardin, ça fait oublier la routine de tous les jours.* », Sylvie elle partage sa parcelle avec son voisin, avec qui elle entretient de bonnes relations et ce qui lui permet de se former aux techniques de jardinage, ce dernier étant plus expérimenté. On voit donc que, conformément à ce que l'on a vu dans la partie 2.2.4, ce sont bien les relations entre personnes qui sont importantes, mais que l'impact en terme social reste limité. Nous verrons dans la partie suivante que cette vision du jardin n'est pas partagée par tous les acteurs.

Si l'aspect social n'est pas une priorité pour les habitant.es, en termes de motivations tout comme un termes d'attentes de la part de celles.ceux ne fréquentant pas les JCP, le jardinage urbain s'inscrit pour un certain nombre d'entre elles.eux dans un projet plus vaste. La différence de méthode d'investigation entre les deux types de cibles implique que cette idée n'apparaît pas sous les mêmes termes, les jardinier.es parlant plus d'un projet global, que ces dernier.es développent au cours de l'entretien, tandis que pour des raisons de compréhension, j'ai préféré inscrire une option « nature en ville » sur le questionnaire. Cependant, ces deux termes renvoient à un même concept. Je remarque que ce sont les personnes les plus investies qui portent cette vision du jardin comme inséré dans un projet plus général. Au jardin de la Noue Caillet, le projet est clairement affiché par l'association porteuse du jardin, ce dernier étant un support de pédagogie et d'un projet de territoire porté sur l'alimentation et l'écologie urbaine. Au sein des jardinier.es interrogé.es, c'est Marc qui porte le plus clairement un projet global, politique. Il parle en entretien de son opposition au « modèle de Rungis », et de « ce que l'on lègue aux générations futures ». Pour Marc, la situation est particulière, puisque le jardin s'inscrit dans un projet de vie : d'un point de vue de la consommation, Marc s'étant longtemps approvisionné en FL via l'AMAP mais également d'un point de vue professionnel puisque ce dernier est en reconversion professionnelle pour devenir maraîcher-animateur. Au jardin de l'ex-gendarmerie, toutes les personnes interrogées portent cette vision globale, du fait à la fois du lien du jardin au SEL, mais également des personnes qui portent le projet. Au jardin de l'ex-gendarmerie, Stéphane, dont le projet de vie est comme Marc, très engagé d'un point de vue professionnel, ce dernier ayant travaillé en tant qu'ouvrier agricole, porte avec le jardin un projet « *d'écologie urbaine* ». Il voit le jardin comme un support à la fois pour la biodiversité mais aussi pour les relations sociales urbaines, afin d'essaimer des idées écologistes. Au jardin pour tous, Jean inclut dans ses motivations l'idée de « *faire des choses pour les gens du quartier* ». Pour les jardins de pied d'immeuble, les jardinier.es ont une vision différente, plus axée sur des objectifs individuels, de production alimentaire, de relations personnelles, de loisir. Cela s'explique par le modèle de ces jardins, puisqu'ils sont réservés aux habitant.es de la résidence, et donc moins ouvert sur le territoire. Les différentes missions pédagogiques des jardins illustrent également cette inscription dans un projet plus global. La ferme Caillard est un cas à part, puisqu'il s'agit avant tout d'une ferme pédagogique et que l'ensemble des pratiques culturelles sont régies par ces activités pédagogiques. En effet, Maxime, le responsable du jardin explique qu'il adapte chaque année son « plan de culture » en fonction des demandes des enseignant.es. Il cite les citrouilles, obligatoires au moment de l'automne et d'Halloween ; et les radis, qui grâce à leur cycle de développement très court (18 jours) permettent aux élèves de suivre la croissance de la graine au légume, et s'adaptent bien aux différents programmes de visite. De manière générale, les différentes activités des JCP témoignent de leur inscription dans un projet plus large, qui dépasse les enjeux alimentaires des jardinier.es. Les trois jardins partagés proposent des activités en lien avec le quartier souvent. J'approfondirai la question de cette inscription au sein du territoire dans la partie 4.4.3, mais on remarque déjà que cette idée de s'inscrire dans le paysage de la ville est présente de manière individuelle chez une partie des jardinier.es, d'un point de vue social, de la biodiversité ou encore dans l'optique d'essaimer une vision du monde plus respectueuse

de la nature. Les personnes ne jardinant pas au sein de ces JCP ont également cette idée, traduisant l'importance d'une fonction plus large que l'alimentation du foyer.

Enfin, on peut noter que la crise sanitaire n'a pas réellement d'impact sur les motivations des personnes à cultiver, exception faite de Kenza, qui en cessant son activité professionnelle a ressenti le besoin d'avoir un autre impact sur le monde : « *C'est pour mon cerveau et pour mon cœur, ça me permet de respirer, on va dire et de faire... pendant le confinement je me suis rendue compte de l'importance de ça, parce que pendant le premier confinement je suis allée jardiner tous les jours, aider une agricultrice à Chelles, une maraîchère qui s'installait et elle se retrouvait toute seule [...] Et donc je me suis rendue compte de l'importance que ça avait pour moi, parce que on cultive et la plante elle pousse et, je sais pas, c'est une action directe qu'on voit, et ça, c'est beaucoup de joie* ». Pour les personnes ne fréquentant pas de JCP, l'impact sur les éventuelles envies de jardiner est très faible, seule une personne considère que cela eu un certain impact.

4.3.2. Différentes visions des objectifs des jardins

On a vu que les habitant.es attribuaient différent.es fonctions aux jardins, en fonction notamment de leur vision des différentes fonctions du jardin. Au cours de l'enquête, j'ai également pu comparer les visions des jardins des jardinier.es, des responsables des jardins et des bailleurs sociaux. On a vu dans la partie précédente que les jardinier.es les plus impliqués (Stéphane, Jean, Marc) dans la vie du jardin, d'un point de vue du jardinage mais pas seulement, étaient celles. ceux qui portaient une vision plus globale du jardin, s'inscrivant dans un projet personnel mais également dans un projet de territoire. Les dimensions sociales, bien que peu présentes dans les discours des jardinier.es, et en particulier dans les attentes des personnes ne fréquentant pas les JCP, sont cependant bien présentes dans les discours des porteurs de projet, qu'il s'agisse des bailleurs sociaux ou des responsables des jardins. Si au jardin de la Noue Caillet, les objectifs du jardin, pédagogique, de support et d'inscription sont partagés par les jardinier.es, bien que cela ne fasse pas directement partie des motivations ces dernier.es, ce n'est pas le cas dans tous les JCP de la ville. Comme rappelé en partie 4.4.2, la question du lien social est souvent évoquée dans les médias pour parler des JCP, et on retrouve cette idée chez les bailleurs sociaux notamment. Sur les trois bailleurs que j'ai pu interroger, Seine Saint-Denis Habitat et ICF mettent cette idée en avant, alors qu'I3F présente principalement l'amélioration du cadre de vie des habitant.es comme objectif. De ce point de vue, I3F est un peu à part, puisque le modèle proposé est un modèle de jardins privés, destiné uniquement aux habitant.es de la résidence. A ce titre, les visions du bailleur sont cohérentes avec celles des habitant.es, qui apprécient la dimension de « loisir d'extérieur » des jardins. Pour Seine Saint-Denis Habitat et ICF, les objectifs sont différents, puisque les jardins représentent un vrai support pour le lien social et les questions qui lui sont reliées. Seine Saint-Denis Habitat, qui aménage un projet de jardin rue Léon Blum avec l'association Rayons de Soleil expose ainsi les buts d'un tel projet : « *Les buts en pur et dur : renforcer la cohésion sociale, travailler sur la question du vivre ensemble, apporter une animation de résidence au quartier, intergénérationnelle et inclusive, et après en parallèle c'est sensibiliser à la question environnementale, apporter une activité ludique aux habitant.es* ». Si d'autres fonctions sont associées au jardin, on constate que la question de la cohésion est primordiale. Pour ICF, l'objectif est double : renforcer le lien social et la réappropriation de l'espace. Si les liens entre le jardin pour tous et le bailleur social semblent s'être relâchés depuis la création du jardin, on peut constater que la vision du bailleur social, de la mairie et de la présidence du jardin pour tous sont discordantes autour de ces deux questions. La question du lien social est abordée dans la convention d'occupation établie avec la mairie comme un objectif du jardin. Cependant, la présidente du jardin insiste à plusieurs reprises sur les règles du jardin, et sur le fait qu'il n'est pas ouvert à tous. tes les habitant.es : « *qu'on ouvre au public que si on est présent, et uniquement dans les cadre des activités qu'on aura identifié. Donc c'est pas un jardin public, c'est un jardin de travail, et on accueille les écoles, la maison de retraite et la maison de quartier sohané sur des projets bien définis avec nous, y a pas de... Parce que les gens du quartier ils nous demandent des clés pour venir comme bon leur semble, organiser des pique-niques et des machins ; alors moi je leur dis bah y a 5 min à pieds vous avez le grand parc, vous avez l'aire de pique-nique et vous avez 1 ha de verdure pour jouer avec les enfants* ».

Cette position, au-delà du respect du règlement, entre en contradiction avec l'idée de créer un lien entre habitant.es du quartier, et comme la présidente le souligne, avec les habitant.es de tout le Sud de Bondy auquel est destiné le jardin. De même, elle évoque les activités d'insertion, également présentes dans la convention d'occupation. Ces dernières, censées permettre un lien entre les différentes structures, ont été infructueuses plusieurs années car la vision du projet d'insertion de jeunes en difficulté différait entre la présidence et les référent.es s'occupant des jeunes. Les discours de la part de la présidence du jardin sont donc ambigus. Le lien social apparaît effectivement dans les objectifs du jardin, notamment au moment de sa création : « *c'est un jardin pour le quartier Sud, et le quartier Sud il est énorme. Il va de la gare, derrière la gare, un bout de centre-ville et de l'autre côté de la voie ferrée, donc c'est immense. Et donc du coup, dans les adhérents, on a des propriétaires de pavillons et on a des locataires des immeubles, j'ai pas le pourcentage. Donc on a de tout, donc personne se connaissait et on a appris à se connaître en jardinant* », les liens créés entre personnes de la ville étant alors importants. On remarque cependant que si pour le bailleur social, l'idée est de créer une cohésion territoriale, au sein du quartier ; pour la présidence du jardin, la cohésion sociale prend plutôt la forme de relations interpersonnelles entre jardinier.es et non d'ouverture sur le quartier à plus grande échelle. A noter que même les relations interpersonnelles n'apparaissent pas dans les motivations des jardinier.es que j'ai eu l'occasion de rencontrer.

ICF mentionne néanmoins une notion importante avec la réappropriation de l'espace par les habitant.es, qui est en lien fort avec la création d'une cohésion sociale territoriale. Cette notion revient également pour I3F, la personne interrogée mentionnant le fait que ces jardins permettent d'investir la terre, une partie de l'espace. Cette idée est d'autant plus intéressante qu'elle est liée aux problématiques de logement. En effet, pour le jardin pour tous comme pour les jardins I3F, on parle de logements sociaux, donc d'un habitat qui n'est pas choisi par les locataires. Dès lors, la dimension d'appropriation de l'espace par la terre, et son travail prend toute son importance. On retrouve cette dimension dans les discours de quelques jardinier.es concerné.es, notamment Solène qui déclare aimer toucher la terre et voir les plantes pousser. On peut faire le lien avec la continuité des activités de jardinage au cours de la vie, que Solène évoque également : elle jardinait d'abord petite, dans les montagnes Vietnamiennes, puis dans son jardin quand elle est arrivée en France, puis au jardin I3F. Pour Solène, c'est plutôt la croissance des plantes qui joue un rôle symbolique, mais le sol peut également devenir un symbole. Même si on sort du cadre de l'habitat social, KENZA, qui a également investi des espaces de jardinage tout au long de son parcours, évoque le sol comme un symbole : « *mettre les mains dans la terre, c'est quelque chose qui quand même est important pour moi* ». Les deux exemples cités sont des personnes ayant vécu une expérience migratoire, et il est important de souligner que pour tous.tes les jardinier.es interrogé.es primo-arrivant.es, le jardin est le support de l'expression de savoirs, techniques, ou symboles associé.es à leur pays d'origine. Le choix de certaines espèces cultivées, comme les fèves de Noah ou les aromatiques de Solène, mais aussi les christophines et patates douces de Jacques au jardin pour tous, même si dans le dernier cas cela s'apparente plus à des tests qu'à une initiative permettant de compléter le régime alimentaire, est également un moyen de réinvestir à la fois des savoirs, des saveurs et une culture (dans son double sens) au sein du jardin.

En interrogeant les bailleurs sociaux, j'ai remarqué la très faible part accordée à l'alimentation dans les discours sur les objectifs des jardins. Pour I3F, le rôle des jardins est l'amélioration du cadre de vie, ICF ne mentionne pas du tout la portée alimentaire des jardins et Seine Saint-Denis Habitat le mentionne pour insister sur le fait que cet objectif est secondaire : « *la production alimentaire c'est important mais on va pas le mettre en avant, c'est pas l'objectif principal. Je pense pas que ce soit aux habitant.es ni aux bailleurs d'avoir cet objectif là en priorité. Déjà on va donner envie aux gens de faire du jardinage et après pourquoi pas de produire mais ça fait plein de sujets compliqués à travailler en même temps donc je pense qu'on démotiverait plus les habitant.es à leur donner un peu cette idée de production* ». Cette absence de préoccupation pour les enjeux alimentaires dénote fortement avec la vision des jardinier.es, qui, comme on l'a vu attachent beaucoup d'importance aux aspects de production de FL de qualité. Cela contraste également avec la vision des autres porteurs de projets, notamment associatif.

Concernant le projet mené par Rayons de Soleil et Seine Saint-Denis Habitat, on peut même noter une discordance entre les deux acteurs. Pour Rayons de soleil en effet, même si la production alimentaire est secondaire, elle fait néanmoins partie des enjeux d'un tel projet, sous l'aspect économique, un jardin permettant d'apporter un complément de FL aux ménages. Ce décalage entre les visions des projets peut mener à des incompréhensions entre jardinier.es et porteur.ses de projet, comme c'est le cas au jardin I3F Blanqui, où plusieurs jardinier.es espéreraient avoir de plus grandes parcelles, notamment Noah, qui évoque de nombreux projets de cultures, de légumineuses notamment, qu'il ne peut pas réaliser du fait de la faible taille du jardin. Jacques quant à lui est très déçu de la manière dont le jardin a été conçu, en termes d'espace et d'ombre et exprime cette déception de manière virulente envers le bailleur social. Cette différence de conceptions des JCP révèle donc un manque de communication entre les différentes parties prenantes des jardins, et souligne ainsi l'importance des ateliers de co-construction, évoqués par les bailleurs et associations mais qui ne sont pas toujours connus des habitant.es. Nous verrons à ce sujet que la communication se révèle être un enjeu important dans la mise en place et le fonctionnement des JCP en partie 4.4.2.

On a pu également noter que la sensibilisation à l'environnement était inscrite dans les objectifs des JCP selon les bailleurs. De manière générale, de même que pour une partie des jardinier.es, les plus impliqués.es comme on a vu précédemment, les jardins s'insèrent dans un projet plus vaste et deviennent des supports pédagogiques, souvent liés à l'environnement. Pour les bailleurs sociaux, cela passe notamment par la sensibilisation au jet par les fenêtres. Pour les responsables de jardins, cela s'oriente plus vers une sensibilisation à la biodiversité, cultivée ou non. Dans les deux cas, les personnes responsables de jardins et bailleurs sociaux inscrivent les JCP dans un projet plus vaste, au sein duquel bénéfices sociaux et environnementaux se répendent.

4.3.3. Les freins à jardiner

Si on a vu que les habitant.es attribuaient différentes fonctions au jardin et avaient diverses motivations à fréquenter les JCP, il est important de noter que de nombreux freins à la pratique du jardinage en collectif existent. Ainsi, on verra sur le graphique suivant les raisons pour lesquelles les personnes ayant déclaré être intéressées par les JCP n'en fréquentent pas :

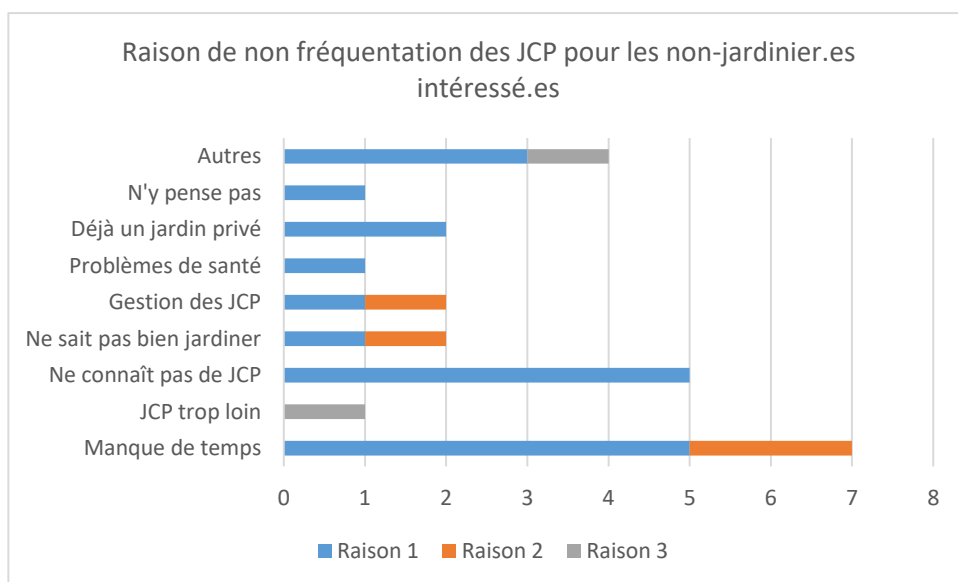


Figure 10 -Raisons de non fréquentation des JCP pour les non-jardinier.es intéressés.es

Un constat est clair : le manque de temps libre est le frein principal à la participation aux JCP. Cela s'est également senti au moment de faire l'enquête, c'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles j'ai choisi de passer l'enquête auprès des personnes ne jardinant pas sous forme de questionnaire, afin de

pouvoir recueillir certaines informations sans prendre trop de temps aux personnes concernées. En croisant ces résultats avec les données de genre, on constate que, sur les sept personnes ayant répondu qu'elles ne fréquentaient pas les JCP de la ville par manque de temps libre, on constate que six d'entre elles sont des femmes. Il n'y a que quatre hommes au sein de l'échantillon, ce qui constitue forcément un biais, cependant même lorsqu'on rapporte au nombre total d'hommes et de femmes interrogés, on arrive à 38% de femmes manquant de temps contre 20% des hommes. Pour confirmer cette tendance, il faudrait pouvoir interroger un échantillon plus large, avec un plus grand nombre d'hommes. On remarque cette même tendance au sein des jardinières, qui aimeraient s'investir plus au sein des différents jardins mais manquent de temps. On peut citer l'exemple de Michèle, qui fréquente hebdomadairement le jardin de la Noue Caillet, qui affirme en entretien qu'elle aimerait bien venir plus souvent, mais qu'elle est très prise par d'autres choses, en particulier le travail domestique. La charge des enfants est aussi un fort frein à la pratique du jardinage. Au jardin I3F, pour Noah comme pour Jacques, ce sont leurs conjointes qui ont fait les démarches pour obtenir les parcelles, mais ne jardinent pas par manque de temps, dans le cas de Noah à cause du travail, dans le cas de Jacques à cause des enfants dont elle a la charge. Du côté des personnes s'investissant au sein des JCP de la ville, on peut également remarquer qu'aucune femme ne s'investit de manière quotidienne au jardin. L'une des explications possibles à cette différence de temps investi au jardin est le travail domestique, charge assumée majoritairement par les femmes, qu'il s'agisse de l'entretien du foyer, des enfants, de ce qui touche à l'alimentation. Connexe à cette question du temps libre se pose celle de la charge mentale, surtout dans le cas de personnes ayant des enfants à charge et un emploi. Cette charge mentale peut en effet se révéler être un véritable frein d'accès aux jardins et aux loisirs. Laurie, mère de quatre enfants de 2, 4, 7 et 8 ans, l'évoque du point de vue de la préparation des repas. Elle dit avoir très peu de temps libre, puisqu'elle se charge de l'instruction de ses enfants, scolarisés à domicile, de les accompagner aux différentes activités et des repas. Pour Laurie, cette charge mentale n'est pas un frein à l'accès au jardin mais il est important de garder en tête le fait que cette charge peut peser, notamment sur les mères. La réponse « on n'y pense pas », donnée par une des personnes ne jardinant pas vient illustrer cette idée. Les difficultés rencontrées à contacter les personnes peut aussi s'expliquer par cette charge mentale. Certaines personnes ont en effet déclaré avoir un peu de temps disponible pour répondre à quelques questions, mais ont par la suite cessé de répondre aux appels, malgré quelques relances.

Les résultats mettent également en évidence qu'un certain nombre de personnes ne connaissent pas l'existence des jardins partagés. A noter que le fait de rencontrer des habitant.es lors d'ateliers, souvent en lien avec l'alimentation, voire directement au jardin de la Noue Caillet a favorisé la sélection de personnes déjà sensibilisées aux jardins et qu'on peut supposer qu'il existe une plus forte part de personnes ayant une bonne connaissance des JCP de la ville qu'au sein de l'ensemble de la population bondinoise. Les résultats de l'étude menée par Rayons de Soleil auprès d'un panel d'habitant.es de la résidence Léon Blum va plus loin puisqu'elle rappelle le fait qu'une partie des habitant.es ne connaît pas le concept de jardin partagé : 37% des 24 personnes interrogées. Cela met donc en évidence un inégal accès aux informations au sein des habitant.es. Des données issues de mon questionnaire, aucune corrélation ne peut être tirée. Il serait intéressant d'étudier plus avant la question des canaux de communications employés par les différents jardins pour se faire connaître dans la ville, et de déterminer qui a effectivement accès aux informations. Il est intéressant de noter que le jardin de la Noue Caillet est le jardin le moins connu par les personnes ne fréquentant pas les JCP, et ce, même au sein du quartier. Les personnes qui viennent jardiner ne sont pas forcément des personnes qui habitent à proximité, et les habitant.es du quartier ne connaissent que rarement l'existence du jardin. Ceci est tout particulièrement lié à la géographie vécue du lieu : l'IRD se situe en retrait de la ville, dans un espace entièrement clôturé et qui n'est pas investi par les habitant.es. L'accès au jardin nécessite de s'inscrire à l'avance et de présenter une pièce d'identité, ce qui rend l'accès au jardin encore plus difficile. La distance physique aux jardins n'est pas un frein important à l'accès au jardin, la distance d'un point de vue social l'est. Même si je n'ai que peu de données par jardin, on peut mettre en évidence une certaine différence de composition sociologique entre les différents lieux. Si au niveau des jardins de pied d'immeuble, la

composition en termes de catégories socio-professionnelles et de niveaux de revenus est assez homogène, les personnes interrogées appartenant souvent à la catégorie employé.es ou artisans, on constate que les jardins de l'ex-gendarmerie comme de la Noue Caillet concentrent le plus de professions intermédiaires voire intellectuelles supérieures. Si dans les deux cas, on retrouve des personnes sans activité professionnelle, le niveau d'études et le capital culturel sont deux facteurs qui influent dans la capacité à avoir accès aux informations mais aussi au jardin. Souvent, les personnes qui viennent jardiner à la Noue Caillet connaissaient déjà l'IRD en tant que centre de recherche avant de commencer à fréquenter le jardin.

Enfin, la manière dont les jardins sont gérés peuvent poser problème aux habitant.es. La volonté de cultiver une parcelle individuelle est notamment l'un des freins à la fréquentation de jardins collectifs. Si les résultats des questionnaires ne font pas ressortir de manière importante cette problématique, les discours des acteurs la mettent en évidence. Au jardin pour tous notamment, la présidente Valérie explique qu'elle reçoit souvent des demandes de la part d'habitant.es pour avoir une parcelle individuelle. Il est intéressant de noter que dans le cas du jardin pour tous comme dans celui de l'ex-gendarmerie, Valérie et Marguerite insistent sur le fait que le jardin est constitué en association, qu'il se situe sur du foncier de la ville et qu'il n'est en rien un jardin de pied d'immeuble : « *Stéphane il a souvent tendance à penser que c'est comme un jardin partagé dans les jardins des cités. Mais ici ça n'a rien à voir, disons que nous nous avons réussi à avoir ce jardin avec la mairie, nous avons fait un contrat avec la mairie* ». Il s'agit de mettre à distance le modèle du jardin de pied d'immeuble, et son association avec la « cité » et d'appuyer sur la dimension associative du projet, créé par un petit groupe d'habitant.es. C'est également un moyen de mettre à distance des habitant.es qui voudraient s'approprier le terrain, selon Valérie : « *c'est pas un terrain de icf la sablière, contrairement à ce que les locataires pensent, c'est un terrain mairie et il appartient pas au bailleur, il appartient pas au locataire non plus. Ça, on a du mal à le faire rentrer, même au bout de 6 ans hein, les gens pensaient que c'était le bailleur et qu'il y avait que les locataires qui avaient le droit d'y aller* ». J'ai évoqué dans la partie précédente la difficulté du jardin à s'inscrire dans le quartier, et à toucher les habitant.es. En effet, ce jardin compte une quarantaine d'adhérent.es, mais seulement cinq viennent effectivement jardiner. L'enjeu est de toucher les populations. Selon une personne travaillant à la maison de quartier voisine, le jardin s'est refermé après la mort de Maxence, et la vision de la cité des actuel.les gérant.es ne permet pas une véritable ouverture du jardin à tous. La communication entre adhérent.es et responsables semble être un véritable enjeu, puisque les adhérent.es ne viennent pas jardiner. En outre, l'entre-soi fort de ce jardin peut s'expliquer par des phénomènes de rejet envers certaines personnes et le refus de s'investir dans certaines activités du tissu associatif du quartier, comme le carnaval, c'est en tout cas l'hypothèse que pose la personne interrogée à la maison de quartier. Enfin, il est important de noter que le modèle économique du jardin pour tous est fondé sur une double contribution des jardinier.es, à la fois au moment d'adhérer à l'association (10€ annuelles) et au moment d'acheter les paniers de légumes (3€ pour 4-5 kg en été). Si les sommes sont plutôt faibles, les facteurs économiques peuvent être un frein à l'accès à ce jardin. D'un point de vue de l'espace, rappelons que le jardin pour tous est situé au cœur de la résidence et qu'il est visible par tous. Cependant, aucun.e habitant.e du quartier de la Sablière ne jardine effectivement dans ce jardin. Cette problématique de l'inclusivité est également présente au jardin de l'ex-gendarmerie. On trouve au sein de ce jardin un bac, aujourd'hui inutilisable, surélevé et permettant aux personnes dont la santé ou l'âge ne permet pas de se baisser de cultiver au sein du jardin. Actuellement, il n'est pas entretenu, mais on peut tout de même noter l'attention à ce que le jardin soit accessible. Lui aussi géographiquement en retrait, il est cependant situé au milieu d'un parc public. On a vu avec l'exemple de Kenza que ce jardin pouvait être perçu comme un « lieu protégé » de la ville, ce qui reprend la représentation du « jardin d'Eden » développée par Léa Mestdagh, et qui implique une nécessaire mise à distance du reste de la ville. Pour Kenza, le groupe de jardinier.es ne doit pas dépasser les 5 personnes. Les activités annexes au jardinage sont également le reflet de cette idée de protection du jardin. Le compost a notamment cristallisé un conflit autour de cette représentation. Un groupe de jardinier.es désirait en effet ne mettre dans le compost que des épluchures bio, afin de s'inscrire dans

une démarche la plus respectueuse de l'environnement. Stéphane au contraire désirait que tout le monde puisse alimenter le compost, et donc de ne pas le restreindre à un certain type d'épluchures, en s'appuyant notamment sur de la documentation scientifique mettant en avant le fait que les produits phytosanitaires étaient dégradés lors de la maturation du compost. Ici c'est la question du rapport aux savoirs et de leur valorisation qui est utilisée dans le cas de tensions au sein d'un groupe. Stéphane investit ici des connaissances d'ordre scientifique, puisqu'il cite des articles produits par l'INRAE dans un groupe de jardinier.es amateur.ices, dont les pratiques sont plutôt liées aux représentations du jardin, et de ce qui est naturel qu'à des savoirs scientifiques. Il est donc intéressant de voir que la vision de « la naturalité », en l'occurrence l'absence de « produits chimiques » dans le compost est une des justifications à l'exclusion de certaines personnes au sein d'un espace.

4.4. L'inscription des jardins dans le paysage alimentaire bondynois

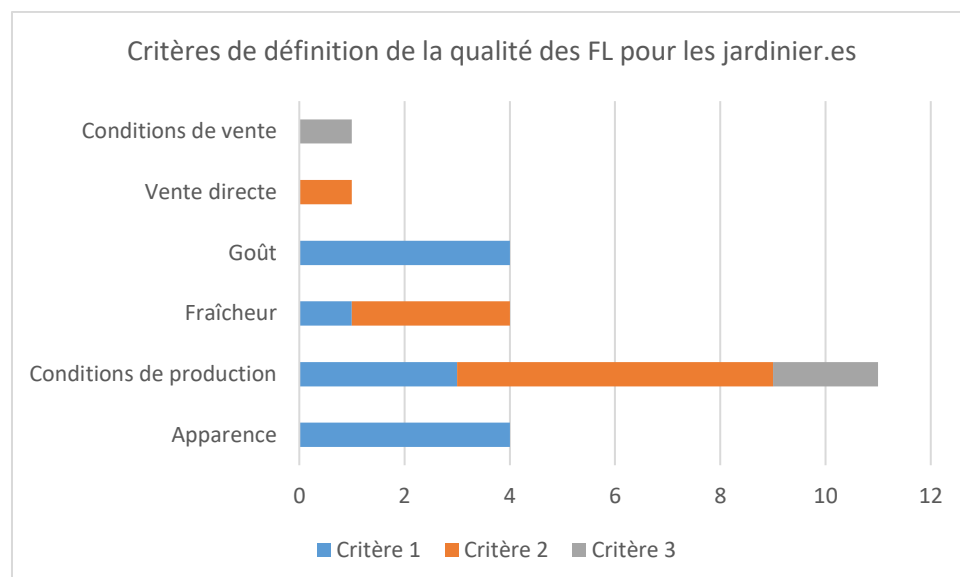
On a vu en partie 2.1.1 que se placer dans le cadre de la justice alimentaire permettait de s'intéresser à la fois à l'approche spatiale mais aussi à la perception par les habitant.es des systèmes alimentaires, le paysage alimentaire n'étant pas seulement un environnement extérieur mais bien un système incluant, perçu et modelé par les individus. Ici on s'intéressera à l'inscription des JCP dans ce paysage, afin de comprendre comment les perceptions de, la manière de fréquenter et les pratiques culturelles dans les jardins s'articulent avec les perceptions et pratiques liées à l'alimentation.

4.4.1. Une contribution symbolique à l'alimentation des Bondynois.es

En termes quantitatifs, on a établi que la contribution des JCP de la ville était négligeable. Du fait des différentes contraintes techniques, notamment la surface, et malgré l'intérêt porté par les jardinier.es pour la production alimentaire celle-ci reste faible. D'un point de vue de la qualité cependant, on a vu que cette dernière était loin d'être anecdotique. Qu'il s'agisse d'aromatiques, de cultures comme les tomates ou les salades dont la fraîcheur est essentielle, la qualité des produits est largement mise en avant par les jardinier.es. Les tomates du jardin remplissent une fonction presque symbolique de représentation de la qualité. Dans un premier temps, je reviendrai sur la notion de qualité et sa perception par les personnes interrogées, jardinant ou non dans les JCP afin de comprendre la place prise dans les pratiques de consommation de FL.

La qualité des FL : définitions, perceptions

Dans un premier temps, nous reviendrons sur la notion de qualité. Nous avons vu que cette dernière a une définition multifactorielle. Au cours de l'enquête, je me suis intéressée à la définition de la qualité des FL par les Bondynois.es. En les interrogeant sur les critères de définition, on obtient les résultats suivants :



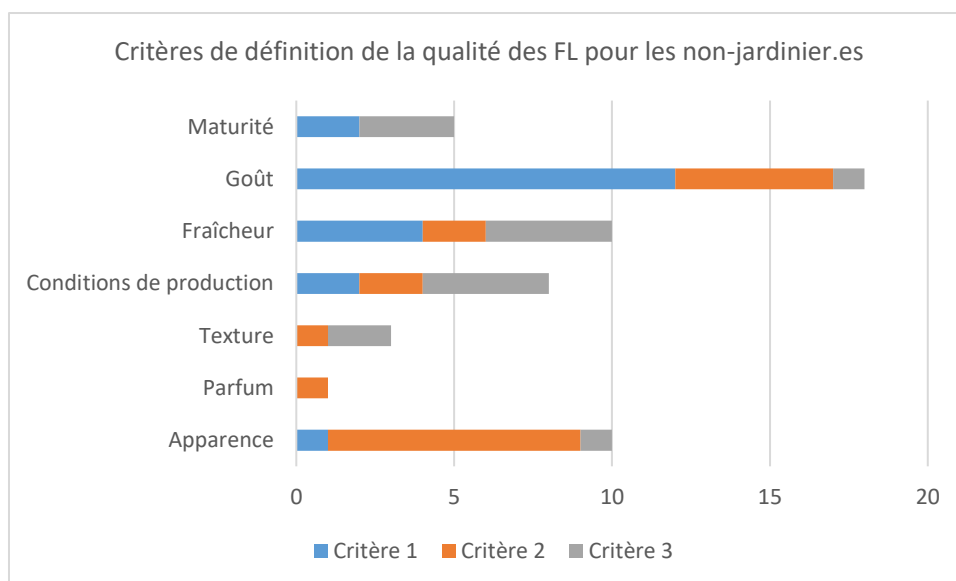


Figure 11 - Définition de la qualité des FL par les personnes interrogées

Pour les personnes jardinant au sein de JCP, la réalisation d'entretien a permis de laisser une expression plus libre sur le sujet que pour les non-jardinier.es. La différence de réponses est significative, les personnes fréquentant les jardins étant attachés avant tout aux conditions de production – l'agriculture biologique, la localité et notamment le fait de cultiver les FL en France - et les non-jardinier.es aux critères de goût et fraîcheur. On peut cependant constater que, dans les deux cas, les conditions de production sont des critères secondaires. Même pour les personnes fréquentant les JCP, la qualité des FL est avant tout déterminée par le goût et l'apparence. Cette différence de conception peut s'expliquer par la forte sensibilité des personnes fréquentant les JCP, qui partagent un certain nombre de valeurs en lien avec l'environnement et l'écologie, comme nous l'avons vu dans la partie 4.3.1. Dans le discours des personnes interrogées, le lien entre production de FL et consommation bio, locale, saisonnière, perçue comme « responsable », ou du moins s'inscrivant dans un système de valeurs liées à l'environnement, c'est le cas notamment de Kenza : « *Après j'apprends beaucoup, planter, voir pousser et éventuellement pouvoir manger un fruit ou un légume qu'on a planté, c'est génial. S'il s'agit du côté alimentation, moi j'essaie de faire attention quand j'achète mes légumes et mes fruits j'essaie pas de trouver les bas prix, j'essaie de trouver de la qualité et du local, voilà. Donc le jardin, ramener quelques légumes du jardin, ramener des herbes aromatiques ça prend sens pour moi. Mais c'est pas mon but premier n'est pas de me nourrir du jardin* ». Reviennent également pour les jardinier.es les conditions de vente, qui bien qu'elles soient secondaires, influent également sur la perception de la qualité des FL. Pour Kenza pour comme Jacques, l'achat direct au producteur est un marqueur de qualité. Au sein des personnes interrogées seules deux s'approvisionnent ou se sont approvisionnées grâce à l'AMAP. Cependant, plusieurs personnes révèlent être attachées à s'approvisionner en FL au marché, simplement pour la dimension plaisir de fréquenter les lieux. Si cela n'influe pas directement sur la définition de la qualité des FL, on peut noter l'association entre le lieu d'achat, les différentes habitudes d'achat et la perception des produits. Plusieurs personnes, comme Martine au marché de Livry-Gargan ou le conjoint de Myriam au marché de Bobigny, se déplacent même hors de la ville pour fréquenter un marché en particulier.

En s'intéressant tout particulièrement aux conditions de production, pour les jardinier.es comme les non-jardinier.es, on observe un véritable décalage entre les valeurs des personnes (en réponse à la question : « *quelles importance accordez-vous au fait de consommer des FL bio, produits en France, de saison ?* ») et la consommation effective de ces FL. On a en effet les résultats suivants :

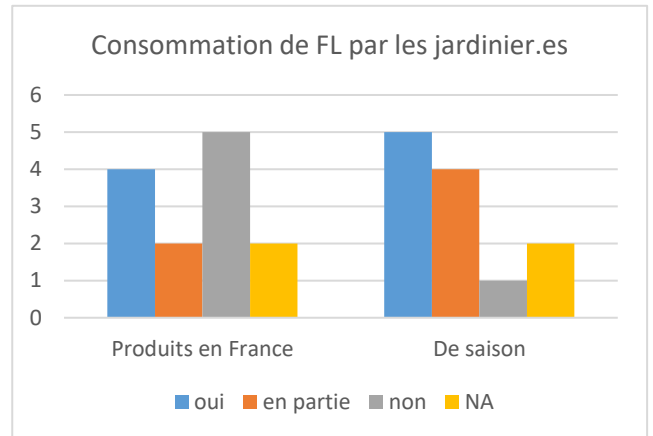
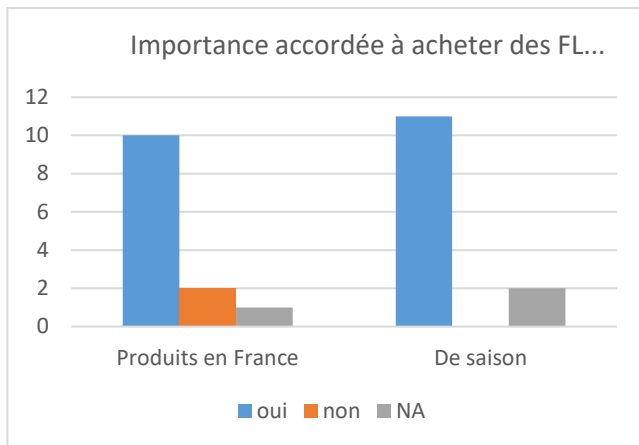


Figure 12 - Valeurs et consommation de FL pour les jardinier.es

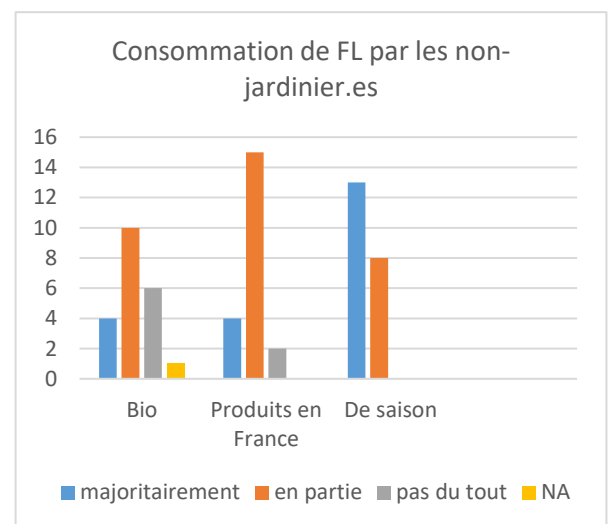
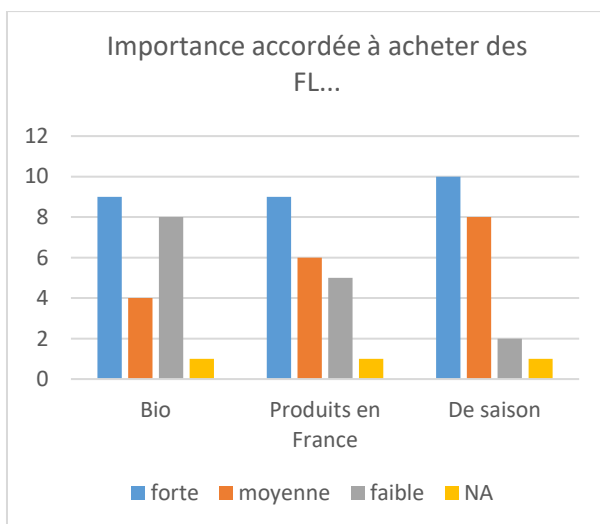


Figure 13 - Valeurs et consommation de FL pour les non-jardinier.es

Sur les graphiques, je n'ai représenté en terme de localité que les FL cultivés en France. J'ai tenté au sein des questionnaires de différencier la notion de localité liée à la proximité géographique du fait que les FL soient produits en France ; mais je n'ai pas présenté les résultats ici parce qu'ils se confondent presque. Une personne déclare accorder plus d'importance à la localité qu'à la production française et une autre déclare l'inverse. Encore une fois, la différence de méthode d'investigation entre les deux groupes ne permet pas une comparaison précise, puisque tous les points n'étaient pas abordés de la même manière et avec la même quantification au cours des entretiens. Le delta observé pour les deux groupes s'explique dans un grand nombre de cas. En effet, la quasi-totalité des personnes interrogées qui accordaient de l'importance à ces critères déclarent que « le porte-monnaie ne suit pas ». Différentes stratégies existent pour conjuguer ressources économiques limitées et consommation de FL : achats en gros pour les familles nombreuses, approvisionnement à l'extérieur de la ville dans des supermarchés où les prix sont plus bas, achats au marché dont la qualité est estimée plus basse mais où les prix sont plus bas. Les personnes interrogées qui ont recours à ces pratiques ont conscience de leur désaccord avec leurs valeurs, et décrivent souvent les compromis qu'elles doivent faire pour nourrir le foyer, notamment lorsqu'on parle de familles avec plusieurs enfants : « vous achetez en gros et y a une partie qui vend des FL en cagette, format famille nombreuse, on achète là bas les tomates. Et on voit tout arriver d'Espagne, alors j'ai rien contre l'Espagne mais on sait les contrats qu'ils font avec l'Europe, business avec agro-alimentaire et ainsi de suite, bon on a pas le choix, les légumes c'est naze, c'est là les légumes, on les achète là. Mais on prend des légumes, tant qu'à manger de la merde, autant

que ce soit des légumes. », déclare Jacques. On peut observer ici un des thèmes récurrents en entretien : le fait que de nombreux FL viennent d'Espagne. Spontanément, en entretien, trois personnes ont fait part de l'importance qu'elles accordent à ne pas consommer des FL espagnols. On peut remarquer sur les graphiques précédents que les compromis se font principalement sur la provenance, plus que sur le bio pour lequel la sensibilité des non-jardinier.es du moins est plus faible et sur la saisonnalité, pour laquelle la plupart des personnes réussissent à se conformer à leurs valeurs. Il est également important de souligner la carence de l'offre en FL bio et locaux. Seule l'AMAP permet de s'approvisionner en FL locaux à Bondy. Des magasins bio sont présents dans les villes alentour comme la vie claire d'Aulnay-sous-Bois ou la biocoop à Pavillons-sous-Bois, mais de nombreuses personnes expriment le manque de points de vente de ce type.

D'un point de vue de la comparaison entre les deux échantillons, on peut constater que la différence se joue surtout sur les valeurs, la répartition étant plutôt similaire pour la consommation. En effet, d'après les résultats, les jardinier.es seraient plus tranché.es dans l'importance accordée aux différentes valeurs. Je n'ai malheureusement pas collecté de données sur l'importance du bio dans leur consommation alimentaire, bien que cela ait pu être abordé au cours des entretiens : six personnes ont exprimé le souhait d'acheter plus de FL bio. Bien qu'il soit difficile de comparer deux échantillons de tailles différentes, on peut tout de même déceler une tendance, cohérente avec le constat fait précédemment : les jardinier.es semblent plus sensibilisé.es aux enjeux liés à l'alimentation, d'un point de vue des « bonnes pratiques ».

Impact des jardins sur la consommation de FL

Enfin, d'un point de vue de la quantité de FL consommées, j'ai interrogé les personnes en terme de fréquence de consommation. Les résultats sont les suivants :

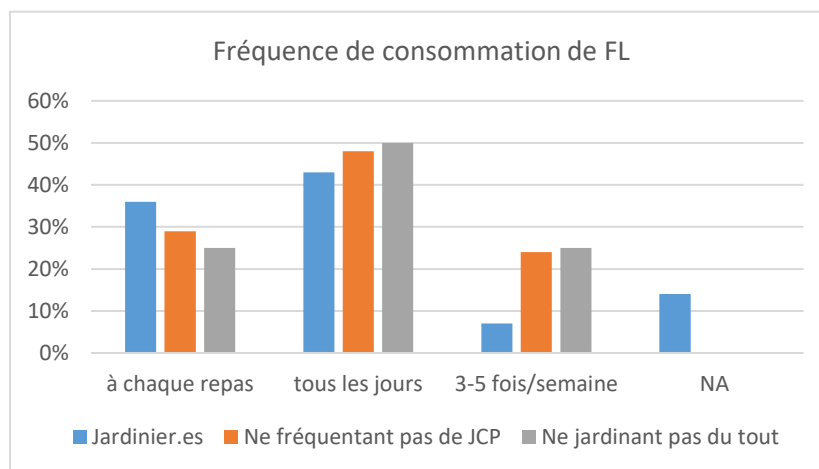


Figure 14 - Fréquence de consommation de FL par les jardinier.es et non jardinier.es

J'ai choisi ici de diviser l'échantillon des non-jardinier.es entre les personnes qui jardinent dans un jardin privé et celles qui ne jardinent pas du tout. On peut observer que la pratique du jardinage est associée à une consommation plus régulière de FL. Ceci est particulièrement visible sur le graphique « 3 – 5 fois par semaine », la proportion de personnes mangeant cette quantité de FL par semaine étant bien plus faible que celle des autres réponses. Il serait intéressant de vérifier ce lien avec un plus grand échantillon. Cette corrélation est également à mettre en relation avec le fait que les personnes pratiquant le jardinage sont bien souvent déjà sensibilisées aux questions d'alimentation. Au cours des entretiens, le jardin a plus été présenté comme une manière de mettre en cohérence loisirs et valeurs que comme le point de départ à un changement de valeurs, et donc de mode de consommation par exemple. Il serait néanmoins intéressant d'aborder la question des modifications des pratiques alimentaires depuis les premières années de jardinage. On peut aussi émettre une autre hypothèse : les personnes ne jardinant

pas et consommant moins de FL sont également les personnes disposant du moins de temps libre. En effet, l'échantillon est composé de beaucoup de personnes vivant en famille, avec plusieurs enfants. Comme Laurie le souligne au cours de son entretien, la consommation de FL est soumise à plusieurs contraintes logistiques : le stockage de denrées périssables, le temps de préparation... A noter que bien que Laurie n'accorde que très peu d'importance à la dimension de production de FL des jardins, elle indique tout de même que lorsqu'elle a été interrogée par l'animateur du jardin sur les variétés à cultiver, son choix s'est porté sur des espèces s'adaptant aux contraintes pratiques de la cuisine : « *des trucs qui se cuisinent facilement. Par exemple je sais qu'à chaque fois, y a des blettes... Bah les blettes il en faut une quantité astronomique pour te faire une petite assiette parce que tout fond à la cuisson, ça prend beaucoup de place, ça flétrit, je trouve ça un petit peu naze. Par contre les courgettes c'est bien, tu peux faire plein de trucs avec* ». Si mon étude était plutôt portée sur les pratiques au jardin, Elodie Barbe s'est, elle, intéressée aux différents facteurs pouvant influencer les pratiques alimentaires. Son étude révèle que ces dernières sont influencées notamment par le matériel de transformation que possèdent les personnes. Elle montre en particulier que certaines personnes ne possèdent pas les équipements nécessaires, elle cite l'exemple de Gautier dont la gazinière ne fonctionne pas, et qui adapte son alimentation en fonction de cette contrainte. J'évoquais en partie 4.3.3 la charge mentale et le fait qu'elle pouvait représenter un frein à l'accès au jardin ; ici la même chose s'applique pour les pratiques de consommation de FL. Ainsi, le jardin s'inscrit dans un ensemble de choix de vie et de valeurs pour les jardinier.es et qui incluent une consommation importante de FL, même si des compromis peuvent être réalisés du point de vue de la qualité de ces derniers en fonction de contraintes, notamment économiques. Pour les personnes ne fréquentant pas les JCP, la situation est plus contrastée puisque certains freins à la fréquentation des JCP se retrouvent également dans les freins à la consommation de FL, et a fortiori de FL bio, locaux (ou du moins français) : l'inaccessibilité des points de vente proposant de tels produits, les barrières économiques et le temps disponible.

Le devenir des produits du jardin

Si les fruits, légumes et herbes aromatiques sont produits en faible quantité dans la plupart des jardins (le jardin pour tous étant à part du fait de son modèle économique), il est intéressant d'étudier leur devenir. On a vu qu'il existait des liens entre pratiques culturelles, et notamment choix des espèces cultivées et alimentation : la praticité pour Laurie, les goûts personnels avec la production de fèves notamment pour Noah... En fonction des jardins, les FL produits ont différents devenir, que l'on peut résumer dans le tableau suivant :

Nom du jardin	Jardin pédagogique de la Noue Caillet	Jardin pour tous	Jardin de l'ex-gendarmerie	Jardin I3F	Ferme Caillard
Destinations des FL produits	Récoltes par les bénévoles, consommation personnelle	Vente de paniers aux adhérent.es	Récoltes par les jardinier.es, consommation personnelle	Consommation personnelle des jardinier.es	Activités pédagogiques
	Dons aux associations		Repas collectifs	Dons : entre voisin.es, aux proches	Dons aux visiteur.ses

Tableau 4 - Devenir des FL cultivés par jardin

On constate qu'il existe deux grands types de destinations : les jardinier.es ou adhérent.es en tant que personnes individuelles et les associations ou écoles. La majorité se destine directement aux jardinier.es, même dans le cas des jardins partagés : au moment de la récolte, les jardinier.es se partagent les FL. Dans ce cas comme dans le cas de la vente de FL au jardin pour tous, les produits sont la plupart du temps intégrés dans l'alimentation sans mise en valeur particulière, sauf sur quelques produits spécifiques. Jean, par exemple, adapte ses pratiques culturelles en laissant grossir les courgettes afin de

les préparer d'une certaine manière : *« des courgettes elles étaient comme ça, énormes, le truc il faisait à peu près 1,5kg-2kg, ça peut pousser énormément les courgettes. Parce que moi je les laissais pousser, parce qu'on peut les cueillir pas trop grosses mais moi j'aime bien. Parce que moi je les fais à l'étouffée, alors c'est pour ça que je laisse grosses comme ça, et après t'épluches un sur deux, après tu coupes en morceaux, comme des frites, en petits carrés, tu fais cuire à la vapeur et tu fais ça après avec une sauce, ail, oignon, tu fais une vinaigrette, ça c'est super bon aussi. »*. Au jardin pour tous, je n'ai pas eu l'occasion de discuter avec les adhérent.es non-jardinier.es afin de déterminer quelle place prennent les paniers de FL dans leur alimentation, d'un point de vue quantitatif mais aussi d'un point de vue de la mise en valeur. Dans les jardins de pied d'immeuble, du fait de l'organisation en parcelles individuelles, le rapport aux FL produits est différent. Même si l'émerveillement et la surprise sont présents dans les discours de personnes fréquentant les jardins partagés, comme dans celui de Nathalie : *« justement je suis surprise de voir les salades, quand on a mis dans les petits pots les salades, ça ressemblait pour moi à... C'est vrai je me suis dit c'est pas possible, ça va pas pousser ça, et en fait quand on voit ça là, c'est intéressant de savoir comment ça pousse. »*, ceux-ci s'appliquent plutôt à l'observation de la croissance des plantes. Dans les jardins de pied d'immeuble, une dimension de fierté à produire quelques FL est plus forte, et s'exprime notamment par leur mise en valeur, que ce soit par des pratiques culinaires ou des pratiques de dons. Le goût des tomates revient à chaque entretien, comme un symbole de la fierté de produire quelque chose de meilleur que ce qui peut s'acheter dans le commerce. Pour Sylvie, c'est la préparation de salades de tomates ou de ratatouille qui vient conclure la production de FL. Myriam exprime plus ouvertement sa fierté : *« Je sais que l'année dernière j'avais fait des salades et franchement elles étaient très bonnes, la vérité par rapport à celles qu'on achète et celles que j'ai planté moi, franchement y a rien à voir. Ah ouais, le goût. Mais même mes filles, et mes nièces, qui aiment beaucoup les salades elles m'ont dit « bah franchement c'était très bon »*. C'est ici la dimension de partage, avec les proches, les voisin.es, qui prime. Myriam évoque le don de FL à ses voisin.es ainsi : *« je leur fais goûter, y a pas beaucoup de choses mais même si c'est 3-4 tomates, c'est déjà mieux que rien. C'est le partage qui est le plus important quand on fait un truc. »*. Au jardin de l'ex-gendarmerie, ce sont des repas collectifs organisés avec le SEL qui permettent de mettre les légumes en valeur. La consommation sur place, de petits fruits comme les framboises, mûres, tomates cerises est également un moyen de valoriser la production, notamment lorsque la cueillette se fait avec les enfants. Dans les jardins de pied d'immeuble, Noah plante ses pieds de tomate cerise dans cette optique, mais les jardins partagés font également ce choix, surtout lorsqu'ils accueillent des écoles. A la ferme Caillard, les FL sont effectivement valorisés par des dons aux écoles, mais également pour les personnes de passage. Bien qu'il s'agisse d'une quantité symbolique à chaque fois, c'est comme dans le cas de Myriam ou de Solène qui partagent avec leurs voisin.es un moyen d'améliorer les dimensions liées à la perception de l'alimentation. Cette dimension est particulièrement importante dans le cas de personnes précaires, qui comme on l'a vu dans la partie 2.1.1 (et plus précisément dans le rapport ATM Quart Monde, 2016) sont confrontées à des difficultés également dans leur rapport à l'alimentation, du fait qu'elles peuvent souffrir d'une stigmatisation sur des pratiques alimentaires pas toujours choisies, déterminées par des contraintes économiques. De ce point de vue, Myriam fait le lien entre jardin, consommation de FL et apaisement, en particulier en période de covid où des difficultés, qu'elle n'a pas détaillées, se sont accumulées : *« C'est vrai à cette période, les FL ça nous a beaucoup manqué, franchement je vais pas vous mentir, c'était très difficile. [...] Déjà on est pas vraiment les champions mais là le covid il nous a carrément cassé. »*, dit-elle avant de répondre qu'elle aurait *« franchement bien aimé avoir ce petit jardin »* (au moment du premier confinement). C'est alors un rôle symbolique qu'occupe le jardin dans l'alimentation des personnes mais aussi dans la vie quotidienne, et, particulièrement en période de crise sanitaire, dans le rapport à la ville. Plusieurs personnes évoquent en effet le manque de liberté induit par les confinements, dans la manière de s'approvisionner en FL notamment.

On constate que les FL produits dans les différents jardins de la ville sont essentiellement destinés directement aux jardinier.es ou aux adhérent.es dans le cadre des ventes au jardin pour tous. Seul le jardin de la Noue Caillet a pour projet de s'inscrire dans une démarche à plus grande échelle en

imaginant des partenariats avec des associations d'aide alimentaire, comme la Marmite, située dans le quartier. Cependant, la production de FL étant pour l'instant trop faible (notamment du fait du premier confinement de Mars 2020, qui a eu lieu en pleine saison de plantation et qui a donc eu un fort impact sur la production de FL de la dernière saison). Un autre projet porté par le LAB3S est la mise en place d'une cuisine collective afin de proposer des activités pédagogiques en lien avec l'alimentation. Des cuisines collectives sont déjà en place à Bondy au sein des trois maisons de quartier. Ce projet est, selon les habitant.es, intéressant pour deux raisons. Tout d'abord, d'après Youssef, ces cuisines seraient un moyen intéressant de sensibiliser une plus large frange de la population que les JCP. Il estime en effet peu fructueuse son expérience de démarchage pour le jardin de la Noue Caillet dans le quartier, et imagine que la cuisine pourrait être un bon moyen de faire connaître le jardin, car elles seraient plus accessibles. Ce constat est cohérent avec le fait que les jardins sont occupés avant tout par des personnes déjà sensibilisées et ne constituent pas une porte d'entrée vers un mode de vie plus écologique. Par ailleurs, si la majorité des personnes sont surprises de voir émerger la question des cuisines collectives, concept qu'elles découvrent au moment de l'entretien, elles sont généralement enthousiastes par rapport au projet. Myriam notamment explique qu'elle a déjà participé à des ateliers de partage de recettes dans une maison de quartier, qu'elle avait trouvés très enrichissants. Dans le contexte de Bondy, où de nombreuses personnes issues de l'immigration vivent, ces ateliers prennent un véritable sens puisqu'il s'agit de partager des traditions. Ces cuisines sont donc porteuses d'une revalorisation de savoirs - souvent féminins, la cuisine étant généralement assumée par les femmes : au cours de l'enquête, la quasi-totalité des personnes ayant déclaré aimer cuisiner et avoir des connaissances en cuisine sont des femmes, mais aussi en lien avec la migration. Puisqu'il existe ce même lien dans les JCP, il est donc intéressant d'envisager des projets de ce type et d'y intégrer la production des jardins.

4.4.2. Les JCP s'inscrivent dans un projet de territoire plus large

On a vu que les impacts en termes d'alimentation des JCP étaient essentiellement symboliques, s'appuyant sur une mise en avant de savoirs notamment. La fonction alimentaire est en lien étroit avec les fonctions sociales puisqu'on voit qu'une partie de la valorisation des FL produits s'appuie sur le don aux proches. On a également vu en partie 4.3.2 que la réappropriation de l'espace par les personnes, notamment dans le cas des pied d'immeuble en habitat social où le logement n'est pas choisi peut avoir un impact très positif sur le rapport à la fois à l'alimentation mais également à la ville. Cependant, je soulignerai ici que, si cet effet est bien réel à l'échelle personnelle dans les parcelles de pied d'immeuble, ce n'est pas le cas à l'échelle des projets comme le projet du jardin pour tous. Cet exemple est révélateur de dynamiques de renfermement qui peuvent avoir lieu dans ce type de structure associative. Ici, ce sont finalement des personnes extérieures au quartier qui ont pris possession de l'espace, aux dires des habitant.es et associations du quartier. J'ai évoqué ces dynamiques de fermeture dans la partie 4.3.3, celles-ci signifient d'un point de vue du paysage alimentaire que ces sources de FL, mais aussi que ces espaces de jardinage sont inaccessibles à une partie de la population. Il serait intéressant de savoir qui sont les acheteur.ses des paniers, cependant nous avons vu que c'est surtout la dimension symbolique du jardin dans son rapport à la terre, à l'espace et aux savoirs qui importe. Dès lors, une exclusion de l'espace de jardin a également des conséquences sur l'alimentation de ces personnes. Les mécanismes qui sous-tendent cette exclusion sont eux aussi liés à des systèmes de représentation, d'après la responsable de la maison de quartier voisine à « une mauvaise vision de la cité », une mise à distance de l'environnement dans lequel le jardin se trouve. La dimension sociale, le positionnement entre ouverture et fermeture vient donc positionner les JCP de la ville de manière singulière dans le paysage bondinois.

Enfin, tout comme les JCP s'inscrivent dans les projets personnels des habitant.es comme une composante d'un ensemble de valeurs et de représentations, ces derniers se s'inscrivent également dans un projet de territoire plus vaste. Bien que je n'ai pas pu obtenir d'entretien approfondi avec les élu.es, on peut constater que la mairie est impliquée dans les différents projets d'agriculture urbaine, avec la mise en usage de deux terrains, et la mise en place de la ferme Caillard. Un deuxième projet de ce type se met actuellement en place : la mairie a racheté une ancienne ferme qu'elle veut rénover pour pouvoir

accueillir le public. D'un point de vue de la pédagogie, le lien avec les écoles existe, dans une optique de sensibilisation des générations futures. Si au jardin de l'ex-gendarmerie, Stéphane parle « d'écologie urbaine », on peut inscrire les projets globaux dans une vision de développement urbain durable, permettant d'allier fonctions sociales, économiques et environnementales. D'un point de vue associatif, les jardins s'inscrivent dans le territoire comme un support de pédagogie et de rencontres : le LAB3S, le SEL et Rayons de Soleil s'inscrivent dans cette vision. Si les thématiques environnementales et d'alimentation sont importantes, elles ne sont pas les seules à être abordées via les jardins. La maison de quartier Sohane investit en effet la thématique de la langue avec l'organisation d'ateliers pour les personnes primo-arrivantes et apprenantes ; pour Rayons de Soleil c'est la question du féminisme qui est abordée avec l'évocation des jardins et cuisines collectives comme lieux de « *prétextes pour se rencontrer* », par exemple pour la journée du 8 Mars. Les deux responsables de l'association qualifient les motivations de l'association de militantes et féministes et voient pour le jardin un lieu d'émancipation : « *ça valorise l'action qu'on mène toute seule oui, voir qqch qui a poussé, qu'on pourra faire partager à sa famille, son voisinage, ou peut-être le revendre, en tirer de l'argent, financer un projet, oui c'est valorisant, donc c'est une forme d'émancipation aussi.* »

En définitive, les JCP de la ville, sous leurs différentes formes, prennent une valeur d'un point de vue individuel, d'un support à l'expression d'un système de valeurs cohérents, lié principalement à l'écologie et l'alimentation. A l'échelle des associations et institutions, les JCP représentent également des supports de transmission et de pédagogie.

5. Discussion

Dans cette dernière partie, nous discuterons des résultats obtenus et des questions qu'ils soulèvent à leur tour.

5.1. Représentativité de l'échantillon

La première limite de ce travail est l'échantillon des personnes interrogées. Celui-ci n'est pas représentatif, surtout chez les non-jardinier.es car j'ai utilisé principalement le volet associatif, en animant des ateliers au jardin ou autour de l'alimentation, qui touchent la plupart du temps des personnes déjà intéressées par ces thèmes, en témoigne le nombre de personnes jardinant déjà au sein de leur jardin privé. Une idée intéressante aurait été de mener l'enquête par une méthode de déambulation. Néanmoins, cette approche demande un temps qui n'était pas compatible avec la durée du stage. Chez les jardinier.es, ayant travaillé sur 5 jardins à la fois, je n'ai qu'un faible échantillon de personnes interrogées par jardin. Pour avoir une idée plus représentative de qui fréquente les jardins, il faudrait soit prolonger l'étude, de sorte d'avoir le temps de faire une observation de terrain longue qui permettrait de connaître tous.tes les jardinier.es, soit mettre en place un questionnaire permettant de définir le profil sociologique de chaque jardinier.es : âge, genre, date d'arrivée à Bondy, revenus, lieu de naissance. Cette approche aurait pu compléter les données qualitatives issues des entretiens.

De plus, comme souligné à plusieurs reprises dans la partie 4, la différence de méthode d'investigation a également eu une influence sur les résultats, et les comparaisons entre les deux populations n'a pas toujours pu être réalisée précisément. Dans l'idéal, il aurait été intéressant d'obtenir aussi un peu de données qualitatives pour les non-jardinier.es, en réalisant quelques entretiens, et inversement quelques données quantitatives pour les jardinier.es. Un tel travail aurait également permis une analyse statistique plus précise.

5.2. Des thèmes à approfondir

Par ailleurs, on a commencé à voir avec cette étude l'importance de certains facteurs, comme les facteurs ethno-raciaux, notamment liés à la migration, et le genre sur les représentations, le rapport aux savoirs, et finalement sur les pratiques culturelles et alimentaire. Certains liens apparaissent dans le cadre de cette étude, par exemple le rapport au symbole – la terre, la plante, le plat – qui s'exprime dans le cadre des pratiques culturelles et alimentaires des personnes issues de l'immigration ; ou bien le rapport

aux savoirs, entre amateurs et professionnels, qui est influencé et par le genre et par les facteurs liés à la migration. Cependant, il pourrait être intéressant d'explorer d'autres pans des rapports entre genre, migration, jardins et alimentations. La question du travail domestique notamment a été soulevée et il serait intéressant de déterminer le lien entre pratique du jardinage, notamment pratique du jardinage nourricier et travail domestique.

La question de la gouvernance à une l'échelle de la ville n'a pas pu être traitée, il serait pertinent de voir comment s'inscrivent ces JCP dans les politiques publiques, s'ils font ou non partie d'une politique plus large. Cette question est d'autant plus intéressante qu'on a vu les opportunités présentes sur la ville, à la fois en termes de demandes et d'espaces. Un travail plus poussé avec les bailleurs sociaux et les collectivités locales pourrait permettre de faire émerger des problématiques à une échelle plus globale. A ce sujet, il pourrait être intéressant de mener une enquête similaire dans un territoire plus vaste de SSD afin de repérer les points de ressemblance et les différences, et d'envisager des projets de coopération. En effet, les JCP de Bondy comme on l'a dit sont très récents, ce qui n'est pas le cas dans toute la SSD. Ces derniers sont confrontés à d'autres problématiques mais ont également plus d'expérience, ce qui pourrait mener à des échanges enrichissants.

Enfin, les méthodes d'entrée (en particulier l'organisation d'ateliers) sur le terrain n'ont pas seulement conduit à un biais d'échantillonnage, elles ont aussi permis de révéler un autre phénomène : le jardinage en jardins privés. Si on a vu que le fait d'avoir une parcelle privée pouvait être un frein à la fréquentation de JCP, ce lien n'est pas systématique. Il serait intéressant de conduire des entretiens avec des personnes jardinant chez elles afin de déterminer leur inscription au sein du paysage alimentaire de Bondy.

6. Conclusion

6.1. Retour sur les hypothèses et réponse à la question de recherche

En conclusion de ce travail, nous avons vu que les jardins bondynois s'inscrivent dans le paysage alimentaire par leur rôle symbolique et de support. La première hypothèse est donc bien vérifiée, du fait que les jardins sont pour les habitant.es des lieux d'expression de leurs valeurs, leurs représentations et leurs savoirs, et s'inscrivent dans un ensemble de choix de vie. Il est également vrai que les JCP ne sont pas accessibles à tous.tes, notamment du fait de certaines représentations. L'idée de « nature en ville » joue un rôle très important puisque le jardin réifie les relations entre ces deux constructions antagonistes. Les JCP s'inscrivent donc bien dans les systèmes de choix individuels, et ont un rôle pour les jardinier.es. La deuxième hypothèse, *ie* le fait que les objectifs de ces jardins sont différents en fonction des acteur.ices est aussi vérifiée, la différence principale se situant au niveau des discours sur les impacts sociaux de ces jardins, qui sont finalement, très limités, se cantonnent aux relations interpersonnelles. La vision globale des élu.es municipaux.ales manque pour pouvoir déterminer s'il existe un projet à l'échelle de la ville. Cependant, en ce qui concerne la troisième hypothèse, elle n'est pas entièrement vérifiée. Du point de vue des responsables et bailleurs, les objectifs voulus pour les jardins sont loin d'être les seuls facteurs à prendre en compte dans l'organisation, les contraintes techniques jouant également un rôle important. De plus, particulièrement dans le cas des responsables de jardin, les représentations personnelles sont tout aussi influentes. Pour finir, fonctions attribuées et motivations à jardiner sont bien déterminantes dans les pratiques culturelles, celles-ci étant partie intégrante du système de valeurs et savoirs.

Pour répondre à la question initialement posée par le travail de Léo Truglia, il semble que la mise en place d'une filière locale d'approvisionnement en FL soit possible, mais qu'elle serait bien distincte des JCP. En effet, leur rôle étant avant tout symbolique, bien que la production alimentaire soit une véritable motivation, il est important qu'elle reste faible en quantité pour une partie des personnes, pour justement garder cette dimension d'émerveillement et de rupture avec le système alimentaire

dominant, qui est la dimension la plus bénéfique. Cependant, elle n'est pas à exclure complètement, puisqu'une demande en FL locaux est effectivement là, mais elle devra passer par d'autres formes.

6.2. Préconisations pour les futures actions

J'ai au cours de ce stage pu participer à ou observer plusieurs types d'actions. Tout d'abord, en ce qui concerne la formation aux pratiques de jardinage, comme ce qui est proposé par le LAB3S, il est important de garder un accompagnement, de sorte à favoriser la transmission des savoirs et les dynamiques de groupe. Dans la même idée de valorisation des savoirs culturels, les cuisines collectives peuvent être un moyen de faire circuler des connaissances culinaires, que l'on sait nombreuses. Pour ceci, il est bon d'accorder une attention toute particulière aux facteurs de genre et liés à la migration, en termes de valorisation des savoirs notamment. L'exemple du jardin de l'ex-gendarmerie illustre le fait que les principes d'autogestion ne suffisent pas à mettre en place des systèmes où toutes les connaissances sont valorisées, que la gouvernance horizontale seule n'est pas une condition suffisante à l'advenue d'un lieu inclusif et au sein duquel la transmission de savoirs est elle aussi horizontale.

Par ailleurs, les jardins de pied d'immeuble que j'ai pu enquêter semblaient rencontrer un assez franc succès. La question est de savoir s'il s'agit d'un effet d'opportunité ou d'une véritable demande. Dans cette optique, garder un suivi sur ces différents lieux et leur évolution pourrait être intéressant, d'autant qu'il s'agit d'espaces où les opportunités sont nombreuses.

Enfin, les liens entre les jardins, et entre jardins et associations sont, la ferme Caillard exclue, très faibles. Favoriser les échanges et transmissions entre jardins pourrait être une piste d'action. Les JCP sont assez bien répartis au sein de la ville, ces jardins pourraient éventuellement servir de ponts entre les différents quartiers de la ville, afin de réduire, même de manière symbolique, la fracture existante au sein de la ville.

7. Bibliographie

Rapports

CREDOC, 2016. Les modes de vie des ménages vivant avec moins que le budget de référence.

Département de la Seine Saint Denis, 2016. Jardins ouvriers et familiaux en Seine Saint Denis. Les cahiers du patrimoine n°2.

FAO, 1996 . L'agriculture urbaine—Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <http://www.fao.org/urban-agriculture/fr/>

INSERM, 2014. Inégalités sociales de santé en lien avec l'alimentation et l'activité physique, 2014.

Ministère de l'économie, Jardins partagés et agriculture urbaine. Consulté le 29 mars 2021. <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/profils/collectivites/jardins-partages-agriculture-urbaine>.

Mouvement ATD Quart Monde, 2016. Se nourrir lorsqu'on est pauvre: analyse et ressenti de personnes en situation de précarité.

Oxfam, 2018. Travailler et être pauvre, les femmes en première ligne.

Livres

BULLARD Robert D., 1991. Dumping in Dixie : Race, Class and Environmental Quality, Boulder.

DEN HARTIGH Cyrielle, 2012. Jardins collectifs urbains : parcours des innovations potagères et sociales, Dijon, Éducagri, 163 pages.

GOTTLIEB Robert, JOSHI Anupama, 2010. Food Justice, The MIT Press.

HUGON Marie-Anne, SEIBEL Claude, 1988. Recherches impliquées, Recherches action : Le cas de l'éducation, Bruxelles, De Bœck Université.

PATUREL Dominique, NDIAYE Patrice, 2020. *Le droit à l'alimentation durable en démocratie*. Nîmes: Champ Social - Theetete Editions.

SÉCHET Raymonde, VESCHAMBRE Vincent, 2006. Penser et faire la géographie sociale – Contributions à une épistémologie de la géographie sociale, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, 397 pages.

SLOCUM Rachel, SALDANHA Arun, 2011. Geographies of race and food. Fields, bodies, markets. Critical Food Studies, 339 p..

WEBER Florence, 1998. L'honneur des jardiniers. Les potagers dans la France du XXème siècle, Paris, Belin Socio-Histoires, 288 pages.

Mémoires

BARBE Elodie, 2021. Diversité des pratiques et des savoirs culinaires des habitants de Bondy dans un contexte migratoire et de disparités socio-économiques.

BEAUFILS Charlotte, 2020. Estimer le potentiel contributif des jardins collectifs urbains dans l'alimentation de leurs usagers précaires : Le cas parisien.

DEGASNE Samuel, 2014. Les jardins partagés en pied d'immeubles de logements sociaux : Quelle mise en œuvre pour une inscription qualitative des jardins sur le patrimoine non bâti des bailleurs sociaux.

Articles

ANDRE, Pascal, RIGONDAUD Sophie, 2014. « ÉTUDE EXPLORATOIRE DE L'IMPACT DES JARDINS PARTAGÉS SUR LA « COHÉSION SOCIALE », Plein sens – acsé.

AUBRY Christine, POURIAS Jeanne, 2012. L'agriculture urbaine fait déjà partie du "métabolisme urbain" : Économie et stratégies agricoles. Déméter 2013, Club Déméter.

AZIOUN Salah, DERGUIN SAID Mehdi, 2018. L'entretien de recherche dit « semi-directif » dans les domaines des sciences humaines et sociales.

BALLY Frédéric, 2017. Habiter l'espace urbain : les jardins collectifs comme moteur d'un autre mode de vie ?. Modes d'habiter et sensibilités environnementales émergentes : quels enjeux pour la qualité de vie ?, ArPenv.

BRASSEUR Martine, 2012. « L'interaction du chercheur avec son terrain en recherche-action : deux cas d'accompagnement individuel des managers ». *Recherches en Sciences de Gestion* 89, n° 2 : 103. <https://doi.org/10.3917/resg.089.0101>.

BOULIANNE Manon, 2001. « L'agriculture urbaine au sein des jardins collectifs québécois : empowerment des femmes ou « domestication de l'espace public » ? » *Anthropologie et Sociétés* 25, n° 1 : 63-80. <https://doi.org/10.7202/000210ar>.

CORKERY Linda, 2004. « Community Gardens as a Platform for Education for Sustainability ». *Australian Journal of Environmental Education* 20, n° 1 : 69-75. <https://doi.org/10.1017/S0814062600002317>.

CUSSET Pierre-Yves 2006, « Les évolutions du lien social, un état des lieux », in., Horizons stratégiques n°2 Tendances et mutations de la société française, Paris, La Documentation Française, pp. 21-36.

DARMON Nicole, MARTIN Pauline, SCHEROMM Pascale, GHESTEM Florence, MARCHAND Paul, CONSALES Jean-Noël, 2018. « Des jardins partagés dans les quartiers d'habitat social: un moyen de repenser les pratiques alimentaires? », 22.

DE BIASI Laure, AUBRY Christine, DANIEL Anne-Cécile, 2018. La renaissance des jardins collectifs franciliens. Note rapide de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme.

DE KETELE, Jean-Marie, ROEGIERS Xavier, 1996. Méthodologie du recueil d'informations. Fondements des méthodes d'observations, de questionnaires, d'interviews et d'études de documents. Méthodes en sciences humaines. (3e édition), Paris, France: De Boeck Université

DEMAILLY Kaduna-Eve, 2015. « Jardiner les vacants: Fabrique, gouvernance et dynamiques sociales des vacants urbains jardinés du nord-est de l'Île-de-France ». *Carnets de géographes*, n° 8. <https://doi.org/10.4000/cdg.324>.

DUCHEMIN Eric, WEGMULLER Fabien, LEGAULT Anne-Marie, 2008. Urban agriculture: multidimensional tools for social development in poor neighbourhoods, Field Actions Science Reports [En ligne] Vol. 1 | 2008, mis en ligne le 16 janvier 2009, URL : <https://journals.openedition.org/factsreports/113?gathStatIcon=true&lang=f>

ÉTIEN Marie-Pierre, TIBERE Laurence, 2013. Alimentation et identité entre deux rives. *Hommes & migrations*, 1303, 57-64. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2552>FORCIER Mathieu, BILGE Sirma, « La racialisation », *Revue Droits et libertés*, 2016

FAURE Emmanuelle, LUXEMBOURG Corinne, DUPONT Angélique, 2019. « Agriculture urbaine comme levier d'émancipation des femmes et de bien-être en ville : l'exemple gennevillois ». Association pour la prévention de la pollution atmosphérique. <https://doi.org/10.4267/pollution-atmospherique.6687>.

FAWCETT Barbara, HEARN Jeff, 2004. Researching Others: Epistemology, Experience, Standpoints and Participation . *International Journal of Social Research Methodology* 7, n° 3 (juillet 2004): 201-18. <https://doi.org/10.1080/13645570210163989>.

FORLOT Gilles, 2013. Chapitre 2. Une sociologie langagière de la migration. In *Avec sa langue en poche... : Parcours de Français émigrés au Canada (1945-2000)* (p. 67-113). Presses universitaires de Louvain. <http://books.openedition.org/pucl/985>

GENESTIER Philippe, 2006. L'expression « lien social » : un syntagme omniprésent, révélateur d'une évolution paradigmatique. *Espaces et sociétés* 126, n° 3 (2006): 19. <https://doi.org/10.3917/esp.126.0019>.

GOTTLIEB Robert, 2009, *Where We Live, Work, Play . . . and Eat: Expanding the Environmental Justice Agenda*, *Environmental Justice*, 2, 1.

HOCHEDÉZ Camille, LE GALL Julie, 2016. Justice alimentaire et agriculture : introduction.

HOVORKA Alice, 1998. Genre et recherche en agriculture urbaine. Méthodologie, répertoire et bibliographie annotée. Série agriculture urbaine, rapport 26. Ottawa, Centre de recherches pour le développement international.

JAMET, Jean-Paul, 2003. Gérer la multifonctionnalité de l'agriculture: Les agriculteurs reconnaissent l'importance du deuxième pilier de la Pac, pour soutenir le développement rural. Mais ils s'interrogent sur les moyens proposés (multiplicité des critères...). *Projet* 274, n° 2 (2003): 68. <https://doi.org/10.3917/pro.274.0068>.

KESKE Catherine, DARE Jennifer, HANCOCK Tiffany, KING Myron, 2016. La connexion entre la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire et la justice alimentaire dans les écosystèmes boréaux : le cas de Saint-Pierre-et-Miquelon.

KRASNY Marianne, TIDABLL Keith, 2009. « Community Gardens as Contexts for Science, Stewardship, and Civic Action Learning ». *Cities and the Environment* 2, n° 1 : 1-18. <https://doi.org/10.15365/cate.2182009>.

LARDON, Sylvie, BEAUSEROY Ornella, LALANNE Lise, 2020. « Les jardins potagers, lieux d'échange et d'apprentissage collectif ». *Reflets et perspectives de la vie économique* LVIII, n° 1 : 35. <https://doi.org/10.3917/rpve.591.0035>.

LELIEVRE Agnès, AUBRY Christine, GRARD Baptiste, SAINT-GES Véronique, 2018. L'agriculture urbaine, le jeu des sept familles.

LOISY Christian, 2000. Pauvreté, précarité, exclusion. Définitions et concepts , in *Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, Les travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale*, Paris : La Documentation française, p. 23-50.

MARTIN, Mary Anne, 2019. « Digging through Urban Agriculture with Feminist Theoretical Implements ». *Canadian Food Studies / La Revue Canadienne Des Études Sur l'alimentation* 6, n° 3: 88-107. <https://doi.org/10.15353/cfs-rcea.v6i3.356>.

MC CLINTOCK Nathan, SOULARD Christophe-Toussaint, 2018. De l'agriculture urbaine à la justice alimentaire : regards critiques franco-américains, *Urbanités*.

MOUSSELIN Guilhem, SCHEROMM Pascale, 2015. Vers une mise en politique des jardins collectifs urbains. Approche comparée de deux trajectoires municipales à Montpellier et à Lisbonne. *Articulo - Journal of Urban Research*, *Articulo - Revue de sciences humaines asbl, La fabrique des espaces ouverts*.

MONTRIEUX Gabriel, PARIENTI-MAIRE Karin, 2016. AMAP et jardins partagés « aux bords » du politique ? *Revue des sciences sociales*, n° 55 : 92-101. <https://doi.org/10.4000/revss.2013>.

NAOUFAL Nayla, 2016. « Connexions entre la justice environnementale, l'écologisme populaire et l'écocitoyenneté », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 16 Numéro 1 | mai 2016, mis en ligne le 09 mai 2016, consulté le 13 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/17053> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.17053>

PADDEU Flaminia, 2012. "L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New Yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale ", *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Vol. 12, n° 2.

PATUREL Dominique, RAMEL Magali, 2017. « Éthique du *care* et démocratie alimentaire?: les enjeux du droit à une alimentation durable ». *Revue française d'éthique appliquée* N° 4, n° 2 : 49. <https://doi.org/10.3917/rfeap.004.0049>.

PATUREL Dominique. 2020. De l'aide alimentaire à l'aide humanitaire, récit d'un dérapage social.

PERSONNE Stéphanie & BENTZE Laure, 2016. Développer les jardins à but thérapeutique en Ile de France: Expérimentations dans des établissements sociaux et médico-sociaux du Val d'Oise. *Pour*, 230, 5-15. <https://doi.org/10.3917/pour.230.0005>

POURIAS Jeanne. Production alimentaire et pratiques culturelles en agriculture urbaine. Analyse agronomique de la fonction alimentaire des jardins associatifs urbains à Paris et à Montreal, 2014, 292.

SAINT-GES Véronique, 2018. « Jardins familiaux, jardins partagés à Bordeaux entre alimentation et multifonctionnalités ». *In Situ. Revue des patrimoines*, n° 37. <https://doi.org/10.4000/insitu.18956>.

SEN Amartya, MARNAT Sophie, 2012. *Éthique et économie : Et autres essais*. PUF.

SLOCUM Rachel, 2016. « Solidarité, espace et « race » : vers des géographies de la justice alimentaire ».

SOULARD Christophe-Toussaint, AUBRY Christine, 2011. Cultiver les milieux habités : quelle agronomie en zone urbaine ? *Agronomie, Environnement & Sociétés, Association Française d'Agronomie (Afa)*, 1 (2), pp.89-101.

TISSOT Sylvie, 2014. « Entre soi et les autres », in., *Actes de la recherche en sciences sociales* n°204 *Les espaces de l'entre-soi*, Paris, Le Seuil, pp. 4-9.

VONTHRON Simon, PERRIN Coline, SOULARD Christophe-Toussaint ,2020. « Foodscape: A Scoping Review and a Research Agenda for Food Security-Related Studies ». *PLOS ONE*, 26.

Articles de journaux

FONTENELLE Eva. Les pelleteuses enterrent les jardins ouvriers d'Aubervilliers. *Bondy Blog*, 2021. <https://www.bondyblog.fr/reportages/les-pelleteuses-enterrent-les-jardins-ouvriers-daubervilliers/> [consulté le 06/09/2021]

HOCINI Idir. Petite histoire de l'immigration à Bondy. Bondy Blog, 2006.
<https://www.bondyblog.fr/societe/histoire-de-l-immigration-a-bondy/> [consulté le 05/09/2021]

OULKHOUIR. Comment l'écologie se vit dans les quartiers populaires. Mediapart.
<https://www.mediapart.fr/journal/france/220221/comment-l-ecologie-se-vit-dans-les-quartiers-populaires> [consulté le 16/03/2021]

8. Annexes

Annexe 1 - Tableau récapitulatif des espaces verts disponibles de Bondy

Espaces	Nom	surface (m ²)	localisation	remarques
publics	bois de Bondy	90 776	les Merisiers	
	mare à Veule	24 184	limite Sud	
	square François Mitterrand	2 764	centre	très minéral, jeux pour enfants
	espace public?	5 583	Noue Caillet	en travaux, à vérifier sur place
	jardin de l'ex-gendarmerie	3 000	centre	déjà un potager
Total		126 307		
ped d'immeuble	résidence du parc	5 967	extrémité NO	
	jardins de la noue (1/2)	1 585	extrémité NO	
	jardins de la noue (2/2)	5 450	extrémité NO	très boisé
	allée des Renoncules	9 250	centre	sol?
	cité des saules	7 355	centre, proche Blanqui	
	allée des Sylphes	11 789	centre	
	sente Blériot	5820	centre	
	rue Guillaume Apollinaire	10 260	centre	
	rue du sergent bobillot	1 653	extrémité E,S	
	rue du Potager	4 910	extrémité E, Sud du canal	bordure d'autoroute
	rue Marx Dormoy	2 868	centre, Nord du canal	proximité ephad
	avenue du Verdun	9 600	centre, O	proximité collège
	rue Lucie Aubrac	3 174	centre, E	partie bois�e et partie min�ralis�e, seules quelques petites parcelles enherb�es
		1613	juste au S de l'IRD	
	rue Lucien Chapelain	1 224	S bois de Bondy	
rue des Francs Aubiers, avenue Léon Blum	5840	Noue Caillet	projet en cours avec Rayons de Soleil et SSD habitat	
Total		88 358		
�lots pavillonnaires	allée des Tulipes	6849		centre d'îlots d'habitation, + ou - boisés
enceinte EPHAD	EHPAD Arthur Groussier	15 338	Nord	
enceinte établissements scolaires	Collège Pierre Brossolette, �cole, collège et lycée Assomption	13 721		environ la moitié de la surface dans l'enceinte du collège Brossolette

Annexe 2- Cartes des espaces verts disponibles de Bondy



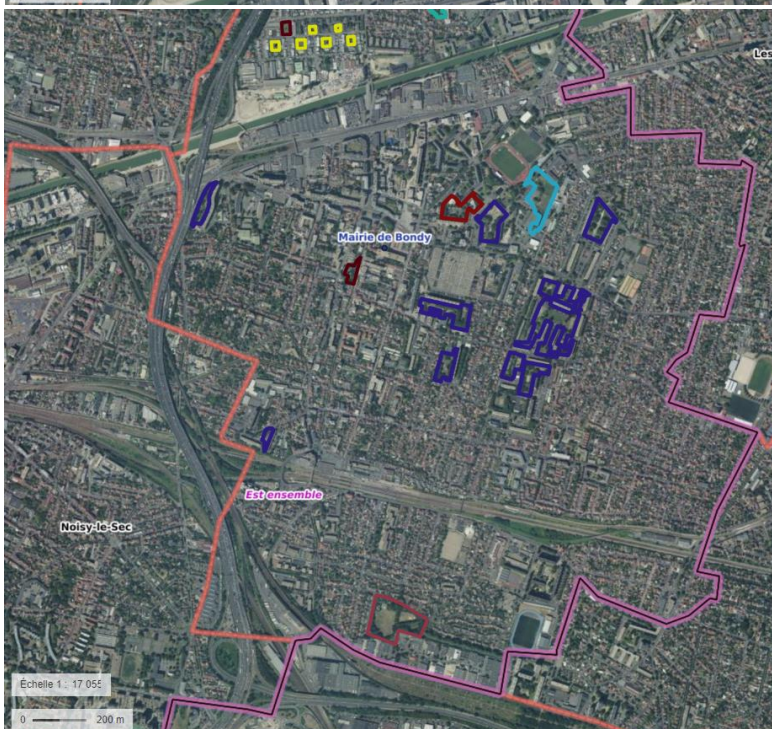
Légende :

En rouge foncé : les espaces verts publics

En bleu foncé : les espaces en pied d'immeuble

En jaune : espaces disponibles au sein d'îlots pavillonnaires

En bleu clair : ephad et espace privé



Annexe 3 - Fiches récapitulant les principales caractéristiques des JCP de la ville

LE JARDIN POUR TOUS



Photo : Léo Truglia

HISTOIRE

Né d'une volonté de végétaliser un quartier dans lequel la densité du bâti est très forte, le jardin pour tous est créé en 2016 par des riverain.es, grâce au soutien d'une personne de la mairie. A l'origine, il s'agit de l'emplacement d'une crèche. La crèche s'est fendillée en 2015 suite à une période de sécheresse et a dû être démolie. Un projet de parking était proposé sur le terrain mais le groupe de riverain.es s'est mobilisé pour avoir un jardin.

MODÈLE

Le terrain appartient à la mairie. Les financeurs sont multiples : la ville de Bondy, l'Etat, ICF La Sablière ; et ont pris en charge les coûts d'investissement pour l'installation du jardin. La ville de Bondy prend en charge certains coûts de fonctionnement (l'eau de ville et l'achat de matériel comme le motoculteur).

Le jardin s'organise en association loi 1901, chaque personne devant adhérer, avec une cotisation annuelle de 10€. Les produits du jardin sont vendus aux adhérent.es sous forme de paniers, tous les samedis pendant la saison de production, à 3€, et les œufs des poules à 50cts l'œuf, ce qui permet au jardin de se passer de subventions de la mairie.

Les adhérent.es s'engagent théoriquement à venir jardiner 2h par mois. Dans les faits, cette règle n'est pas respectée, y compris par la présidente elle-même qui est prise par son activité d'élu.e.

ENJEUX

-Les conflits internes, notamment à l'intérieur du bureau. L'ancien président, Maxence était très engagé pour faire vivre le jardin, organiser des activités dans le quartier. Sa mort en 2017 est évoquée par toutes les personnes du jardin que j'ai rencontré et constitue un point de bascule dans l'histoire du jardin. Depuis, le jardin manque de dynamisme et les membres du bureau ont du mal à trouver une entente commune.

-La fermeture du jardin : seulement 2 jardiniers entretiennent le jardin de manière quasi-quotidienne, très peu d'adhérent.es jardinent de manière régulière. La maison de quartier Sohane présente à la Sablière évoque une fermeture progressive du jardin suite à la mort de Maxence, fermeture liée à une représentation de la cité qui ne permet pas réellement aux habitant.es de s'impliquer au jardin

-L'avenir du jardin : la résidence de la Sablière s'inscrivant dans un programme de rénovation ANRU (chercher la dénomination exacte), la cité sera bientôt (date ?) démolie, pour être reconstruite. S'il y a eu récemment confirmation que le jardin resterait en place pendant la durée des travaux, ces derniers soulèvent plusieurs problématiques : les nuisances (bruit, pollution) pouvant impacter le jardin et la fréquentation du jardin. En effet, puisque les habitant.es actuel.les de la résidence seront relogé.es pendant la rénovation, comment maintenir le dynamisme local du jardin déjà faible ?

IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE

Les jardinier.es rencontré.es n'évoquent pas la crise sanitaire comme un changement majeur dans l'organisation du jardin, la mort de l'ancien président étant le principal évènement impactant. Cependant, la personne chargée du développement social urbain pour ICF la Sablière évoque de véritables difficultés à atteindre les habitant.es, à communiquer au quotidien, du fait d'un repli des habitant.es sur elles.eux-mêmes.



SITUATION GÉOGRAPHIQUE

Le jardin se trouve au milieu du quartier de la Sablière, constitué de plusieurs grands ensembles d'habitat social.

QUELQUES CHIFFRES

-40 adhérent.es
-2 jardiniers au quotidien et
3-4 jardinier.es régulier.es
-1 040 m²

LE JARDIN PÉDAGOGIQUE DE LA NOUE CAILLET



Photo: Eloïse Gouzehe

HISTOIRE

Créé en 2018 par le LAB3S, ce jardin s'inscrit dans les objectifs de l'association d'éducation populaire à l'environnement, puisque le jardin a une vocation productive, pédagogique et scientifique. Le jardin a été dans un premier temps (jusqu'à Mai 2021) aménagé et animé par un prestataire, Veni Verdi. Ce jardin est encore en cours d'aménagement, celui-ci ayant été ralenti par la crise sanitaire : le jardin a fermé au cours des deux premiers confinements.

MODÈLE

Ce jardin est divisé en trois parties :

- Une parcelle expérimentale, destinée à accueillir des cultures expérimentales des chercheur.ses de l'IRD
- Une parcelle destinée aux publics plus jeunes, les écoles de la ville, composée de plusieurs bacs de culture
- Une parcelle de « jardin partagé » à proprement parler dans laquelle les bénévoles jardinent de manière hebdomadaire, qui est également la partie productive à proprement parler.

Cette année, une serre et un poulailler ont été installés. La serre a permis la production de semis (tous les semis plantés ont été faits par les bénévoles et le jardinier-animateur). Le poulailler a été construit en collaboration avec les élèves d'un collège de la ville.

Le modèle du jardin est plus proche du jardin pédagogique puisque le.la jardinier.e-animateur.ice coordonne l'ensemble des activités et choisit l'ensemble des techniques culturales. Des ateliers sont proposés toutes les semaines aux publics, scolaires et bénévoles.

ENJEUX

- La **pérennisation** et l'internalisation des compétences : suite à la fin du contrat avec Veni Verdi, une jardinière-animatrice a été recrutée par le LAB3S.
- L'**ouverture** à l'extérieur, l'inscription dans le territoire en lien avec la géographie vécue du quartier : l'IRD n'est pas connu, entièrement grillagé, ce n'est pas un établissement recevant du public, il faut s'inscrire au préalable pour participer aux activités.
- La **pollution des sols** : des analyses ont été effectués, les résultats ne sont pas encore connus. Cet enjeu est particulièrement important puisque l'association vise à sensibiliser sur les thématiques des sols urbains, de la pollution et de la valorisation de ces derniers.
- Le **devenir des produits**, la finalité du jardin étant d'être productif. Pour l'instant, les récoltes sont partagées entre les bénévoles, mais des partenariats intéressants pourraient être envisagés avec des associations d'aide alimentaire (notamment la Marmite, située également dans le quartier de la Noue Caillet).

IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE

La crise sanitaire a eu un impact important sur la phase de mise en place du jardin, d'un point de vue de l'aménagement comme de l'ouverture au public et du recrutement de bénévoles. En effet, le jardin a fermé lors des deux premiers confinements. Le premier a eu un fort impact sur le développement du jardin puisque l'été 2019 était la première saison de production : en l'absence de bénévoles, la production a été très faible. Du point de vue de l'ouverture au public, le contexte sanitaire a ajouté des contraintes : si au moment du troisième confinement, le public était autorisé, la jauge était de 6 personnes par groupe et les enfants n'étaient pas autorisés au jardin.



SITUATION GÉOGRAPHIQUE

Le jardin est situé sur le campus de l'IRD, dans le quartier de la Noue Caillet (QPV).

QUELQUES CHIFFRES

- Une dizaine de jardinier.es régulier.es

- 700 m²

- 6 établissements scolaires et dispositifs éducatifs, 5 associations et partenaires

LE JARDIN DE L'EX-GENDARMERIE



Photo : Noémie Beaubert

HISTOIRE

Le jardin de l'ex-gendarmerie est le plus ancien jardin collectif de Bondy puisqu'il a été créé en 2016, par l'association le SEL (Système d'Echanges Local), sous l'impulsion de deux personnes du SEL, déjà impliquées dans une collaboration avec Bondy écologie (une association bondynoise qui organise notamment des sorties botaniques) et une ingénieure agronome, Florence. Ce jardin se trouve dans le parc de l'ancienne gendarmerie, rénové en 2013, après être resté 30 ans en friche. On peut noter qu'un potager était déjà présent avant cela, et qu'il était entretenu par les gendarmes.

MODÈLE

Le jardin fait partie du SEL, les jardinier.es sont tous.tes adhérent.es, même s'ils.elles ne participent pas nécessairement aux autres activités de l'association. La cotisation pour l'adhésion au SEL est de 10€ annuels. D'un point de vue économique, l'association comme le jardin fonctionnent grâce aux subventions de la mairie. Le terrain appartient à la mairie, c'est un espace vert public.

Le jardin fonctionne comme un jardin partagé classique : la parcelle est cultivée en commun. La gouvernance est collégiale, bien que certaines personnes - Florence en premier lieu, puis Stéphane après son départ- du fait de leurs connaissances ou de leur implication ont tendance à animer un peu plus le jardin. Théoriquement, les jardinier.es se retrouvent les Mardi, Jeudi et Dimanche matin au jardin ; dans les faits, Stéphane est celui qui s'occupe le plus du jardin et il est difficile pour l'ensemble des jardinier.es de se retrouver de manière hebdomadaire.

ENJEUX

-L'**ouverture du jardin** : les opinions divergent sur la manière d'ouvrir le jardin aux autres, la taille étant très réduite. Les représentations s'opposent aussi, certain.es préférant garder le jardin « protégé » tandis que d'autres ont une vision plus ouverte et tournée vers l'extérieur du jardin. Les différentes visions du jardin et des services associés (notamment sur le compost) ont également tendance à diviser les jardinier.es, certain.es ayant décidé de ne plus prendre part aux activités suite à des discordes.

-La **gouvernance collégiale** est aussi en question, puisque dans les faits, ce sont d'abord Florence puis Stéphane qui ont fait l'émulation du groupe et sont à l'origine de la plupart des décisions. L'autogestion a parfois tendance à rendre plus difficile les dynamiques de groupe, dans le sens où il est nécessaire de discuter toutes les décisions ensemble et que cela implique un investissement personnel préalable de tous.tes.

IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE

Si, comme pour le jardin pour tous, la principale évolution du jardin ces dernières années est plutôt liée au départ de Florence, l'ingénieure agronome ayant porté le projet, la crise sanitaire a eu également des répercussions. La moyenne d'âge des jardinier.es étant assez élevée, ces derniers étaient particulièrement sensibles au covid-19 et ont pour beaucoup arrêté de venir au jardin.

La fermeture lors du premier confinement a également eu des conséquences importantes puisqu'il a eu lieu au début de la saison de production.



Bondy

SITUATION GÉOGRAPHIQUE

Le jardin de l'ex-gendarmerie se situe à l'intérieur du parc de l'ancienne gendarmerie, au centre de Bondy.

QUELQUES CHIFFRES

-40 m²

-4-5 jardinier.es régulier.es

LES JARDINS I3F



Photo du jardin de Terre Saint-Blaise : Noémie Beaubert.

HISTOIRE

Ces jardins ont été créés par le bailleur social I3F, en 2018 pour le jardin de Terre Saint-Blaise et en 2020 pour celui de Blanqui. Alors que le premier est à l'initiative du bailleur social, le second a été réalisé après une mobilisation forte des habitant.es. En effet, plusieurs locataires ont fait remonter leur envie d'avoir une parcelle pour jardiner via une pétition.

Ces jardins sont aménagés sur le foncier du bailleur, à l'intérieur des résidences. D'un point de vue du sol, de la terre végétale a été apportée pour mettre en place les jardins.

MODÈLE

Les deux jardins fonctionnent de la même manière, ils sont réservés aux locataires des résidences I3F concernées. Ils sont divisés en petites parcelles individuelles. Un cabanon avec l'outillage est disponible dans chacun des jardins. Théoriquement, il y a un.e résident.e référent.e par jardin, supposée faire la communication entre le bailleur social et les jardinier.es, mais cette personne semble (au moins à Blanqui) être peu identifiée. D'un point de vue de l'animation, au moment de la création, les jardinier.es ont pu bénéficier d'un accompagnement sous forme de 10 ateliers collectifs animés par une professionnelle prise en charge par I3F.

ENJEUX

- **Les rapports entre résident.es** : s'ils semblent plutôt apaisés au jardin Blanqui, les relations sont plus délicates à Terre Saint-Blaise, les jardinières relatant des plaintes de la part des habitant.es se situant à proximité immédiate du jardin, des vols d'outil ou des dégradations par les enfants

- **Le lien entre habitant.es et bailleur social** : les référent.es ne sont pas toujours identifié.es et les relations ne sont pas toujours sereines

IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE

Si la crise sanitaire a eu peu d'impact sur le jardin Terre Saint-Blaise, ce dernier étant resté ouvert pendant les confinements puisqu'il se situe au sein de la résidence, celle-ci a retardé l'ouverture et la mise en place du jardin à Blanqui.



SITUATION GÉOGRAPHIQUE

- Un jardin à Terre Saint Blaise (QPV Nord, 1ère vue aérienne)
- Un jardin à Blanqui (QVP centre, 2e vue aérienne)

QUELQUES CHIFFRES

- Par jardin :
- 120 m² de surface totale
 - 12 parcelles de 2m x 3,5m

LA FERME CAILLARD



Photo de la parcelle de maraîchage : Elodie Barbe

HISTOIRE

La ferme Caillard est l'une des dernières fermes maraîchères de Bondy. Avant d'être rachetée par la ville en 2012, elle appartenait aux Caillard, exploitant.es maraîchères. Leurs terres se situaient au Sud de la ville, dans le quartier de la mare à Veule, et à Bobigny. Le dernier cheval de trait des Caillard est mort en 1981. Au sein de la ferme, la parcelle de maraîchage actuelle était le potager et le petit théâtre était une ancienne grange pour les poules et les lapins. Après la mort des exploitant.es, les enfants ne se sont pas occupées de la ferme et c'est la ville qui l'a rachetée pour la réhabiliter en lieu d'accueil. C'est en 2018 que la ferme Caillard telle qu'elle est aujourd'hui a été inaugurée.

MODÈLE

Cette ferme est un lieu d'accueil pour le public, les scolaires et les associations. La ferme et la parcelle de maraîchage sont entièrement gérées par les deux responsables du lieu et ont une visée entièrement pédagogique. Avant la crise sanitaire, la ferme était ouverte tous les jours à tous. L'un des gérants propose également une offre de suivi des scolaires avec plusieurs visites à la ferme et des animations en classe en hiver. Des associations de la ville, comme l'AMAP mais pas uniquement font également vivre le lieu. Enfin, la ferme propose une offre culturelle avec des spectacles dans le théâtre.

La parcelle de maraîchage à proprement parler est donc gérée par une seule personne, le jardin et la ferme ont une vocation entièrement pédagogique. Cependant, c'est également un lieu de rencontre et d'échanges entre jardinier.es, qui viennent partager leurs connaissances, des conseils, voire des plants et du fumier.

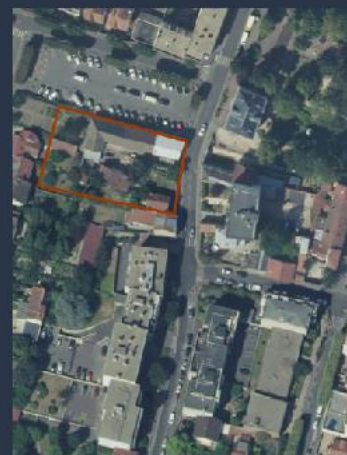
D'un point de vue du foncier, la ferme appartient à la ville. D'un point de vue du modèle économique, c'est la ville qui prend en charge les trois responsables de la ferme et toutes les dépenses de la ferme.

ENJEUX

L'ouverture au public : bien que le lieu soit en théorie ouvert à tous.tes, j'ai pu recueillir des témoignages de personnes percevant ce lieu comme réservé à une certaine catégorie de personnes, qui auraient des connaissances à la mairie. Par ailleurs, le lieu est entièrement emmuré, et fermé par un grand portail, masquant complètement l'intérieur de la ferme, et bien que ce soit le lieu d'agriculture urbaine le plus connu pour les personnes que j'ai interrogées, il n'en reste pas moins inconnu d'un bon nombre de personnes.

IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE

La crise sanitaire a particulièrement touché la ferme, puisque cette dernière est entièrement destinée à l'accueil de public, et en grande partie de public scolaire. Les portes de la ferme étaient donc fermées au grand public, et les visites d'écoles n'ont pas eu lieu pendant plusieurs mois. Les activités comme la distribution AMAP ont pu continuer.



SITUATION GÉOGRAPHIQUE

Le jardin se situe dans le quartier central de Bondy, sur l'un des axes Nord-Sud principaux : le boulevard Roger Salengro

QUELQUES CHIFFRES

- 1 430 m² de surface totale,
200 m² pour la ferme
pédagogique et 300 m²
pour la parcelle de
maraîchage

LES JARDINS OUVRIERS PRIVÉS

HISTOIRE

Ces jardins sont une propriété familiale, la bande de terrain a été achetée dans les années 60 par un habitant. Menacés de disparaître lors de la construction du quartier adjacent, ces derniers ont pu être maintenus grâce aux votes des habitant.es. Aujourd'hui, c'est la fille de l'acheteur qui loue ces terrains à des particuliers.

MODÈLE

On peut parler de jardins privés, en location pour des particuliers.

OBSERVATIONS : PRATIQUES CULTURALES

Je n'ai pas pu enquêter auprès des jardinier.es, mais j'ai pu constater que ces jardins s'approchaient du modèle du « potager propre ». Si les variétés cultivées que j'ai pu observer sont plutôt classiques, les données récoltées par Léo et les dires de Valérie, une riveraine et habitante du quartier, indiquent que des espèces telles que le chou portugais sont cultivées. Dans ces jardins, on note la présence de sol nu, l'absence de paillage et des pratiques de désherbage poussées. La visée est, d'après l'entretien mené par Léo Truglia avec l'un des jardiniers, vivrière.



SITUATION GÉOGRAPHIQUE

Les jardins se situent à deux pas du jardin pour tous, dans le quartier de la Sablière.

QUELQUES CHIFFRES

-3 parcelles

- environ 1 000 m² de surface

PROJET : LE JARDIN DE LA RÉSIDENCE LÉON BLUM



Photo du futur emplacement de la parcelle potagère : Rayons de Soleil

HISTOIRE

Né d'une volonté des résident.es de jardiner dans un coin de la cité, ce jardin est coordonné par l'association Rayons de Soleil (qui a recueilli cette volonté) et le bailleur social Seine Saint-Denis Habitat. Une première étude a été réalisée au printemps 2020, afin d'interroger les habitant.es sur leurs envies. Une majorité d'habitant.es a montré un intérêt pour le projet, pour avoir une parcelle potagère partagée. Des analyses de sol ont été réalisées et le sol est cultivable. En 2021, l'association Activille a été engagée afin d'aménager le jardin, en termes techniques et d'accompagnement des premier.es jardinier.es.

MODÈLE

A terme, l'idée est d'obtenir un jardin partagé géré par une personne du quartier, embauchée par l'association, qui ferait vivre le jardin. Dans un premier temps, Activille effectuera la formation auprès de Rayons de Soleil et des habitant.es.

Le jardin sera entièrement clôturé, uniquement accessible aux locataires de la résidence. Il s'agira d'une parcelle collective. Une zone de convivialité sera aménagée également sur le même terrain.

ENJEUX

- Faire advenir le projet qui a pris beaucoup de retard du fait de problèmes pour recruter un prestataire et à cause de la crise sanitaire.

- L'autonomisation à terme

IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE

Outre le fait que le projet ait pris du retard du fait des deux premiers confinements, le bailleur social en particulier rencontre à présent des difficultés à joindre et rentrer en contact avec les habitant.es. La crise sanitaire a provoqué un certain renfermement chez une partie des habitant.es d'après Seine Saint-Denis Habitat.



SITUATION GÉOGRAPHIQUE

Le jardin se situe rue Léon Blum, dans une cité relativement récente de la Noue Caillet. La vue aérienne ci-dessus date de 2018 et ne rend pas compte de la réalité : aujourd'hui plusieurs immeubles ont été construits ou sont en construction autour

QUELQUES CHIFFRES

- environ 300 m² de surface

- 13 personnes sur les 24 interrogées déclarent au printemps 2020 être intéressées par le projet

Informations spécifiques aux jardinier.es

Le jardin

Nom du jardin

Eloignement du domicile (distance et temps)

Adhésion : à l'année ? Combien coûte-t-elle ?

Fréquentez-vous plusieurs jardins ?

Intérêts pour le jardin

Depuis quand jardinez-vous ? Depuis quand jardinez-vous dans ce jardin ?

Combien de personnes jardinent ? Est-ce que vous aimeriez que plus de personnes jardinent ? Pourquoi ?

Quel type de personne adhère à l'association et qui vient jardiner ? Plutôt des femmes, de quel âge ? A évolué avec le temps ?

Comment a évolué le jardin depuis que vous êtes présent.e ?

Est-ce que vous pensez que le jardin bénéficie aux habitant.es du quartier ? Est-ce que vous voyez des bénéfices du jardin sur le quartier ?

Quelles étaient vos motivations initiales pour le jardin ? Ont-elles évolué et quelles sont-elles aujourd'hui ? Si elles ont évolué, quand et pourquoi, comment (transformation de certaines pratiques) ?

Différentes motivations à classer par ordre d'importance :

- Production alimentaire : qualité
- Production alimentaire : faire des économies
- Loisir, se détendre
- Cultiver des FL que l'on ne trouve peu ou pas
- Faire quelque chose de beau, nature en ville
- Lien social
- Autre

Production alimentaire

Estimation de la production alimentaire (Pourias, 2014)

1. La production alimentaire est anecdotique
2. Les productions de mon jardin complètent occasionnellement mon régime alimentaire : mon jardin produit de quoi manger quelques FL, et je récolte des aromates
3. Les productions de mon jardin complètent de façon conséquente mon régime alimentaire : mon jardin me permet de couvrir 50-100% de mes besoins pendant la saison de production pour au moins quelques cultures
4. Les productions de mon jardin complètent de façon très conséquente mon régime alimentaire : mon jardin me permet de couvrir tous mes besoins en FL pendant la pleine saison. Parfois je peux en conserver un peu pour l'hiver
5. Autosuffisance : mon jardin me permet de couvrir tous mes besoins en FL tout au long de l'année

Combien de FL différents cultivez-vous ? Comment vous les choisissez (si vous les choisissez) ? Citez 5 FL que vous produisez le plus dans votre jardin (aromatiques comprises)

Activités au jardin

Combien de temps passez-vous au jardin, à quelle fréquence ? (Par jour/semaine/mois)

- Par saison : niveaux de fréquentation
- A la saison (mois) où vous travaillez le plus au jardin : combien de fois par semaine ? Essayer d'estimer combien d'heures ?

Préférez-vous jardiner seul.e ou à plusieurs ?

Accueil des scolaires, maison de retraite : qui s'en occupe ? Avant la crise sanitaire, à quelle fréquence vous les receviez ? Combien de temps y est dédié par semaine ?

Savoirs et techniques culturelles

Comment cultivez-vous vos FL ? Qu'est-ce qui vous importe dans la manière de cultiver ? (Par exemple : sans pesticide, esthétique, soin, associations...)

Entrer dans le détail des pratiques culturelles :

- Quelles productions ? Faites-vous attention aux variétés que vous cultivez ? Si oui, quelles préférences ?
- Faites-vous vos semences ? Vos plants ? Où les achetez-vous sinon ?
- Préparation du sol en début de culture : comment ? quels outils ?
- Des associations de culture ? Si oui, lesquelles ?
- Des rotations ?
- La fertilisation : quel type de fertilisation ? à quelle fréquence ?
- L'eau : fréquence, méthode d'arrosage, d'où provient-elle ?
- Désherbage ? Ravageurs ?
- Des problèmes particuliers ? Lesquels, liés à quoi ?

Depuis quand savez-vous cultiver des FL ? Est-ce-que quelqu'un vous a appris ? Qui ? Est-ce-que vous apprenez aux autres ? A qui ?

Continuez-vous à apprendre des choses en lien avec le jardin ? Comment ?

Lien avec des savoir-faire traditionnels ? Comment s'est faite la transmission ? Quelle adaptation au contexte local (climat notamment) ?

Equipements

Quelles facilités met le jardin à disposition ? Serre, outils, terreau, semences, plants, compost, eau etc (payant/gratuit)

Qu'achetez-vous ?

Eventuellement : est-ce-que vous pensez qu'il manque de l'équipement au sein du jardin ? Est-ce-que c'est un frein au fait de jardiner ?

Devenir des FL cultivés

Comment mangez-vous les FL du jardin ? Différemment ou pareil que ceux que vous achetez ? Est-ce-que vous disposez de matériel adéquat pour transformer ?

Est-ce-que vous donnez des FL ? A qui ? Dans quelles proportions ?

Est-ce-que vous vendez des FL ? A qui ? Dans quelles proportions ? A quel prix ?

Est-ce-que vous conservez certains FL pour l'hiver ? (ex : pdt) Est-ce-que vous faites des conserves ? Lesquelles ? Avec quel équipement ?

Est-ce-que ça vous intéresserait d'avoir un accès à une cuisine collective ? Selon quelles modalités ? (Ateliers, formation, accès +/- libre, horaires, tarifs, quel équipement minimal ou en particulier : faire des conserves, des confitures ?). Qu'est-ce-que vous aimeriez y faire ?

Gouvernance du jardin fréquenté

Y a-t-il un règlement au jardin ? spécifique ? communal ? Comment le règlement a été établi ? Par qui ? Selon quels critères ? Voté ?

Sous quelle forme s'organise le collectif ? Une association avec ou sans bureau ? Comment sont-ils.elles élu.es (s'ils.elles sont élu.es) ?

S'il s'agit de jardins avec des parcelles individuelles : comment sont-elles attribuées ? quelle surface vous a été attribuée, quand ? toutes les parcelles font la même taille ?

S'il s'agit de jardins collectifs : comment les cultures sont-elles décidées ? Présence d'un.e animateur.ice ? Quel est le rôle de ce.tte dernier.e ? Comment se fait la gestion du jardin ?

Est-ce-que vous prenez part aux décisions concernant le jardin ? Gestion, FL cultivés...

Des problèmes entre usager.es du jardin ? y en a-t-il ? quels types ? Comment sont-ils réglés ?

Est-ce-que ce système vous convient ? Des propositions pour l'améliorer ?

Limites et freins à l'accès au jardin

Est-ce-que vous jardinez autant que vous voulez ? Combien de temps aimeriez-vous vous investir en plus ?

Est-ce-que vous connaissez des personnes qui voudraient jardiner mais ne peuvent pas ? Pq ? Manque de connaissances, manque de temps, impression que « ce n'est pas pour moi » (pour quelles raisons) ? Est-ce-que je pourrais discuter avec elles ?

Est-ce-que la gouvernance du jardin est un frein à l'inscription de certaines personnes ? Ex : le fait d'avoir des parcelles individuelles ou partagées ? La présence ou non d'un animateur ?

Est-ce-que vous souhaiteriez avec une parcelle privative (si ce n'est pas le cas : jardin partagé) en bas de chez vous ?

Informations générales – pas spécifiques aux jardinier.es

Consommation de FL

A quelle fréquence consommez-vous des FL ? Lesquels en majorité ? Est-ce-que vous souhaiteriez en manger plus ? Si vous pensez que vous n'en mangez pas régulièrement : pourquoi ? (pas le temps de cuisiner, trop cher)

Frais, en conserve, surgelés ? Est-ce-que vous faites des conserves (notamment de FL quand c'est la pleine saison) ?

Dans quels types de plats ?

Êtes-vous attentifs à la saisonnalité ? la localité ?

Comment vous définiriez un fruit ou légume exotique ? Est-ce-que vous diriez que vous mangez des fruits « exotiques », ou qui sont peu consommés en France métropolitaine traditionnellement ? A quelle fréquence ? Quelle part cela prend dans votre alimentation ?

Quel est le FL « exotique » que vous consommez le plus ?

Rq : j'ai choisi ces quatre légumes car ce sont les plus cités par les personnes interrogées par Léo

Est-ce que vous cultivez certains de ces FL au jardin ? Est-ce-que vous pensez qu'il est possible de cultiver certains de ces FL ?

Approvisionnement en FL

Où est-ce-que vous achetez vos FL ? (marché, supermarchés, épicerie, réseaux de solidarité) Êtes-vous satisfait.es en termes de :

- prix : cher / prix normal / bon marché

- qualité : qu'est-ce-que c'est pour vous ? classer par ordre d'importance

- Goût
- Maturité
- Aspect extérieur (calibre, forme, éventuelles anomalies)
- Texture (fermeté, fondant)
- Conditions de production (bio, local, français...)
- Autre ?

Estimation : frais / peu frais – bonne qualité / qualité médiocre / mauvaise qualité

- diversité ? Est-ce-que vous trouvez tout ?

Si vous ne trouvez pas tout, qu'est-ce-que vous ne trouvez pas, pour faire quel plat ? En particulier FL exotiques : approvisionnement à Bondy ? alentours ?

- A quelle distance : < 2 km, 5 – 10 km, 11 – 20 km, > 20 km

- Prix : cher / prix normal / bon marché

- Qualité : frais / peu frais – de bonne qualité / de qualité médiocre / de mauvaise qualité

Combien de temps passez-vous par semaine/mois à faire des courses ?

Est-ce-que vous trouvez qu'il y a suffisamment de points de vente de FL à Bondy ? Si non, où est-ce qu'il en manque ? De quel type ?

Impact de la crise sanitaire

- Sur l'approvisionnement en FL : Avez-vous changé de points d'approvisionnement ? Difficultés financières ? Aide alimentaire ? Consommation différentes de FL ? + locaux, circuits courts, - car trop chers ou inaccessibles ?
- Sur les activités de jardinage : Est-ce-que le jardin a fermé pendant les confinements ? Quand a-t-il rouvert ? Est-ce-que vous avez changé vos habitudes de fréquentation du jardin ? Impact sur la production de FL ? Jardin plus ou moins fréquenté ? Le jardin a-t-il permis de contrer d'éventuelles pénuries et/ou difficultés d'approvisionnement ?

Informations personnelles

Nom prénom

Coordonnées (important pour la restitution des informations) : tel et mail

Age

Genre

Profession

Origine : où êtes-vous né ? Bondy ? ailleurs en France ? autre pays ? Si vous êtes né en France, vos parents ou grands-parents ont-ils quitté leur pays d'origine ?

Adresse, quartier

A Bondy depuis combien de temps

Composition du foyer : conjoint.es, enfants (combien et quel âge), coloc, seul.e ?

Revenus du foyer : < 800 €/mois, 800 – 1200 €/mois, 1 200 – 1 800€/mois, > 1800 €/mois

Habite dans une maison ou un appartement ? Accès à un jardin privé ? Potager à la maison ?

Informations générales sur le jardin

Nom du jardin :

Modèle (partagé, familial, pédagogique...) :

Activités (maraîchage, accueil de publics, ateliers, etc)

Modalités d'accès au jardin : Quelles sont les modalités d'accès ? ex : Habiter le quartier (la ville ?) Adhérer à l'association ? S'impliquer x fois par mois ?

Modèle économique : subventions (publiques/privés, lesquelles), fonds propres (ex : système d'adhésion), prestations (ex : ateliers pédagogiques, accompagnement à l'installation d'autres jardins, etc), budget annuel du jardin (si possible) (→ connaître la viabilité / pérennité du projet)

Propriété (ville, bailleur, privé...) :

Nb de bénévoles :

Caractéristiques physiques du jardin

Localisation

Surface

Surface cultivable, surface cultivée

La protection du jardin : barrières ? fermé au public ? intrusions ? (animaux et personnes) dégradation ? quelles formes d'ouverture au public (des horaires particuliers, fréquences)

Présences d'abris ? (individuels) ?

Histoire du jardin

Depuis quand ce jardin existe ? Qui est à l'origine du projet, quelles étaient les motivations initiales ? Quels acteurs se sont impliqués dans le projet ? Comment ce projet a évolué ? Est-ce que le jardin a évolué depuis qu'il existe ? Les objectifs ont-ils été atteints ou ont-ils changé en cours de route ? Quand est-ce-que ces objectifs ont changé ?

Le quartier d'implantation : comment le décririez-vous ? Quelle est son histoire ? Le jardin y est-il bien inséré ? Est-ce-qu'il bénéficie aux habitant.es du quartier ?

Les objectifs du jardin

Aujourd'hui quels sont les objectifs du jardin ? (Intéressant car peuvent être différents selon la personne interrogée : personne en charge de la collectivité, personne en charge du jardin, jardinier.e). A comparer avec les réponses des jardinier.es :

- Production alimentaire : qualité
- Production alimentaire : faire des économies
- Loisir, se détendre
- Cultiver des FL que l'on ne trouve peu ou pas
- Faire quelque chose de beau, nature en ville
- Lien social
- Autre

Quels sont les bénéfices du jardin dans le quartier ? (services écosystémiques et/ou socio-économiques)

Les jardinier.es

Nombre de jardinier.es, capacité d'accueil, liste d'attente ? Si oui, comment sont choisies les personnes ? Si non, aimeriez-vous attirer de nouvelles personnes ?

Qui sont les jardinier.es ? Lieu de résidence, CSP, genre, profession, âge, origine etc

Quelles sont les motivations des jardinier.es à s'impliquer au jardin ? A quelle fréquence viennent-ils ?

La gouvernance

Sous quelle forme s'organise le collectif ? Une association avec ou sans bureau ? Comment sont-ils élu.es ?

S'il s'agit de jardins avec des parcelles individuelles : comment sont-elles attribuées ?

S'il s'agit de jardins collectifs : comment les cultures sont-elles décidées ? Présence d'un.e animateur.ice ? Si oui, est-ce vous-même ? Quel est le rôle de ce dernier ? Comment se fait la gestion du jardin ? qui prend en charge l'animateur.ice si pas bénévole

Les cultures

Quelles cultures sont produites dans ce jardin ? De manière générale, cette saison, cette année, parler des cultures exceptionnelles (ex : les cacahuètes à la sablière). Des projets de culture ? (Arbres fruitiers, poules...)

Estimation du volume produit ? En paniers, en nombre de bénéficiaires ?

Quelles pratiques culturelles, quelles inspirations ? (permaculture, savoir-faire familial hérité...)

Le sol : des analyses de sol ont-elles été effectuées ? Résultats ? Si pollutions du sol, quelles techniques sont mises en place pour les gérer ? Quel type de sol ? Si culture en bacs : quel substrat ?

La fertilisation : compost ? Est-ce-que les jardinier.es l'alimentent ? Qui le gère ? récupération de fertilisant organique ? En libre-service ?

Les produits phytosanitaires : quelle politique du jardin ? quelle évolution depuis la création ? Encore utilisation malgré l'interdiction ? conflits ?

Présence de cultures non alimentaires : protéger le jardin, arbres, plantes décoratives... Quelle part ?

Compétence agricole/horticole des usagers du jardin :

- 1 : la majorité ne savent pas s'y prendre et font beaucoup d'erreurs
- 2 : il y a un mélange de gens compétents qui savent faire et de gens qui ne connaissent pas grand-chose au jardinage
- 3 : la plupart ont les connaissances et compétences nécessaires pour jardiner correctement

L'animateur.ice dispense-t-il.elle fréquemment des conseils ? organise-t-il.elle des séances collectives de formations ?

Devenir des produits du jardin

Comment s'organisent les récoltes ? Comment sont distribués les produits ? Partage ? Vente ? A qui (membres ? à des associations de solidarité ?) et à quel prix (si le panier est vendu) ?

L'impact de la crise sanitaire

Le jardin a-t-il fermé pendant les confinements ? A-t-il rouvert ? Quand, dans quelles conditions ?

Impact sur le nombre de jardinier.es ? Plus ou moins nombreux ? assidu.es ? motivé.es ? Qui venait plus et qui a arrêté de venir ? Y a-t-il eu de nouvelles fréquentations ? Qui ? (Lieu de résidence, CSP, genre, profession, âge, origine etc)

Les orientations du jardin ont-elles changé ? Plus ou moins porté sur la production alimentaire ? le lien social ? permettre aux gens de sortir ? Y a-t-il eu une réorientation des activités du jardin ? D'autres activités de solidarité par ex : distribution de paniers ? ouverture à d'autres publics ?

Annexe 6 - Grille d'entretien pour les bailleurs sociaux

Nom du bailleur

Présent depuis quand à Bondy

Propriétaire de ?

Projets actuels et/ou futurs de jardins collectifs et partagés à Bondy ?

Qui habite sur le site du projet ? Revenus, origines géographiques, CSP, familles, âge...

Quelle surface le pour le jardin ?

Accompagnement pour amorcer le projet ?

Budget du jardin ?

Avez-vous prévu un animateur, si oui combien de temps et venant d'où (une association locale ou non ?)

Jardin et/ou projet à Bondy

Site : emplacement géographique et histoire, insertion du projet à Bondy

Statut du foncier : à qui appartient la terre ?

Quels financements ? Quels partenaires ? Comment se fait la construction du projet ? Implication des habitant.es ? Relation à la commune/communauté de communes ?

Qui fréquente le jardin ? Revenus, origines géographiques, CSP, familles, âge... Combien de personnes le fréquentent régulièrement ?

Organisation du jardin : parcelles individuelles ou collective ? Y a-t-il un.e gestionnaire ? un.e animateur.ice ? Comment les décisions sont-elles prises ? Comment les habitant.es sont-ils.elles mobilisé.es ? (Canal de communication) Des événements annexes au jardin sont-ils organisés ? (Fêtes, ateliers) Y a-t-il déjà des problèmes de gestion identifiés ?

Objectifs

Quels sont les objectifs d'un tel projet ? Y a-t-il eu une évolution des motivations ? A quel moment ? Par quoi l'évolution a-t-elle été déclenchée ? Classer par ordre d'importance

- Production alimentaire : qualité
- Production alimentaire : faire des économies
- Loisir, se détendre
- Cultiver des FL que l'on ne trouve peu ou pas
- Faire quelque chose de beau, nature en ville
- Lien social
- Autre

Quels intérêts pour le bailleur social ?

Comment finance-t-il son action ?

Impact de la crise sanitaire

Sur les jardins existants : Y a-t-il eu un changement dans la fréquentation du jardin ? Plus ou moins de personnes ? Plus ou moins assidues ? Quels profils ? (Revenus, origines géographiques, CSP, familles, âge...)

Sur les projets et leurs motivations : plus de motivations pour accompagner/soutenir le développement de jardins partagés ? plus de demandes d'habitant.es pour accéder à des parcelles ?

Plan de relance

Le bailleur est-il impliqué dans une réponse à un appel à projets « quartiers fertiles », dans le cadre du plan de relance ? Coopération avec des associations et collectivités ? Lesquelles ? Qui impulse le projet ?

Remarque : cette grille n'a pas été utilisée, elle est en annexe à titre indicatif

Questions générales

Quelle est votre conception de l'AU ? Des jardins partagés et collectifs ? Y a-t-il une feuille de route sur cette thématique pour les prochaines années ?

Qui s'occupe de la question des jardins collectifs et partagés au sein de la collectivité ? (Existe-t-il des chargé.es de mission sur cette thématique spécifique ou partagé entre plusieurs services)

Quels projets sont accompagnés/soutenus/impulsés par la collectivité ? Sous quelle forme ? Le foncier (accès au foncier via des contrats avec un opérateur foncier, la collectivité est propriétaire de foncier), les subventions ?

Travaillez-vous en collaboration avec des bailleurs sociaux ?

Plus généralement, la collectivité est-elle propriétaire de foncier ? Y aurait-il des espaces vacants ou friches à la ville que l'on pourrait valoriser / mutualiser pour des activités de jardinage / pratiques de cuisine collectives ? (penser à Vigifriches de la safer)

Ont-ils des plans de la ville ou autre outil permettant de les visualiser ?

Avez-vous une connaissance précise des jardins collectifs en activité (chiffre exact, localisation, quelles formes, activités, financements) ?

Y a-t-il des animateur.ices appuyés par la ville (financièrement ou autre) pour certains jardins (collectifs, pédagogiques etc.)

Motivations pour soutenir les jardins collectifs et partagés

Dans quel cadre la collectivité soutient ou impulse-t-elle des projets de jardins collectifs et partagés ? Quelle est la part des jardins financés par la ville ? Est-ce-que cela s'inscrit dans une politique plus vaste (PAT, PCAET par exemple) ?

Quels sont les objectifs poursuivis par la collectivité via ces projets ? Pacification de l'espace public, lien social, mixité sociale, attirer un autre type de population, cadre de vie, approvisionnement local, politique sociale, accès à l'alimentation, pédagogie, promotion d'une alimentation locale de qualité, écologie, biodiversité, loisir... ?

Ce soutien aux jardins collectifs et partagés s'accompagne-t-il d'autres mesures ? (Dans le cadre de la lutte contre la précarité, de l'inclusion sociale, de la promotion de la mixité sociale, du maintien de la biodiversité, de l'éducation à l'alimentation, de l'accès à l'alimentation)

Impact de la crise sanitaire

Quelles sont les conséquences de la crise sanitaire ? De manière globale pour la population (avez-vous observé de augmentations de demandes d'aide alimentaire ? des intérêts accrus pour a production agricole locale, pour l'autoproduction ?

Des demandes pressantes pour jardiner/espaces de rencontre : comment y répondre ? Explosion des demandes d'aide alimentaire en SSD et mobilisation forte d'associations pour distribuer des paniers dans les quartiers : comment cela se passe à Bondy ? Comment créer des liens entre jardins/associations d'aide ?

Plan de relance

Dans le cadre du plan de relance « jardins collectifs et partagés », le département a lancé un appel à projet. La collectivité a-t-elle répondu ? Quels projets sont portés ?

Comment les projets seront sélectionnés ?

Dans le cadre du plan de relance « quartiers fertiles », des réponses à l'appel à projets ? Quels projets sont portés ? Qui les impulse, qui les coordonne, quelles sont les motivations ?

Fruits, légumes et jardins à Bondy

Ce questionnaire prend place dans une étude de recherche-action sur l'alimentation et les jardins collectifs à Bondy menée par le lab3s, association basée à la Noue Cailliet qui met en place un jardin collectif. Vos réponses ne seront traitées qu'à des fins statistiques et de manière totalement anonyme. L'enjeu est de permettre un meilleur accès aux fruits et légumes, et aux jardins à Bondy. Les résultats de l'étude pourront vous être communiqués. Merci d'avance pour votre aide!

Durée estimée : 15 min

Pour plus d'informations : alimentation.bondy@lab3s.fr ou 06 47 79 61 75

*Obligatoire

Jardiner à Bondy

1. Avez-vous déjà entendu parler d'un ou plusieurs jardins collectifs ou partagés à Bondy? *

Plusieurs réponses possibles.

- La ferme Cailliet
 Le jardin pédagogique de la Noue Cailliet (basé à l'IRD)
 Le jardin pour tous ou jardin du bonheur (la Sablière)
 Le jardin de l'ex-gendarmerie
 Je ne connais aucun jardin collectif

Autre : _____

2. Avez-vous déjà jardiné? *

Une seule réponse possible.

- Oui
 Non

3. Si oui, dans quel contexte? Où, quand, avec qui?

4. Vous diriez que... *

Une seule réponse possible.

1 2 3 4

Vous ne savez pas du tout jardiner (débutant.e) Vous savez très bien jardiner (expérimenté.e)

5. Si vous avez des connaissances, comment avez-vous appris? Où, quand, avec qui?

6. Avez-vous accès à? *

Une seule réponse possible.

- Un jardin privé
 Un balcon
 Autre
 Je n'ai pas accès à l'extérieur

7. Jardinez-vous chez vous? (Cela inclut le fait d'avoir quelques plantes en pot, comme des aromatiques ou des plantes d'ornement) *

Une seule réponse possible.

- Oui Passer à la question 8
 Non Passer à la question 11

Vous jardinez chez vous

8. Que faites-vous pousser? *

Plusieurs réponses possibles.

- Des fleurs
 Des fruits
 Des légumes
 Des herbes aromatiques

9. Exemples de plantes que vous faites pousser :

10. Où les faites-vous pousser? *

Plusieurs réponses possibles.

- A l'intérieur
- Sur le balcon
- Dans le jardin

Autre : _____

Votre intérêt pour le jardinage et les jardins collectifs

11. Êtes-vous intéressé.e par le jardinage? *

Une seule réponse possible.

	1	2	3	
peu intéressé	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	très intéressé

12. Si vous êtes intéressé.e, quelles sont vos 3 principales motivations? Classez de la plus importante (1) à la moins importante (3) *

Une seule réponse possible par ligne.

	Pour cultiver des fruits, légumes et herbes aromatiques de bonne qualité	Pour cultiver des fruits, légumes et herbes aromatiques que je ne trouve pas dans le commerce	Cela me permettrait de manger plus de fruits et légumes	Pour favoriser la nature en ville	Pour me détendre, un loisir	Pour faire une activité à plusieurs	Autre (préciser à la question suivante)
1. Motivation principale	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
2. Deuxième motivation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
3. Dernière motivation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

13. Si vous avez répondu "autre" à la question précédente, quelle est votre motivation à jardiner?

Jardins collectifs

Un jardin collectif est un espace où l'on peut venir jardiner, sur une parcelle individuelle ou en commun

14. Seriez-vous intéressé.e de fréquenter un jardin collectif? *

Une seule réponse possible.

	1	2	3	
Faiblement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	Fortement

15. Si vous êtes intéressé.e, pourquoi ne fréquentez-vous pas de jardin collectif? Classez les 3 raisons principales, de la raison la plus importante (1) à la moins importante (3) *

Une seule réponse possible par ligne.

	Je ne connais pas de jardin collectif	Je n'ai pas le temps	Les jardins collectifs sont trop loin	J'ai peur de ne pas m'intégrer au groupe	La gestion du jardin ne me convient pas	Je ne sais pas bien jardiner	J'ai déjà un jardin privé	Autre (préciser à la question suivante)
1. Raison principale	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
2. Deuxième raison	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
3. Dernière raison	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

16. Si vous avez répondu "Autre" à la question précédente, quelle est cette raison?

17. La crise sanitaire du covid-19 vous a-t-elle donné plus envie de jardiner? *

Une seule réponse possible.

	1	2	3	
Non, pas vraiment	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	Oui, beaucoup

Votre consommation de fruits et légumes

18. A quelle fréquence consommez-vous des fruits et légumes? *

Une seule réponse possible.

- A chaque repas
- Tous les jours
- 3 à 5 fois par semaine
- Moins de 3 fois par semaine

19. Consommez-vous? *

Une seule réponse possible par ligne.

	Pas du tout	Un peu	Majoritairement
Des fruits et légumes frais	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des fruits et légumes en conserve	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des fruits et légumes surgelés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

20. Les fruits et légumes du commerce sont cultivés dans différentes conditions, quelle importance accordez-vous à ces différents facteurs? (Ces convictions personnelles peuvent être différentes de vos habitudes d'achat) *

Une seule réponse possible par ligne.

	Non, pas vraiment	Moyennement	Oui, beaucoup
La localité : le fait que les fruits et légumes soient cultivés dans la région	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le fait que les légumes soient cultivés en France	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La saisonnalité : le fait de respecter le cycle des saisons de production de fruits et légumes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le bio, l'absence de pesticides	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre :	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

21. On s'intéresse maintenant à vos habitudes d'achat. Consommez-vous... ? *

Une seule réponse possible par ligne.

	Pas du tout	Un peu	Majoritairement
Des fruits et légumes locaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des fruits et légumes de saison	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des fruits et légumes bio ou sans pesticide	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre :	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

22. Où achetez-vous vos fruits, légumes et herbes aromatiques?

Plusieurs réponses possibles.

- Au marché
- En grande surface
- Dans une épicerie

Autre : _____

23. Préciser quel marché, quelle grande surface ou quelle épicerie?

24. Comment définiriez-vous la qualité d'un fruit, d'un légume ou d'une herbe aromatique? Classez les 3 critères les plus importants pour vous, du plus important (1) au moins important (3) *

Une seule réponse possible par ligne.

	Son goût	Le fait qu'il soit mûr	Son aspect extérieur	Sa texture	Sa fraîcheur	Les conditions de production (bio, local)	Autre (préciser à la question suivante)
1. Critère le plus important	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
2. Deuxième critère	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
3. Dernier critère	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

25. Si vous avez répondu "Autre" à la question précédente, de quel critère s'agit-il?

Votre consommation de fruits et légumes "exotiques"

Les fruits, légumes et herbes aromatiques "exotiques" désignent ici des fruits, légumes et aromatiques qui ne sont habituellement pas consommés en France métropolitaine. Ces fruits, légumes et herbes aromatiques sont habituellement peu distribués dans les grandes surfaces classiques. (exemples : le gombo, la ciboule chinoise...)

26. Consommez-vous des fruits, légumes ou herbes aromatiques "exotiques"? *

Une seule réponse possible.

- Oui *Passer à la question 27*
- Parfois *Passer à la question 27*
- Non *Passer à la question 36*

Vous consommez des fruits, légumes et herbes aromatiques exotiques

27. A quelle fréquence consommez-vous des fruits, légumes et herbes aromatiques "exotiques"? *

Une seule réponse possible.

- A chaque repas
- Tous les jours
- Plusieurs fois par semaine
- Plusieurs fois par mois
- Rarement ou jamais

28. Exemples de fruits "exotiques" consommés :

29. Exemples de légumes "exotiques" consommés :

30. Exemples d'herbes aromatiques "exotiques" consommées :

31. Dans quels plats les consommez-vous?

32. Comment décririez-vous ces fruits, légumes et herbes aromatiques "exotiques"... d'un point de vue de la fraîcheur? *

Une seule réponse possible.

	1	2	3	
Peu frais	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	Très frais

33. ... d'un point de vue du prix? *

Une seule réponse possible.

	1	2	3	
Bon marché	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	Chers

34. Où achetez-vous ces fruits, légumes et herbes aromatiques exotiques?

Plusieurs réponses possibles.

- En épicerie spécialisée
- Au marché :
- Autre : _____

35. Préciser quel marché ou quelle épicerie?

Votre satisfaction

36. Êtes-vous satisfait.e de votre consommation de fruits et légumes?

Une seule réponse possible par ligne.

	Oui	Non
D'un point de vue de la quantité : est-ce que vous aimeriez manger plus de fruits et légumes?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
D'un point de vue de la diversité : est-ce que vous voudriez manger plus de fruits et légumes différents?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

37. Y a-t-il de fruits, légumes et herbes aromatiques que vous ne trouvez pas dans le commerce?

Une seule réponse possible.

- Oui
 Non

38. Si oui, lesquels?

39. Y a-t-il des fruits, légumes et herbes aromatiques que vous n'achetez pas car ils sont trop chers?

Une seule réponse possible.

- Oui
 Non

40. Si oui, lesquels?

41. Êtes-vous satisfait.e de la qualité de vos fruits, légumes et herbes aromatiques en général?

Une seule réponse possible.

- 1 2 3 4 5
Non, pas du tout Oui, tout à fait

42. Si vous mangez des fruits, légumes et herbes aromatiques "exotiques", êtes-vous satisfait de leur qualité?

Une seule réponse possible.

- 1 2 3 4 5
Non, pas du tout Oui, tout à fait

L'impact de la crise sanitaire du covid-19

43. La crise sanitaire a-t-elle changé...

Une seule réponse possible par ligne.

	Oui, beaucoup	Oui, un peu	Non, pas vraiment	Non, pas du tout
Votre manière d'acheter les fruits, légumes et herbes aromatiques?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Votre consommation de fruits et légumes?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

44. Qu'est-ce qui a changé pour vous? (fermeture des marchés, difficultés financières, pénuries, consommation de fruits et légumes différents, moins de fruits et légumes...)

Vous connaître

Ces données, comme tout le reste sont destinées à une enquête statistique et seront traitées de manière anonyme

45. Date et lieu de naissance

46. Genre

47. Profession

48. Adresse ou quartier

49. Date d'arrivée à Bondy

50. Composition du foyer : conjoint.e, enfants (nombre et âge)?

51. (Facultatif) Revenus du foyer

Une seule réponse possible.

- < 800 €/mois
 800 - 1 200 €/mois
 1 200 - 1 800 €/mois
 > 1 800 €/mois

52. Si vous souhaitez être informé.e des résultats de l'enquête, vous pouvez laisser vos coordonnées (mail ou numéro de téléphone)

Prénom	Noah	Jacques	Michèle	Jean	Nathalie	Youssef	Sylvie	Solène	Marc	Laurie	Vanessa	Myriam	Stéphane	Kenza
Classe d'âge	50-59	40 - 49	60 - 69	60 - 69	60 - 69	30 - 39	70 et +	60 - 69	60 - 69	30 - 39	40 - 49	50 - 59	30 - 39	50 - 59
Genre	H	H	F	H	F	H	F	F	H	F	F	F	H	F
Catégorie socio-professionnelle	Professions intermédiaires	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Retraîtée - ancienne profession intermédiaire	Retraité - Employé	Retraîtée - Employée	Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	Retraîtée - ancienne employée	Sans activité professionnelle - ancienne employée	Sans activité professionnelle - ancien cadres et professions intellectuelles supérieures	Sans activité professionnelle	NA	Sans activité professionnelle - ancienne employée	NA	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise
Origine	Kabyle	Antilles	France métropolitaine	Martinique	France métropolitaine	Tunisie et Maroc	France métropolitaine	Vietnam	France métropolitaine	France métropolitaine	NA	Berbère	France métropolitaine	Allemagne et Tunisie
Gen_migration	1	2	NP	1	NP	2	NP	1	NP	NP	NA	1	NP	1
Quartier	Blanqui	Blanqui	le Mainguy	Blanqui	Blanqui	Noue Caillet	TSB	TSB	Remise à Jorelle	Noue Caillet	Blanqui	Blanqui	Centre	le Coquetier
Date d'arrivée en France	1980	NA	NP	1977 à Paris (en Corse avant)	NP	NP	NP	1990	NP	NP	NA	1981	NP	études
Date d'arrivée à Bondy	1980	NA	2003	NA	2009	1991	NA	2010	1996	années 2000	NA	1997	2018	2017
Composition du foyer	conjointe + 2 enfants	conjointe + 5 enfants	conjoint	conjointe + 1 fille de 27 ans	conjoint	conjoint + 4 enfants (2, 4, 7 et 8 ans)	conjoint	seule	seul, parfois son fils	conjoint + 4 enfants (2, 4, 7 et 8 ans)	5 enfants	conjoint et 5 enfants (11, 16, 19, 21 et 23 ans)	conjointe	conjoint.e
Revenus du foyer	NA	NA	> 1 800€/mois	NA	>1 800€/mois	1 500 - 1 800 €/mois	> 1 800 €/mois	NA	NA	1 500 - 1 800 €/mois	NA	NA	NA	> 1 800€/mois
Maison/appartement	appartement	appartement	appartement	appartement avec balcon	maison	appartement sans accès à l'extérieur	appartement	appartement	maison	appartement sans accès à l'extérieur	appartement	appartement avec balcon	appartement avec jardin collectif	appartement
Date d'entretien	19-avr	19-avr	29-avr	30-avr	30-avr	06-mai	10-mai	12-mai	entretien Elodie	02-juin	27-mai	01-juin	10-juin	05-juil
Jardin fréquenté	Jardin I3F Blanqui	Jardin I3F Blanqui	Jardin Lab3s	Jardin pour tous	Jardin pour tous	Jardin pédagogique de la Noue Caillet	Jardin I3F TSB	Jardin I3F TSB	Jardin pédagogique de la Noue Caillet	Jardin pédagogique de la Noue Caillet	Jardin I3F Blanqui	Jardin I3F Blanqui	Jardin de l'ex-gendarmerie	Jardin de l'ex-gendarmerie

Annexe 9 - Tableau récapitulatif des jardinier.es interrogé.es

Prénom	Cyprien	Anissa	Nadia	Paul	Sadia	Samantha	Dominique	Marguerite	Léa	Magali	Leïla	Fabien	Francine
Âge	34	40	30	67	41	19	>60	75	38	32	43	62	67
Genre	H	F	F	H	F	F	F	F	F	F	F	H	F
Catégorie socio-professionnelle	Cadres et professions intellectuelles supérieures	sans activité professionnelle	sans activité professionnelle	Retraité - ancien ouvrier	sans activité professionnelle	sans activité professionnelle	retraîtée	retraité - cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaire	Professions intermédiaire	Professions intermédiaire	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Employé
Lieu de naissance	France	Sidi-Bel-Abbes	NA	Cap Vert	Maubeuge	Bondy	Paris 17	Auvergne	Paris	Saint Flour	Algérie	NA	Porto-Novo
Origine	Vietnam	Algérie	NA	Cap Vert	Maroc	France métropolitaine	France métropolitaine	France métropolitaine	NA	NA	Algérie	NA	Bénin
GénérationM	2	1	NA	1	2	NP	NP	NP	NA	NA	1	NA	1
Quartier	Blanqui	la Sablière	la Sablière	Noue Caillet	Jean Moulin	Noue Caillet	Centre	Centre	Centre	Carnot	Noue Caillet	gare	centre
Date d'arrivée à Bondy	1988	23/03/2018	07-juil-05	1998	2013	2001	1989	1998	2011	2020	juil-05	1959	1979
Composition du foyer	conjointe	NA	NA	NA	3 enfants (3 ans, 8 ans, 10 ans)	GM	1 enfant (26 ans)	seule	conjoint.e et 2 enfants (9 ans)	conjoint.e et 2 enfants (1 et 2 ans)	conjoint et 2 enfants (8 et 11 ans)	seul	conjoint et 3 enfants (28, 34 et 37 ans)
Revenus du foyer	> 1 800€/mois	NA	<800€/mois	ne sait pas	pas souhaité répondre	800 - 1 200€/mois	> 1 800€/mois	1 200 - 1 800€/mois	1 200 - 1 800€/mois	NA	800 - 1 200€/mois	1 200 - 1 800€/mois	1 200 - 1 800€/mois
Méthode d'investigation	entretien tel	questionnaire	questionnaire	questionnaire avec la personne	questionnaire avec la personne	questionnaire avec la personne	questionnaire	entretien + questionnaire	questionnaire en ligne	questionnaire en ligne	questionnaire avec la personne	questionnaire	questionnaire avec la personne
Date d'investigaion	04-juin	15-juin	15-juin	17-juin	24-juin	24-juin	24-juin	17-juin	06-juil	07-juil	08-juil	20-juil	20-juil

Emma	Zorah	Armand	Lili	Gabrielle	Cécilia	Julien	Sara
61	74	48	21	NA	45	69	46
F	F	H	F	F	F	H	F
Professions intermédiaire	Retraîtée - ancienne employée	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Etudiante	NA	Ouvrière	Retraité - ancien ouvrier	sans activité professionnelle
Mali	Alger	NA			France	Guadeloupe	Algérie
Mali	Algérie	NA			NA	Guadeloupe	Algérie
1	1	NA			NA	1	1
centre	Le Raincy	hors Bondy	le Mainguy	NA	la remise à Jorelle	la Sablière	la Sablière
1979	2002 (1968 en France)	1987	2012	NA	2003	1990 (1972 en France, à Bobigny)	2004
conjoint et 1 enfant (25 ans)	seule	conjointe et 2 enfants	mère et 2 sœurs (18 et 12 ans)	NA	2 enfants (3 et 5 ans)	conjointe	4
1 200 - 1 800€/mois	ne sait pas	> 1 800€/mois	NA	NA	800 - 1 200€/mois	> 1 800 €/mois	800 - 1 200€/mois
questionnaire avec la personne	questionnaire avec la personne	questionnaire	questionnaire	questionnaire	questionnaire avec la personne	questionnaire avec la personne	questionnaire
20-juil	20-juil	20-juil	26-juil	29-juil	29-juil	29-juil	29-juil

Annexe 10 - Tableau récapitulatif des personnes ne fréquentant pas les JCP interrogés.

Titre français : Inscription des jardins collectifs et partagés dans le paysage alimentaire bondynois : savoirs, représentations, fonctions des jardins et pratiques culturelles

Titre anglais : Urban collective gardens' place in the Bondy's food landscape : knowledge, social representations, the functions of gardens and cropping practices

Auteur : Noémie Beaubert
Date de soutenance : 15/09/2021
Nombre de pages : 93
Nombre d'annexes : 10

Organisme d'accueil : LAB3S
Adresse : 32 rue Henri Varagnat 93140 Bondy
Nom du maître de stage : Pauline Sy
Fonctions dans l'organisme : Directrice des programmes
Enseignant référent AgroParisTech : Christine Aubry

Résumé en français : La ville de Bondy est soumise à des problématiques relevant de la justice alimentaire : une carence de l'offre en certains fruits et légumes, une forte fracture territoriale, une forte exposition à la précarité dans les quartiers populaires. Dans ce contexte, quel est le rôle rempli par les jardins collectifs et partagés de la ville ? Ce travail cherche à étudier les motivations et les freins des habitant.es à s'impliquer dans ces jardins et leurs pratiques culturelles. On s'intéressera au lien entre ces pratiques et les savoirs et représentations associés au jardin. Enfin, on tentera de déterminer la place de ces jardins dans le paysage alimentaire de Bondy, en s'intéressant aux fonctions accordées par les différent.es acteur.ices en lien avec ces jardins.

Résumé en anglais : Bondy suffers from various issues linked to food justice: a lack of specific fruits or vegetables, a strong territorial divide, precariousness in poor neighbourhoods. In this context, what are the roles of urban collective gardens ? The aim of this work is to study the motivations and the limits the inhabitants have to involve in these gardens and their cropping practices. The link between these practices, knowledge and the social representations related to gardens will be studied. Eventually, the place of these garden in the Bondy's food landscape will be questioned by being attentive to the functions given by the different actors in the territory.

Mots clés : justice alimentaire, paysage alimentaire, pratiques culturelles, jardins collectifs et partagés

Key Words : food justice, food lanscape, cropping practices, urban collective gardens